Tome XXI. N° 4 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Mai 1925.

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Notre cher Péguy[1]

Péguy, c'est ma jeunesse.

Quand j'essaie de me souvenir du jour où je l'ai rencontré pour la première fois, impossible. Je revois seulement, à Sainte-Barbe, une cour aux murs peints en rose, pour nous faire oublier sans doute l'ennui de notre vie cloîtrée. C'est certainement là, dans ce rose de bonbon fondant, que Péguy est tombé un jour au milieu de notre petit groupe de Barbistes qui préparions l'École normale. Singulier camarade ! Il arrivait d'Orléans où il venait de faire son année de service militaire. Cela lui donnait à nos yeux la physionomie de quelqu'un qui déjà n'appartenait plus à notre espèce collégienne, d'un homme déjà entré dans la vie, et qui volontairement revenait à l'étable pour y reprendre le joug avec nous autres, jeunes animaux de la cour rose, qui n'avions jamais quitté nos mornes pâturages, et achevions là nos enfances toutes soumises encore aux volontés familiales.

Pourquoi cette bizarrerie d'avoir interrompu ainsi le

(1) Copyright 1925 by Plon-Nourrit et Cie.

cours de ses études pour devancer le temps du service? Ce qui nous surprenait alors ne m'étonne plus aujourd'hui, car toute sa vie fut ainsi faite d'une suite d'actes hardis, tout à fait imprévisibles, de coups de force sur le destin.

A la fin de ses études au lycée d'Orléans, il avait reçu une bourse à Lakanal pour préparer l'École normale. Là comme à Orléans, il était vite devenu une célébrité du lycée. Son maître de philosophie, M. François Noël, vieil universitaire, dernier disciple de Hegel, passionné pour les joutes de la métaphysique, le Père No, comme on l'appelait, disait de sa petite voix flûtée que M. Charles Péguy avait une tête pensante. C'était en effet un virtuose de la controverse d'idées. Avant que Bergson l'eût introduit dans une philosophie qui est faite, si l'on peut dire, de beaucoup de silence et d'oreille penchée sur soi-même, il s'était enchanté des grandes constructions hégéliennes, et tandis que le Père No avec des gestes menus se livrait au fond de sa chaire, dans un air tout idéal et spiritualisé, aux acrobaties de l'esprit, à des jeux de trapèze volant, Péguy l'accompagnait d'un regard de connaisseur avec le sentiment que lui-même, dans ses dissertations prochaines, il pourrait faire aussi bien. Or, au grand étonnement du Père No et de tous ses camarades, il fut refusé à l'École. C'était son premier échec. Il s'en montra très surpris mais nullement déconcerté. En tout cas, une malchance d'examen ne le retarderait pas dans la vie. « A quoi bon, se dit-il, perdre encore une année sur les bancs de Lakanal? Je vais faire mon service à Orléans. Je me présenterai en juillet prochain à l'École. Je serai reçu, et tout sera réparé. » Calcul tout à fait naturel, mais qui se trouva déjoué comme tant d'autres projets qu'il devait faire plus tard dans la vie. Pour la seconde fois il fut refusé à l'École, et comme en entrant au service il avait renoncé à sa bourse du lycée, il se trouva fort en peine pour continuer ses études. Alors intervint Henry Roy, l'actuel sénateur du Loiret, qui, après avoir été lui aussi boursier à Lakanal, préparait aujourd'hui l'École à Sainte-Barbe.

Sainte-Barbe n'était déjà plus la maison tout à fait indépendante dont Quicherat a écrit l'histoire. Le vieux collège avait dû accepter la tutelle de l'État, mais il conservait toujours une certaine autonomie, et, parmi ses prérogatives, le conseil d'administration avait celle de disposer

d'un certain nombre de bourses. Roy qui avait dès ce temps-là le sens des manœuvre politiques, et qui était surtout un camarade excellent, réunit le conseil des cagneux de Lakanal et se rendit en leur nom chez M. Fabre, directeur du collège, pour lui exposer le cas Péguy. M. Fabre était solennel et brave homme. Il écouta, non sans surprise, je pense, notre ami Roy présenter sa requête avec cette véhémence d'amitié, déjà mêlée de respect, qui est le ton sur lequel ses amis ont toujours parlé de Péguy, et qui correspondait aux sentiments qu'on éprouvait naturellement devant lui. Pour Roy et pour ses camarades, l'échec de Péguy à l'École était un échec personnel, et la pensée que, faute de ressources, il ne pourrait plus s'y présenter, constituait à leurs yeux un déni de justice, un scandale qu'il fallait absolument éviter. M. Fabre se laissa convaincre. Il fit venir Péguy, s'entretint avec lui, et peut-être étonna-t-il à son tour son conseil d'administration en lui parlant de ce bizarre candidat. Bref, Péguy reçut une bourse, et voilà comment, un beau jour, grâce au zèle de ses amis, il tomba parmi nous dans la cour au crépi rose.

Non, vraiment, j'ai beau chercher au fond de ma mémoire, aucun souvenir ne me reste d'une première rencontre, d'une première conversation, d'un de ces détails auxquels une amitié comme à un clou d'or s'attache. Mais ce que je revois, ce que je sens si bien, c'est la couleur, le goût un peu ranci de ces mois de collège que nous avons passés ensemble, de ces interminables heures remplies de l'inquiétude et de l'ennui des examens, avec des échappées agréables, des sorties du dimanche dans Paris, des promenades au Luxembourg, des lectures sous l'Odéon, des matinées au Théâtre-Français. Et ces journées de liberté restent dans mon souvenir doucement mouillées de la pluie des tuyaux d'arrosage aspergeant la rue Soufflot sous un ciel printanier. Péguy est dans ce paysage de soleil, de pluie et d'ennui, au fond de ces temps inhumains où l'allégresse de la vie étouffée pendant des semaines se faisait jour, par intervalles, dans de grands cris de jeunesse...

Dans la cour rose, où l'année précédente Édouard Herriot nous amusait si fort en imitant le camelot qui vend le couteau à cinq lames, nous tournions en nous tenant le bras, Péguy, Henri Roy, que les belles du quartier préoccupaient en ce temps-là beaucoup plus que les électeurs du Loiret,

Georges Abt, passionné pour Spinoza, et qui, depuis, a abandonné l'étude de l'Éthique pour les recherches de l'Institut Pasteur, Léon Deshairs, dessinateur et poète, devenu par la suite bibliothécaire des Arts décoratifs, Paul Acker, déjà homme de lettres, et qui marchait sur les traces de Willy avant de suivre celles de Feuillet, Riby mélancolique comme les étangs de sa Sologne, Charles de Pesloüan, et le très cher Louis Baillet qui préparait distraitement l'École, sachant bien que c'était là jeu d'enfant et que, le temps venu, il se ferait bénédictin. Il y avait aussi parmi nous un singulier garçon, d'une timidité maladive, secret, l'air effacé, resserré sur lui-même, comme s'il avait peur de tenir trop de place, marchant de biais, les épaules rentrées, posant les pieds l'un devant l'autre avec l'allure de quelqu'un qui suit le bord d'un trottoir. Il s'appelait Marcel Baudouin. A l'étude, partout, l'air absent. Il regardait voler les mouches. Rêvait-il, ne rêvait-il pas? Quand travaillait-il? Je ne sais. A la fin de l'année, tous les prix. Bien souvent je l'ai regardé pendant que lui regardait autre chose, avec un sentiment d'amitié et d'inquiétude que je m'explique mieux aujourd'hui. Il était de ces êtres à la Gérard de Nerval, inexplicables et charmants, qui portent sur eux, dès leur jeunesse, une fatalité mauvaise. Péguy l'aimait beaucoup, et ce Baudouin lunaire, cette ombre qui s'efface dans les fonds de ma jeunesse, semble n'avoir passé dans la vie que pour jouer un rôle que je raconterai plus tard, dans la destinée de notre ami. Péguy, qui lui donnait presque toujours le bras dans cette chaîne que nous formions ensemble en tournant autour de la cour, ne lui ressemblait guère. C'était, lui, un petit homme robuste, un peu massif, avec des épaules carrées, mais dans le détail tout en finesse. Il avait des yeux noisette, ou plutôt couleur de châtaigne, d'un éclat étonnant, qui regardaient passer les idées et s'arrêtaient sur vous tout à coup avec une autorité surprenante, des lèvres minces, bien dessinées entre de vigoureux maxillaires, le sang près de la peau, des artères qu'on voyait battre, des mains admirablement faites qui vous brisaient les doigts quand il vous serrait la main.

Était-ce du régiment qu'il avait rapporté l'habitude de marcher au pas? Il lui était désagréable que notre bande enchaînée par le bras ne marchât pas d'une allure militaire, et quand après les deux brusques virages que nous

exécutions aux deux bouts de la cour, nous avions perdu le rythme, instinctivement, pour lui plaire, nous sautions d'un pied sur l'autre afin de retrouver la cadence. Mais en y réfléchissant, je pense que ce goût d'une allure régulière était un signe visible de ce qu'il y avait en lui de volontaire et d'ordonné, et aussi de son désir de voir les êtres se plier à une règle qu'il acceptait pour lui-même. Ce sentiment de l'ordre et du commandement, il le tenait de loin. Sa mère, que je connais et qui lui ressemble tant, possédait à Orléans, rue Bourgogne, deux ou trois maisonnettes où vivaient plusieurs locataires. Péguy m'a raconté bien souvent qu'elle exerçait sur tout ce petit monde une autorité absolue, et qu'elle ne tolérait pas que dans ce coin d'Orléans un seul de ses locataires se conduisît d'une façon qu'elle ne pouvait pas approuver.

Cette discipline de son esprit se lisait tout de suite dans sa haute et maigre écriture, aux lettres très personnelles mais toujours semblables à elles-mêmes comme des caractères d'imprimerie. Et cela se voyait mieux encore dans sa façon de travailler. Les jours de composition française, latine ou philosophique, sitôt le sujet connu, une forte contention d'esprit lui faisait monter le sang à la tête. Alors il disait à Deshairs, qui occupait en classe la place voisine de la sienne : « Je vais dormir. Réveille-moi dans une demi-heure. » Congestionné, le sang aux tempes, il se mettait le front sur ses deux mains formant appui sur la table. La demi-heure écoulée, Deshairs lui touchait l'épaule. Il se réveillait sans surprise. Ce bref sommeil l'avait nourri. Il prenait son papier, sa plume, et se mettait à écrire sans rature, recommençant sa page s'il avait dû effacer une phrase ou un mot, enchaînant ses idées avec une sûreté singulière. Pas une bavure, pas une tache sur la feuille où il dessinait d'une main lente ses hautes lettres maigres, les phrases longuement pesées, et jamais un mot pour un autre. « Je le voyais, me dit Deshairs, s'en aller à la ligne, ponctuer, prendre une page après l'autre, soigneux, méticuleux, achevant toujours sa copie dix minutes avant le moment de la remettre, relisant posément, ajoutant seulement çà et là une virgule, un point, un accent, puis il signait Charles Péguy. » Il était rarement le premier, il était second, troisième. On louait le fond, on faisait des réserves sur la forme qui avait toujours cet aspect un peu guindé qu'on voyait

à son écriture ou bien quand il marchait au pas cadencé dans la cour.

Mais parmi nous, dans la cour rose, il était incontestablement le premier. Il était naturellement le centre de la chaîne que nous formions. Ce petit Beauceron rougeaud, sans beaucoup de grâce extérieure, possédait ce don mystérieux comme le génie ou la beauté : le prestige. Mais qu'est-ce donc que le prestige? C'était peut-être une candeur que nous n'avions déjà plus, une pureté du cœur qui lui faisait voir les choses avec une nouveauté qui nous surprenait toujours. Près de lui on se sentait mûrir, on devenait un homme. Tout de suite il nous domina par le caractère, la décision, cette force morale difficilement exprimable qui émanait de lui, que nous reconnaissions et devant laquelle on s'inclinait. Entre ces murs où l'existence m'apparaissait si morne, je suis sûr qu'il n'a pas connu une seule minute d'ennui. La cour où nous tournions formait pour lui un univers où il se sentait à son aise, car il y exerçait pleinement le premier de ses dons : grouper des êtres, agir sur eux, ou plus exactement imaginer la vie avec eux, organiser sa troupe avant de s'élancer à la conquête du monde. Cette cour, son imagination la transfigurait toute, la peuplait d'esprits merveilleux qui n'étaient autres que nous-mêmes, mais promus à une dignité supérieure. Il nous projetait tous dans un avenir étonnant, dont nous étions les héros et les dieux. Tous les petits dons que nous pouvions avoir, il les grossissait à plaisir. Nous portions dans sa rêverie les promesses des génies les plus divers. Poètes, romanciers, peintres, mathématiciens, chacun de nous devait représenter dans le siècle qui venait ce qu'il y aurait de plus excellent. Il le savait, il le voulait, et cette assurance le mettait dans un état de bonheur permanent. Nous avons certainement formé autour de lui l'univers le plus agréable qu'il ait rencontré dans la vie. Tout ce que nous pouvions dire ou faire lui paraissait admirable, et j'ajoute que nous avions si bien le sentiment d'être magnifiés par son imagination que chacun de nous s'efforçait, le plus sincèrement du monde, de ne lui montrer jamais que la meilleure part de lui-même. On ne voulait pas le décevoir, et ces portraits fabuleux qu'il se faisait de nous n'étaient contrariés par rien. Au milieu de nos bonnes volontés, sa puissante disposition à être heureux ne rencontrait aucun obstacle. Dans cette fantasma-

gorie il trouvait son bonheur, et d'une façon mystérieuse il a contribué au nôtre. Son rêve hyperbolique, sans rapport avec la réalité, a puissamment agi sur cette réalité qu'il déformait d'une façon si ingénue. Sur chacun de nous il a laissé le reflet d'or de son imagination qui nous voulait supérieurs. Dans ce que les uns et les autres nous avons pu faire de bien, il y a une parcelle souvent inconnue de nous-mêmes qui revient à Péguy. S'il n'a pas eu la force de faire de nous les héros et les génies qu'il rêvait, il a créé chez ses amis la bienheureuse illusion qu'ils pouvaient faire quelque chose. Nous tous qui avons tourné avec lui dans la cour rose, nous sommes marqués par un signe auquel nous nous reconnaissons : nous sommes les épaves d'un monde évanoui, le monde imaginaire de Péguy ; nous sommes des fragments de son rêve, les membres brisés de la statue qu'il avait imaginée.

Quand il arriva parmi nous, il était déjà socialiste. Au temps qu'il faisait à Lakanal sa rhétorique supérieure, le mineur Calvinhac avait été élu maire de Carmaux contre le candidat soutenu par la compagnie des mines. La compagnie congédia Calvinhac. Les ouvriers se mirent en grève. Notre ami Albert Mathiez, le futur historien de Robespierre, qui préparait lui aussi l'École à Lakanal, fit une souscription parmi ses camarades en faveur des grévistes. Péguy fut le premier à souscrire et à jeter feu et flamme contre la compagnie qui violait le droit syndical. La presse cléricale ayant pris dans cette affaire le parti du patronat, Péguy en fut très irrité, et lui qui jusqu'ici assistait régulièrement aux offices religieux dans la chapelle du lycée, il cessa d'y paraître et se mit dès ce moment à faire profession de socialisme. Mais ce socialisme de Péguy ressemblait beaucoup plus au socialisme de saint François qu'à celui de Karl Marx. C'était une disposition du cœur, une conception évangélique qui venait du fond de son enfance, de la vie qu'il avait menée jusqu'à quinze ou seize ans, à Orléans, rue Bourgogne, au milieu de petites gens d'autrefois, sérieux, honnêtes, appliqués à leur métier. Ce menu peuple-là, Péguy en était, Péguy l'aimait. Son enfance dans ce faubourg d'Orléans l'avait pénétré de cette idée que le peuple est bon. Il avait connu là une vieille humanité, dont la culture originale, formée par les traditions locales, par

une expérience séculaire, ne devait rien, ou quasi rien, au dehors, une population très près de la terre, un peuple ouvrier-paysan, un peuple artisan, hier encore rustique, qui apportait dans ses métiers les plus anciennes vertus terriennes, un honneur incroyable du travail, la piété de l'ouvrage bien fait, bref un très ancien monde, un monde d'autrefois beaucoup plus près de la France d'ancien régime que de la France d'aujourd'hui.

Ce monde de son enfance est demeuré la plus grande expérience de sa vie. Toute sa pensée s'y appuyait. Elle revient à tous les détours de son œuvre sous cette forme à peu près : un enfant élevé dans une ville comme Orléans, entre 1873 et 1880, a littéralement touché l'ancienne France, l'ancien peuple, le peuple tout court. On peut même dire qu'il en a participé entièrement, car l'ancienne France était encore intacte. Nous avons connu un temps où quand une bonne femme disait un mot, c'était sa race même, son être, son peuple qui parlait ; et quand un ouvrier allumait sa cigarette, ce qu'il allait vous dire ce n'était pas ce que le journal avait dit le matin. La disparition de ce monde s'est faite pour ainsi dire d'un coup et en moins de quelques années. Le monde a moins changé depuis Jésus-Christ qu'il n'a changé depuis trente ans. Une paroisse de ce temps-là était infiniment plus près d'une paroisse du quinzième siècle que d'une paroisse de maintenant. Les libres-penseurs de ce temps-là étaient au fond plus chrétiens que nos dévots d'aujourd'hui. Le socialisme de la cour rose, le socialisme de Péguy c'étaient l'amour, le respect de ces petites gens et des antiques vertus qu'ils gardaient. Si aujourd'hui le peuple s'éloignait de ces vertus propres, la faute en était aux bourgeois qui avaient renoncé eux-mêmes à cet amour du travail qu'ils avaient eu autrefois, et qui ne voyaient plus dans l'homme qu'une machine à produire, une valeur de bourse, un objet. Au lieu de la pauvreté de jadis, le peuple tombait à la misère. Or la pauvreté ennoblit et la misère dégrade. Et Péguy voulait sauver, comme le plus grand trésor de la race, cette pauvreté qu'il avait connue, et loger l'humanité dans une bonne petite maison de pauvreté, pareille à sa maison natale où sa mère rempaillait des chaises, du même esprit, du même cœur et de la même main que les artisans d'autrefois avaient taillé les cathédrales.

Son amour de ce vieux monde et la prédilection qu'il montrait pour les métiers manuels, tenaient aussi, je crois bien, à son désir de perfection. Dans un travail manuel on peut atteindre aisément au parfait. Après un bon apprentissage, un artisan, s'il a du goût, arrive vite à la maîtrise, et sa maîtrise éclate à tous les yeux dans les objets qu'il produit. On voit tout de suite une chaise bien faite, un sillon bien tracé. Dans les travaux de l'esprit au contraire cette maîtrise est bien plus difficile à atteindre et reste toujours contestable. Aussi préférait-il au monde intellectuel le monde des travailleurs manuels qui réalisaient si aisément une perfection si évidente. Et comme il avait dans l'esprit que faire une œuvre parfaite, ne fut-ce, qu'un banc ou qu'un sillon, cela mettait dans votre vie une perfection correspondante, il rêvait d'une société où la première place serait accordée aux ouvriers et aux paysans. Ce qui ne l'empêchait pas d'admirer une belle vie de magistrat, d'homme de lettres, de médecin, de curé de campagne. Mais la société n'est pas faite exclusivement pour ces personnages d'exception.

La vie de caserne, qui fait en général horreur aux socialistes, lui avait beaucoup plu, parce qu'il y vit réalisée une certaine image de la société qu'il rêvait. Il trouvait dans l'escouade, la section, la compagnie, un idéal de groupement, d'organisation, de communauté, qui a toujours été le sien, et auquel présidait cet esprit d'obéissance et d'autorité qu'il appelait alors l'esprit socialiste, et qu'il aurait aussi bien pu appeler l'esprit des communautés chrétiennes. Il aimait dans la caserne cette vie en commun, ce coude à coude, cette clarté, cette simplicité que le service impose à la vie. Il aimait y sentir son existence limitée, encadrée, soumise à des occupations précises, délivrée des soucis journaliers et du plus grand de tous : la liberté. La discipli[n] emilitaire lui plaisait à la fois par ce qu'elle avait d'absolu dans ses principes et de puissant dans les actes qu'elle commande. Et ce qui lui plaisait encore, c'était l'égalité complète, la camaraderie avec des gens chez lesquels il retrouvait un esprit populaire, une forme de pensée narquoise dont il essaya plus tard de retrouver la veine dans ses quatrains du roi Dagobert. Et bien qu'il fût d'une délicatesse et d'une pudeur extrêmes, il aimait jusqu'aux gaillardises et aux chansons de marche salées, dont la gros-

sièreté s'évaporait au grand air. Cette année de service, qui d'avance nous paraissait fastidieuse, ne lui avait laissé que des souvenirs agréables auxquels il se référait sans cesse. A la fin de l'année il était sorti le premier du cours des élèves officiers, et par la suite, tous les deux ans, il faisait avec une régularité parfaite ses périodes de vingt-huit jours, qui étaient ses vacances, les seuls moments où, dans sa vie tyrannisée par des inquiétudes de toute sorte, il trouvait un véritable repos.

Sous son influence la cour rose prit la couleur de son socialisme, exception faite bien entendu des exotiques (nombreux à Sainte-Barbe) et de quelques Parisiens délurés qui s'intéressaient beaucoup plus à l'arrivée au poteau de Vasistas ou de Zurbaran II qu'aux aventures électorales du mineur Calvinhac. Nous nous voyions tous assez bien juchés dans la vie sur une échelle comme Donatello sur son échafaudage, et descendant à l'heure des repas au bout d'une ficelle un petit panier dans la rue, que les passants, pour payer notre ouvrage, auraient empli de pain et de fruits. Déjà nous comptions sur nos doigts en combien d'années, nous autres, les conjurés de la cour rose, nous aurions converti le monde à nos idées. Le calcul était simple. Il n'y avait pas à s'occuper des vieillards, je veux dire des personnes qui avaient passé la trentaine. Ceux-là achèveraient une vie lamentable dans leurs sentiments bourgeois. Il s'agissait de convertir à notre idéal socialiste les générations montantes, à mesure qu'elles passaient le seuil de la vingtième année. Après huit années d'exercice nous devenions, ma foi, une minorité importante ; après vingt ans, une majorité respectable, et après quarante ans, sans risques et sans violences nous étions l'humanité même, l'humanité sauvée des vices bourgeois et instituée en cité harmonieuse. Ainsi le voulait l'arithmétique.

Or, rien n'était plus simple que de convertir les générations montantes. Il s'agissait de faire à l'intérieur du socialisme ce qui avait si bien réussi aux catholiques : créer entre tous les esprits une unité, une parenté profonde, en produisant à la lumière un petit nombre d'idées et de sentiments simples, qui pouvaient être admis par tous. L'excellence de ces idées serait telle qu'elles se feraient valoir d'elles-mêmes, sans le secours d'aucun avocat. Il leur suffirait de se montrer.

La conclusion allait de soi. Il fallait créer un journal, un journal exactement socialiste. Et d'abord trouver des fonds. Admettons que cinq cents personnes, et cinq cents personnes, voyons, cela est aisé à trouver, d'amis en amis, de proche en proche, par la propagande personnelle, admettons que cinq cents personnes souscrivent dix francs par mois en moyenne. En comptant bien, cela ferait un affluent mensuel de cinq mille francs, comme disait Péguy. Soixante mille francs par an. Et même en faisant la part large aux déchets inévitables, on amassait avant dix ans cinq cent mille francs, intérêts composés. Au bout de dix ans, notre journal s'élançait à la conquête du monde. On le distribuait naturellement gratis aux socialistes. On le distribuait aussi aux bourgeois convertissables (ceux qui n'avaient pas atteint la vieillesse, l'âge fatidique de trente ans) ; on le vendait seulement aux bourgeois inconvertissables. Tous les ouvriers du journal, intellectuels ou manuels, recevraient un salaire égal. Pas de réclame commerciale. Ce journal serait un. On n'y verrait pas par exemple, en première page, un article contre les courses (le pari mutuel faisait des ravages parmi les rastas de la cour rose, et, horreur ! jusque dans nos rangs) et en quatrième page les résultats complets et les pronostics des mêmes courses qu'on réprouvait à la première. Pas de journalistes professionnels. Les articles seraient rédigés par des gens qui auraient un quelconque métier et écriraient de ce métier. Enfin notre journal devrait intéresser les enfants et les femmes sans qui toute œuvre est vaine. Ai-je besoin de dire que les premiers fonds de cet organe qui devaient révolutionner le monde furent recueillis dans la cour rose?

Quand nous ne reformions pas l'univers dans notre va-et-vient de jeunes bêtes encagées, nous discutions de quelque tuyau Hatzfeldt. M. Hatzfeldt, un vieillard magnifique, si beau qu'on ne pouvait s'empêcher de tenir les yeux fixés sur lui en l'écoutant parler, était un juif converti, devenu marguillier de Saint-Sulpice, et dont l'enseignement consistait à nous fournir sur tous sujets une idée originale, ou mieux encore un développement si on ne connaissait pas le sujet. Ces fameux tuyaux Hatzfeld qui, dans les cas désespérés, nous offraient des ressources admirables, faisaient horreur à Péguy. L'antiquité grecque

et romaine qui ne se présentait guère à nous que sous les apparences d'un manège où nous faisions nos exercices, était pour lui quelque chose d'aussi actuel, d'aussi vivant et d'aussi passionné qu'une grève de mineurs à Carmaux. C'est qu'il aimait l'antiquité comme nous autres nous ne pouvions pas l'aimer. Nous étions de jeunes bourgeois qui étions bêtement passés de la septième à la sixième, et cela n'avait pas été un drame dans notre histoire d'enfant. D'avance, les études classiques étaient pour ainsi dire inscrites au programme de notre vie. Mais elles ne l'étaient pas du tout au programme de Péguy. Après le certificat d'études on l'avait mis à l'école primaire d'Orléans. Son destin semblait réglé. Jamais il ne ferait connaissance avec Homère et Virgile.

Par bonheur il y avait M. Naudy ! M. Naudy était le directeur de l'École normale d'instituteurs d'Orléans. A tour de rôle, ses élèves, pour s'exercer à la pédagogie, faisaient la classe dans cette école primaire où Péguy était écolier. En surveillant ses futurs maîtres, M. Naudy remarqua cet enfant. Lui-même n'était pas un primaire. Il connaissait par expérience le prix des humanités, et voyant Péguy si bien doué : « Il faut qu'il fasse du latin, » dit-il. Il lui fit obtenir une bourse municipale. Et au moment où Péguy semblait s'être éloigné pour toujours des rivages du monde grec et latin, il le fit entrer, à Pâques, dans la sixième de M. Guerrier.

L'entrée dans cette classe, c'était l'ouverture d'un nouveau monde. Le grammairien qui la première fois ouvrit la grammaire latine sur *rosa*, *rosæ*, la rose, n'a jamais su, disait Péguy, sur quel parterre de fleurs il ouvrait l'âme de l'enfant. Tout le long de ses études, que dis-je, tout le long de sa vie, il eut l'angoisse rétrospective de l'immense danger auquel il avait échappé lorsque M. Naudy l'avait, pour ainsi dire, rattrapé par la peau du cou, au moment où il allait s'enfoncer dans les marais du primaire. Quand il songeait qu'il aurait pu ne pas entrer dans cette sixième sacrée, au sens païen et aussi chrétien du mot, un vertige le prenait. Toute sa vie est-elle en effet autre chose qu'une confrontation continuelle de la pensée moderne et de la pensée antique, des mondes païen et chrétien? C'était un de ces humanistes dont les idées, fussent-elles toutes neuves et modernes, se développaient spontanément à l'intérieur du

monde antique. Homère, Eschyle, Sophocle n'étaient pas pour lui d'un autre âge, c'étaient des familiers, des compagnons de la cour rose. Et par amour pour eux, il était capable de haïr violemment Euripide, cet ennemi des pensées profondes de la cité, cet ergoteur, ce mauvais grec. « Je suis un classique, disait-il, de la première génération, je veux dire Sophocle et Corneille, et non de la seconde, Euripide et Racine. »

Mais à la réflexion, avait-il tellement raison de se féliciter d'avoir appris *rosa*, la rose? Peut-être a-t-il plus perdu que gagné dans ce long cycle d'études où il s'engageait en sixième. Ce qui est beau, ce qui est grand chez Péguy, c'est le caractère de l'homme et le tempérament de l'écrivain. Il n'est pas sûr que sa vie d'études lui ait apporté plus de choses que ne lui en aurait offert une autre quelle qu'elle fût. On voit bien en effet que, dans son œuvre, les parties les plus belles et les plus fortes sont celles qui lui sont inspirées par la vue directe des choses. Trop souvent il a été opprimé, submergé par des pensées scholastiques, même lorsqu'il luttait le plus violemment contre elles. Elles projetaient sur lui leur ombre et donnaient trop souvent à cet esprit si spontané et si libre des airs de docteur en Sorbonne. S'il n'était pas entré dans la sixième de M. Guerrier, on peut imaginer qu'il eût suivi peut-être avec plus de naïveté son véritable génie, qui est d'un chroniqueur et d'un poète.

Hormis le grec et le latin, il ne savait aucune langue, et l'idée de s'intéresser aux littératures étrangères ne lui était jamais venue. Il n'existait pour lui que deux littératures au monde, l'antique et la française. Jamais je n'ai vu personne plus ingénument persuadé que la France était le premier pays du monde, le seul pays du monde, qu'aucune culture ne pouvait être comparée à la sienne, qu'aucune pensée n'était plus riche, et qu'aucun autre langage vivant que le sien ne valait la peine d'être parlé. Je sais bien qu'avant la guerre ce sentiment était assez répandu, mais je crois qu'aucun homme cultivé ne s'y était établi avec plus de sécurité que Péguy.

Quant aux auteurs contemporains, il les ignorait tout à fait. Nous avions dans notre étude une bibliothèque formée de nos propres deniers, où les livres interdits se dissimulaient sous des reliures aux titres innocents. *Madame*

Bovary, par exemple, devenait les *Plaidoyers de Sénart*, et les *Fleurs du mal* le *Discours sur l'histoire universelle.* Ces œuvres, dont la lecture nous enchantait, le laissaient indifférent. A-t-il lu, je me le demande, plus d'une page de Flaubert, plus de quinze vers de Baudelaire? Mais il savait Hugo par cœur. Hugo c'était la grande acquisition de son enfance. Il l'avait lu au temps où l'on se cachait encore pour emporter sous son bras un exemplaire des *Châtiments*, dans cette édition populaire qui paraissait chaque semaine, en livraison, sur deux colonnes, comme *Monte-Cristo* et *le Juif errant*, avec des images du goût de celle-ci : un jeune homme joufflu, aux joues comme des pommes, avance au milieu des chardons en écartant les mains, le Progrès calme et fort. Il disait que cette édition qui a tant contribué à établir la République dans l'imagination populaire, l'avait établie dans son cœur, et que cette lecture l'empêcherait toute sa vie de donner dans aucune tyrannie temporelle, fût-elle radicale ou cléricale. Et cette admiration de Hugo qui s'accordait si bien avec un temps où, dans les écoles primaires, on apprenait encore aux enfants les chansons de Déroulède, lui a fait aimer la République d'un amour populaire, naïf, plein de fraîcheur, qui, à nous autres provinciaux déjà plus parisianisés semblait prodigieusement archaïque et coco, car si nous acceptions volontiers d'être socialistes, l'idée de république n'éveillait guère en nous que les images du comice agricole de *Madame Bovary* ou les *Marseillaises* solennelles de nos distributions de prix.

Nos grands fournisseurs d'idées étaient alors Taine et Renan. En commentant l'*Avenir de la science* et les *Dialogues philosophiques*, nous nous enchantions de penser que la philosophie et l'histoire allaient bientôt atteindre leur point de perfection, qu'on en verrait bientôt le bout, et que dans un avenir prochain l'humanité saurait sur elle-même tout ce qu'elle pourra jamais savoir. Il semblait qu'à chaque tour que nous faisions dans la cour rose, nous approchions davantage de ce curieux dénoûment, et que nous étions nous-mêmes appelés, par l'approfondissement de la pensée du maître et par nos travaux futurs, à la création de cette conscience universelle et totale qui, si nous comprenions bien Renan, est la réalisation de Dieu même.

Avec Taine nous allions plus loin encore. Le Dieu de

Renan n'était qu'une vague entité, quelque chose comme une mémoire, une connaissance complète que l'humanité prenait d'elle-même, une somme, un aboutissement, une réussite de tous les efforts humains. Avec Taine nous nous emparions du pouvoir réservé jusque-là à la divinité. Dans *La Fontaine et ses Fables* n'avait-il pas analysé toutes les conditions dans lesquelles se produit l'homme de génie. De là à créer ce génie à volonté, il n'y avait plus qu'un pas, un tout petit pas que nous faisions sans effort.

Ces romans métaphysiques mettaient du beurre sur le pain sec des récréations de cinq heures, où il y avait toujours trop de mie. Pour ma part, je sacrifiais volontiers l'humanité de notre planète et celles de beaucoup d'autres planètes ignorées, afin que le Dieu de Renan se réalisât un jour. Avec une indifférence juvénile, et la perspective d'une sortie le lendemain, qui me mettait de la gaieté au cœur, je répétais avec l'optimisme du gros homme : « Qu'importe que l'humanité meure avant d'avoir institué la raison? Qu'importe que mille humanités meurent? Une humanité réussira ! » Mais Péguy, plus sévère, ne faisait pas si bon marché de cette humanité que j'abandonnais allégrement à sa tâche ingrate et sublime de réaliser Dieu. Jusque dans la métaphysique il voulait être socialiste. « Il est permis de rêver, disait-il, mais il y a des frontières au rêve. Si ces rêves ne sont pas humains, je ne les nomme pas surhumains, je les appelle inhumains, et je ne veux pas les connaître. Ne nous retirons pas plus du monde vivant pour considérer ce qui pourra se passer après nous, chez d'autres humanités et dans d'autres planètes, que pour nous bercer de l'espoir d'un banal paradis de catéchisme. Que nous importe d'être immortels dans ce Dieu qui se fait? Il n'y a pas plus à se préoccuper de cette immortalité-là que de l'immortalité individuelle des chrétiens. Une seule survie, une seule immortalité importe, celle des groupes sociaux dont nous faisons partie. La morale astronomique des *Dialogues philosophiques*, c'est encore de la religion, et il ne faut pas être religieux, même avec M. Renan. » Ainsi parlait Péguy. Et pourtant un des livres que je voyais le plus souvent dans ses mains, c'était les *Pensées de Pascal*, pour lequel il nourrissait une admiration inquiète.

Taine et Renan ont marqué pour le reste de sa vie les frontières de la culture. Le philosophe Bergson excepté,

les ouvrages de ses contemporains ne l'ont guère retenu. Il ne les lisait pas, il n'en avait ni le temps ni le goût. En dehors des ouvrages qu'il publiait dans ses *Cahiers*, les seules lectures qu'il faisait, c'étaient les feuilletons de *la Petite République* ou du *Matin*, dont les imbroglios l'amusaient comme un enfant, dans le train qui le conduisait de Bourg-la-Reine à Paris. Cela lui fit faire une fois une découverte merveilleuse. *L'Aurore* avait eu l'idée de publier *le Rouge et le Noir* en feuilleton. Jamais Péguy n'avait rien lu de Stendhal. Il le lut comme il lisait les *Aventures de Fantomas*, et il disait à tout le monde, en vous jetant de côté un clin d'œil malicieux et enfantin, comme il faisait souvent quand il vous annonçait une plaisanterie : « Connaissez-vous un feuilletonniste du nom de Henri Beyle? Il publie dans *l'Aurore* un feuilleton épatant. »

Son plaisir, les jours de sortie, c'était d'aller entendre, au Théâtre-Français, Mounet-Sully et Mme Bartet dans les rôles de Polyeucte et d'Antigone. Je l'ai accompagné bien souvent au poulailler, et dans les soirées brumeuses, mal éclairées par le gaz, que de fois nous avons regagné le quartier latin par les rues de Seine ou Bonaparte! D'une voix monotone, où il était impossible de retrouver la mélodie, mais où il mettait ce rythme qu'il aimait en toutes choses, il récitait les plaintes d'Antigone si atrocement versifiées par Vacquerie :

Vous me voyez marcher, vieux amis de mon père,
Dans mon dernier chemin.
Et je ferme les yeux à la douce lumière
Qui vous luira demain.

Il s'enchantait de ces méchants vers, qui auraient dû pourtant lui paraître plus atroces qu'à moi, à lui qui savait par cœur le texte original. Mais qu'importaient les vers! Nous étions envoûtés par les gestes, les voix, le décor, tout ce prestige du théâtre qui n'a rien de commun avec l'art de l'écriture. Sous la pauvre rhapsodie il ressuscitait tout un monde dont les sentiments lui étaient familiers, et quand, de sa voix sans nuance, il avait jeté dans l'air le dernier vers de Vacquerie, il éclatait d'un rire à la fois malicieux et puéril, qui était une sorte de défi à tous ceux qui prétendaient lutter avec la beauté antique ou seulement

méconnaître sa puissance. Temps charmant, ingénu où il confondait dans sa tendresse, Mounet-Sully, Polyeucte, Mme Bartet, Antigone, et notre professeur de latin, le bon M. Edet, *pater Edeas*, comme nous disions dans un mauvais calembour !

Souvent, dans la semaine, pour entendre ces chœurs, il nous arrivait de tromper la surveillance de Potot, notre maître d'études, surtout le soir aux récréations de cinq heures, lorsque la nuit d'hiver était déjà tombée. Les uns après les autres, nous nous échappions de la cour, et avec des ruses d'Indiens de la prairie, par des couloirs, des escaliers et des défilés dangereux, nous gagnions la chapelle située au premier étage d'un bâtiment éloigné. Elle était tout à fait dans les ténèbres. Nous allumions une bougie, Roy se mettait à l'harmonium et de sa belle voix chantait devant les bancs vides :

Tu n'es pas la première
Qui perdis la lumière
Et la vie à la fois.
Le malheur qui t'éprouve,
Terrible, se retrouve
Chez les grands et les rois.

Nous l'écoutions dans un silence que cette atmosphère religieuse rendait plus profond encore. Péguy n'était pas musicien, et je ne me souviens pas qu'il m'ait jamais accompagné à ces concerts du dimanche, chez Colonne ou Lamoureux, où nous allions si volontiers, mais il aimait beaucoup tout ce qui avait dans la musique un caractère pastoral et guerrier, et c'était là, je pense, ce qui lui plaisait tant dans ce chœur de paysans de l'Attique.

Roy chantait jusqu'au moment où l'on entendait un bruit de cloche assourdie qui tintait au loin dans la cour. Nous quittions alors la chapelle qui retombait à son silence, et dont la paix n'avait pas été troublée par cette incursion d'hellénistes qui fuyaient la cour rose, toujours désenchantée, pour venir écouter là les regrets d'une sainte païenne.

D'autres fois, tantôt à plusieurs, tantôt séparément, nous abandonnions la cour rose pour monter chez l'aumônier. Il occupait, il occupe toujours, un petit appartement auquel on accédait par trois étages d'un escalier ciré comme

un escalier de couvent. Là, dans ce logis sous les toits, qui donne sur le Panthéon et sur le vieux Louis-le-Grand, on respirait un air particulier qui n'était plus celui de nos études ni de nos classes, ni de la cour où nous tournions. Notre aumônier exerçait sur nous tous, si enthousiastes de Renan que nous fussions pour la plupart, un attrait qui ne s'est pas effacé avec la vie de collège. Quelque dix années avant nous, il avait tourné, lui aussi, dans la cour rose, et préparé l'École normale, jusqu'au jour où sortant de la Comédie-Française, après une représentation du *Misanthrope*, il avait pris le parti de renoncer à l'École pour entrer au séminaire. Puis il était allé à Rome, où il avait écrit sa thèse sur l'abbaye de Rossano. Après quoi, revenu à son ancien collège en qualité d'aumônier, il avait repris ses travaux sur la plus vieille littérature chrétienne. Chez lui, c'étaient bien encore les idées et les livres qui faisaient le sujet de notre causerie, mais ici tout s'humanisait et, pour ainsi dire, s'aérait. La conversation n'avait plus cette brutalité tranchante que nous avions entre nous quand nous discutions dans la cour. Et si par aventure nous haussions un peu le ton, un sourire imperceptible derrière les claires lunettes d'or, ou même un rire plein de franchise nous ramenait bien vite à la politesse de l'esprit. Nous avions devant nous l'intelligence la plus lucide, formée aux meilleures méthodes, extrêmement disciplinée, mais que l'étude n'avait pas desséchée, et qui restait tendre et humaine. Nous étions fort impressionnés qu'une intelligence si ferme acceptât de faire dans la vie une si grande place au mystère. Pas le moindre dogmatisme. Dans les leçons qu'il nous faisait chaque semaine à la chapelle, jamais le ton du prêcheur. Il essayait seulement de nous éclaircir en historien tel ou tel point de la pensée chrétienne, estimant avec raison que c'était le meilleur moyen d'intéresser aux idées catholiques des esprits ombrageux comme les nôtres. Péguy qui en ce temps était athée, voire anticlérical, Péguy l'aimait beaucoup. Il l'aimait pour les raisons qui nous étaient communes à tous, et pour d'autres aussi qui lui étaient personnelles.

A Orléans il avait reçu deux enseignements contradictoires, celui de ses maîtres laïques et celui du catéchisme qu'il suivait tous les jeudis à la paroisse de Saint-Aignan. Ces deux métaphysiques de l'instituteur et du curé, il les avait

accueillies avec la même foi, le même sérieux, l'innocence de l'enfance. Il les avait aimées d'un même cœur, si opposées qu'elles fussent. Ce n'est qu'au lycée Lakanal, en devenant socialiste, qu'il s'était détaché des pensées catholiques. Un socialiste ne pouvait pas admettre qu'il y eût une terre des damnés. Ce qu'il trouvait détestable sur la terre, pouvait-il l'accepter au ciel, sans retour, sans rémission possible? Une éternité de mort vivante était une imagination perverse qu'on devait bannir de son esprit. Ciel ou terre, il ne voulait pas qu'il y eût des morceaux de la cité qui fussent exclus de la cité. Du fond de la cour rose il se déclarait solidaire des damnés du ciel et de la terre, et il disait avec orgueil que les dix ou douze ans d'instruction catholique reçue à Orléans avaient glissé sur lui sans laisser la moindre trace.

Mais Péguy était une mémoire qui ne laissait rien échapper, un cœur qui ne pouvait pas ne plus aimer ce qu'il avait aimé une fois. Bien souvent je l'ai vu détaché de ses amis pour une raison ou pour une autre, mais quelle tendresse dans ses détachements, comme ces amitiés anciennes continuaient à faire partie de lui-même! Il aimait dans notre aumônier non pas seulement la personne discrète, toute en nuances et en finesse, que nous aimions tous comme lui, mais justement ces croyances qui autrefois avaient été les siennes, de grands espaces de son esprit qui, pour être aujourd'hui en jachère, ne continuaient pas moins de lui appartenir, de faire partie de son domaine. Ces idées catholiques dont il se détournait si elles se présentaient à lui avec le ton impératif du catéchisme d'Orléans, il les revoyait avec un secret bonheur, en dépôt pour ainsi dire, chez un homme qui ne les imposait point. Notre aumônier le rattachait à tout un vieux passé qu'il croyait devoir écarter par un scrupule de sa raison, mais avec le regret, un regret paysan d'abandonner quelque chose. En croyant aimer l'aumônier pour sa largeur d'esprit et parce qu'il n'était pas un « curé », il l'aimait, beaucoup plus que nous tous, pour tout ce qu'il représentait de chrétien. Dans le monde tel que l'imaginait Péguy, chaque idée était figurée par une personne vivante. La religion c'était notre aumônier. Et il aimait l'aumônier.

C'est, je crois bien, le seul prêtre pour lequel il ait éprouvé une véritable affection. Même dans son enfance, il n'avait

jamais ressenti pour les prêtres de Saint-Aignan l'élan du cœur qui l'emportait vers les instituteurs de l'École de M. Naudy, et vers M. Naudy lui-même. Ces ecclésiastiques en somme lui paraissaient moins religieux, moins chrétiens que les laïques. Chez les jeunes maîtres de ce temps-là il y avait une ardeur républicaine, une foi, un enthousiasme sacré, qu'il ne retrouvait pas chez ces honnêtes ecclésiastiques évidemment assoupis dans la sécurité et l'ancienneté de leurs croyances. Et puis la plupart de ces prêtres, d'origine ouvrière ou paysanne, s'étaient déjà embourgeoisés, tandis que les jeunes instituteurs semblaient demeurer plus fidèles à la classe dont ils sortaient. Même plus tard, beaucoup plus tard, dans un temps où il ne croyait plus un mot des choses que lui avaient apprises les élèves de M. Naudy, et où il croyait au contraire entièrement, et peut-être même un peu plus qu'eux, ce que disaient les vieux curés d'Orléans, il conservait aux premiers un souvenir de reconnaissance attendrie qu'il n'avait pas pour les autres.

Cet hiver-là, notre ami Louis Baillet, toujours préoccupé de faire le bien quelque part, découvrit, je ne sais trop comment, dans le quartier de la Butte-aux-Cailles, l'œuvre de la Mie de Pain, que dirigeait avec beaucoup de dévouement un certain M. Enfert. Il s'agissait de distribuer chaque soir une soupe aux pauvres du quartier. Baillet en parla à l'aumônier. Celui-ci, qui connaissait bien le socialisme sentimental dont nous étions tous animés, vit là une occasion excellente d'orienter vers l'action pratique nos rêves généreux un peu vides. Une ou deux fois par semaine, il nous emmenait avec lui, le soir, à la Butte-aux-Cailles. Nous partions là-bas, en troupe, avec enthousiasme et gaieté. Baillet, qui, en sa qualité d'excellent catholique, n'avait pas l'ambition de vouloir reconstruire le monde autrement que Dieu l'avait fait, s'en allait vers la Butte-aux-Cailles avec un cœur ingénu. Moi, j'étais surtout sensible à cette sortie dans l'hiver, au pittoresque de la nuit, à cette triste Bièvre qu'on apercevait par moments à travers les palissades de ce quartier qu'on bouleversait, et au spectacle du hangar où nous servions la soupe à deux ou trois cents miséreux. Péguy, lui, évidemment ne pouvait se satisfaire de cette charité d'un soir, qui ne changeait pas grand'chose à l'ordre de l'univers. Ce qu'il aimait surtout, je crois, c'était de sentir son petit groupe réuni autour de lui, marcher en

pleine nuit dans les rues de ce Paris que nous devions conquérir un jour. Ces sorties dans la brume l'intéressaient bien moins pour leur but immédiat que comme une préfiguration de ce que nous devions accomplir dans les temps futurs : traverser les ténèbres, et comme des héros de lumière, réunissant nos efforts et nos génies, créer une société nouvelle où il n'y aurait plus de misère, et où des soirées pareilles à celle que nous passions à cette heure seraient inimaginables.

A la fin de l'année, Péguy fut reçu à l'École. Ce fut pour nous tous une joie, un soulagement plutôt, car jusqu'au dernier moment on pouvait craindre que des rivaux plus brillants vinssent barrer la route à cet esprit sincère et profond. Alors, comme un remerciement à la Grèce qui l'avait heureusement conduit à la porte de sa vie d'homme, il partit pour son premier voyage, ou plus exactement pour son premier pèlerinage, car il y avait toujours chez lui une qualité d'enthousiasme qui donnait un caractère mystique à tout ce qu'il entreprenait. Avec les sentiments d'un croisé en route pour Jérusalem, il partit donc pour Orange entendre *Œdipe Roi* sur les marches du Théâtre antique. Je ne sais trop où il trouva l'argent pour cette expédition. Je pense que sa mère le lui fournit sur ses économies, non sans difficulté peut-être, car faisant allusion à cette randonnée, il disait avec ce goût que nous lui connaissions pour les comparaisons militaires : « J'ai gagné la bataille d'Orange. »

Ce fut son plus lointain voyage. Ensuite il ne dépassa guère l'horizon de la Beauce. Ses voyages, c'étaient les traversées de Paris qu'il faisait de bout en bout, quand il allait à pied corriger ses épreuves à l'imprimerie de Suresnes, ou bien une promenade sur le plateau de Satory au-dessus de sa maison d'Orsay, ou bien encore une marche de grandes manœuvres autour de Chartres, de Coulommiers ou de Dreux. Dans ces paysages limités il alimentait toute sa vie intérieure, comme ces maraîchers qui, de quelques carrés de terre, font sortir tout ce qui est nécessaire à leur vie. Il est vrai que les terres de Péguy étaient de riches terres, puisque c'était Paris et le pays qui l'entoure. En dehors de cet espace que du haut d'un clocher il aurait presque pu tenir sous son regard, l'univers pour lui n'existait guère. Il admirait beaucoup un mot de Gustave Courbet

que lui avait rapporté son ami Maxime Vuillaume, le communard l'auteur des *Cahiers rouges*. Un jeune peintre étant allé voir le vieux maître d'Ornans pour lui montrer son ouvrage, au cours de la visite Courbet lui demanda : « Qu'allez-vous faire maintenant? » L'autre lui répondit qu'il avait un peu d'argent et qu'il allait voyager en Orient. A ce mot d'Orient, Courbet ouvrit un œil tout rond, et avec son gros accent franc-comtois : « Ah! dit-il, vous allez dans les Orients (il disait les Orients comme on dit les Iles ou les Indes). Ah! vous allez dans les Orients? Vous n'avez donc pas de pays? »

JÉRÔME ET JEAN THARAUD.

(A suivre.)

L'Aurore et Psyché

(ALLÉGORIE)

« Encore imparfaits, il leur semble quelque peu absurde que nos maîtres dans l'ineffable sagesse ne révèlent la vérité inconnue des profanes, la vérité divine et mystérieuse, que sous le voile d'obscurs et audacieux symboles... »

(Lettre de saint Denys l'Aréopagite à l'évêque Titus.)

I

SOUS L'ASPECT D'UNE AURORE NAISSANTE
SON AME APPARAIT AU POÈTE
DÈS LE LEVER DU JOUR

Psyché ! pourquoi ton nom fabuleux et charmant,
L'aurai-je murmuré soudain, dès le moment
Que l'aube ce matin vient à peine de naître?
Glisse entre les rideaux disjoints de la fenêtre,
Furtive et clandestine et pareille à ton Dieu,
Timide, s'il est vrai que dans ce rayon bleu
Tu sois cette blancheur hésitante qui tremble...
Fiction ! mais qui flatte en mon être, ce semble,
Un secret immortel : profite de l'éveil,
Songe encore à demi complaisant au sommeil,
Qui me livre à ton charme et me plonge en moi-même.
Psyché, mon ame, ô toi que j'épie et que j'aime,

L'aube, cette promesse incertaine du jour,
Prolongeant ton loisir n'évince pas l'Amour.
Qu'est-il?...

Souvenons-nous.

Fantôme, si vous n'êtes
Que cette invention durable des poètes,
Impalpable Psyché, moins qu'un souffle du ciel,
Ah ! pourquoi me blesser alors d'un trait réel?

Mais croirai-je à ce mythe, et quel obscur symbole
Viendrait dans le silence éclairer sa parole?

Inconnue à qui je prête le plus doux nom,
Révèle-toi toi-même, amie, et ne dis non !
Si le désir est vrai que suscite un mirage,
Esprit, découvre enfin ce que cache une image.

II

Sous plus de voiles que, léger,
N'en perdra le matin levé,
Dans l'aube, que disait Psyché?

Mais peut-être est-ce moi qui parle et non pas elle?

Énigme ! O silence et ruses de l'immortelle...

Plutôt je crois que nous nous taisons tous les deux,
Et ses aveux
Sont ceux qu'elle permet parfois que je devine.

Psyché, tendre Psyché, voici que j'imagine
Ce que tu fus pour moi, chère âme, et qui je suis ;
Ame, amour de l'Amour et nymphe de mes nuits !

O Psyché, tu voulus surprendre
Le visage de ton Amour :
C'est de toi que je veux apprendre
Mon secret, dans le demi-jour..

Ne fuis pas ! si l'aurore allumait quelque flamme.

Psyché comme un écho reprend : « Je suis ton âme. »

III

ENFANCE DE PSYCHÉ
OU LA JEUNESSE DU POÈTE

TU SAIS POURTANT L'HISTOIRE, ET QUELS FAITS RECHERCHER?
— UN MONARQUE AVAIT TROIS FILLES, TOUTES TRÈS BELLES,
MAIS LA PLUS BELLE, LA TROISIÈME, ÉTAIT PSYCHÉ...

Ah ! je vous reconnais, plaisantes et cruelles,
Vous, les filles de notre humaine royauté :
Beautés du corps et de l'esprit, beauté de l'âme,
Objets d'un seul désir de mon cœur enchanté !
Car pour vous j'ai brûlé d'une commune flamme,
Vous quêtant tour à tour, ensemble vous louant ;
Mais, Psyché, si ta vie est maintenant ma vie,
N'est-ce toi qu'en tes sœurs j'aimais secrètement?
L'étonnante aventure, un matin poursuivie !
J'ouvrais les yeux ; je vis le monde et sa splendeur.
Mais d'abord ébloui devant ce feu visible,
Si vite ai-je vu Dieu, au sein de cette ardeur,
Dans le miroir de sa création sensible,
Je ne touchai que son reflet ! — Par cent chemins,
Et n'épuisant sitôt l'ivresse du mirage,
J'allais, m'émerveillant de l'œuvre de vos mains,
Seigneur, qui avez fait si belle toute image.
O terre jointe au ciel à tous les horizons,
En ce temps passager, comme le corps à l'âme ;

Vieux Paradis, sous la parure des saisons,
Que vous êtes présent au cœur qui vous réclame !
Tout suscitait la joie en nous autour de nous :
Car je ne séparais la beauté de ce songe
Qui lui fait un écho plus durable et plus doux
En notre esprit qui la recrée et le prolonge.
Intelligence ! arme et trésor du conquérant,
Toi qui ne perdras rien du jour qui vient de naître,
Je ne me lassais pas de suivre à tout instant
Sous ton regard l'épanouissement de l'être.
Sagesse du poète, instinct sûr et profond
Qui reconnais l'idée au toucher de l'image,
Tu nous fis découvrir en ce matin fécond
Le divin sens de ce multiple témoignage.
Qui dira ce que fut cette prévision,
Ce pénétrant regard, cette saveur unique,
Et tout ce qui s'offrait à notre passion,
Et ce cœur très avide et ce vœu magnifique?
O désirs ingénus du printemps primitif :
Et comme avait fait l'homme aux enfances de l'âge,
La lumière, d'un choc ! ainsi fis-je, naïf,
Le feu même avec les pierres du paysage.
« Voix, pensais-je, qui sais comme une eau refléter
Le désir immortel de toute créature,
Flèche invisible au grand soleil d'or de l'été,
Et votre gloire, ô très opulente Nature,
Qui sait si me penchant sur ton abîme bleu,
Narcisse épris du ciel, je ne verrai peut-être
Comme un éclair passer le visage de Dieu,
Si lui-même me dit que je le dois connaître? »
Ainsi le célébrant j'exauce mon désir.
Le séduisant dessein et l'audace innocente !
Car je n'attendais pas du chant que son plaisir,
Mais bien qu'il éclairât, lucide, mon attente.
Musique, musique : ah ! déclanche tes accords.
Que ton flot nous soulève au-dessus de la terre ;

Que si ce flot déferle aux plus extrêmes bords,
Que son reflux me laisse aux plages du mystère.

IV

L'ENLÈVEMENT DE PSYCHÉ

C'EST ALORS, DIT PSYCHÉ, PLUS DOUCE QU'UN SOUPIR,
QU'UNE BRISE SUBTILE, UN JOUR, ME VINT RAVIR...

V

STANCES

Musique ! O vent soudain qui se lève en silence,
Où se cache le dieu Zéphyr,
O souffle qui passez sur l'humaine dolence,
Détournez-vous de me saisir.

Je ne vous ouvre plus les portes de mon être,
Un Autre que vous règne ici ;
Je vous ai trop aimé pour ne pas vous connaître,
Et vous n'êtes qu'un alibi.

Vous fûtes ce printemps qui se glisse en la chambre
Avant qu'y pénètre le Roi ;
Mais printemps plus cruel qu'un décevant décembre
S'il ne m'annonce rien que moi.

De quels jardins fermés aviez-vous bu les roses
Tandis que vous veniez à nous,
Haleine qui portez le secret de ces choses
Qui ne sont possibles qu'en vous?

Mais nous ne connaissons la céleste aventure
De votre course dans les airs
Que par le songe même et la vaine imposture
Que nous proposent vos concerts.

En vous notre désir refleurit mais demeure,
Complice d'une illusion !
Étrange chrysalide où naît pour qu'elle meure
Un éphémère papillon...

Beau démon déguisé en ange de silence,
J'échappe au piège de ton chant
Si tu ne me distrais de l'ardente exigence
Que ta voix en nous va touchant.

Car si ta feinte est bien ce magique mirage
Que l'on ne poursuivrait qu'en vain,
Plus dupes serons-nous si la fuyante image
Nous fait douter d'un vrai chemin.

Dès lors je n'accueillis, Musique, tant de charmes
Que dans l'obscur pressentiment
Qu'une rosée en l'âme humide de tes larmes
N'est pas d'une aurore qui ment.

Qu'un silence à présent suive la symphonie,
Et finisse le faux concert !
Le printemps d'un jardin n'est pas ce fruit de vie
Que je cueillis dans le désert.

Rayonne, été, saison qui tient toute promesse,
Celle même qu'on n'espérait :
Que j'eus raison de croire à la pure allégresse
Que mon ignorance attendait !

La marée en un temps a recouvert le sable
Qu'elle rend bientôt au soleil ;
Que vous dire aujourd'hui si me berce la fable?
Je lui préfère mon réveil.

Car sur la plage d'or a bondi ma jeunesse
Dès que se retirait la mer,
Le doux flot déferlant eût baigné ma paresse,
Ma lèvre sait qu'il est amer.

O silence divin qui nourrit et féconde,
Et source adorable du feu !
Vous m'avez délivré des filets de cette onde
Qui n'est ferme qu'aux pieds de Dieu.

VI

Psyché, ce vent léger qui fit trembler ta robe,
Ce jour qui commençait, ne t'effleurait son chant.
Mais le souffle inconnu qui soudain te dérobe,
Ne crains pas de le dire un Esprit tout-puissant !

Son silence à présent te possède et t'entraîne,
Dont tu ne savais pas l'empire sur ton cœur ;
Toute musique auprès de lui te serait vaine,
Trop faible allusion d'un trop vivant bonheur.

Mais souris ! car tu vas retrouver la Musique.
Il te mène au royaume ouvert aux seuls élus,
O fraîche voix d'un ange en le chœur séraphique !
Ce silence où Psyché en toi ne s'entend plus.

Voici que tu comprends l'énigme du mirage :
Tout se dévoile, et tu touches l'essentiel...
Déjà ton bras se tend vers le divin visage
Dont un premier rayon fit naître en toi le ciel.

VII

PSYCHÉ CAPTIVE DE L'AMOUR

QUI M'ENLÈVE, ET DÈS LORS OÙ ME VOICI CONDUITE?
O RAPT ! ET VOUS, DÉLICE AUGUSTE D'UN TEL JOUR...
A PEINE JE M'ÉTONNE ET VOUS M'AVEZ SÉDUITE,
GRAND VENT QUI ME PORTEZ AU PALAIS DE L'AMOUR.

VOUS QUE JE DÉSIRAIS DÉJA SANS VOUS CONNAITRE,
VOUS ME CONNAISSIEZ TOUTE ET VOUS ME DÉSIRIEZ ;
VOUS ÊTES LE PLUS FORT : JE CONSENS QUE MON ÊTRE
FLEURISSE EN MON VAINQUEUR COMME UN JEUNE LAURIER !
JE NE VOUS VOIS, SEIGNEUR, ET SUIS VOTRE CAPTIVE,
O VOUS QUI M'ATTENDIEZ, EN UN INSTANT VOICI...

Psyché ! je sais ce jour. Veux-tu que je poursuive?
Je connais notre Dieu, et ton ivresse, aussi.
Mais gardons le secret que ce Dieu même observe...
Psyché, ceux-là qui sont restés avec tes sœurs
Ne peuvent augurer que notre âme soit serve
Et libre à tout jamais, loin de leurs faux bonheurs.
Moi, Psyché, je te crois car je sais ton histoire.

— Douceur du bain qui t'attendait... Te souviens-tu?
Jointe au corps, on dirait que notre âme y vient boire.
Ruisselante sous l'onde exquise et sa vertu,
Te voici nue et pure et forte et tendre et souple.
Quel banquet se prépare au sortir de ce bain?
Vois, l'Amour t'y convie : ô très bienheureux couple
Où l'Époux n'est absent, l'azyme et puis le vin
Consacreront tantôt vos chastes fiançailles.
Printemps insoupçonné qui commençait alors !
Tu découvres la joie, ô Psyché, tu défailles
Sous le baiser du Dieu que tu cherchais dehors...
Vois son pouvoir : déjà tu cours et tu l'appelles
A travers les jardins, les salles du palais,
Tu ne l'atteins... Et quand des alarmes cruelles
T'ont mise en pleurs, enfant ! quand lasse désormais
D'une course inutile et des vains sortilèges
Qu'élude un Dieu subtil que tu n'étreins jamais,
Tu consens à le dire insensible à tes pièges,
— Dédain mortel, et vous, plus douloureux attraits !
— Cet Amour de ta grâce épris qui lui ressemble
D'une secrète main presse déjà ton cœur !

O cœur dans cette main comme un oiseau qui tremble...
Respire, ma Psyché, le souffle du vainqueur.
A l'instant oubliant trop vite tes défaites,
Tu vois le geste prompt qui soudain va lier
Pour assurer la paix de tes amours parfaites
Un Dieu trop défiant devenu familier.
Tu fais la morte et sais déguiser ton envie...
Soudain !

— Mais ta course a déjà recommencé !

Jeux divins et qui font désormais notre vie,
O combats ingénus d'Amour et de Psyché !
« ANGOISSES, DISAIS-TU, QUIÉTUDE, ESPÉRANCE,
O SOIF D'UN PRIX ÉGAL A SA DÉSALTÉRANCE... »
Psyché, mais si ton trouble a duré tout le jour,
Souviens-toi, cette nuit qui descend te console.
L'ombre est le lieu où vient te visiter l'Amour.

Belle nuit de ta Foi ! Celui dont la parole
T'instruisait tout le jour en silence est venu.
Plus belle qu'aucun jour, ô douce nuit mystique !
Car ce n'est pas un songe, ah ! Psyché, qui t'émut
Et tu n'as pas rêvé l'union déifique
Où sans le voir encore et sans te perdre en lui,
Ce qui fera le prix d'un jour interminable,
Tu te livres déjà dans la paix de la nuit
Au Dieu qui te convoite et te fit désirable.
O vertige où triomphe en succombant Psyché !
Trépas, pourquoi ne pas achever la victoire?
Par vous l'Amour divin dont je me sens touché
Nous garderait à lui, sous le dais de la gloire
Vers laquelle ici-bas sa grâce nous portait...
O douloureux transports d'une pauvre immortelle
Soupirant sans relâche après le pur été
Où le désir comblé fait la joie éternelle !

Psyché, fidèle amante et d'un Amour parfait,
Mais dis-le-moi pourtant que déjà sur la terre,
Dès que pour toi s'ouvrit ce paradis secret,
L'avant-goût te nourrit du céleste mystère,
Azur indispensable à l'oiseau que tu es.
Mesure donc le prix de la munificence
Et, princesse déjà, règne dans ton palais.

Beau domaine où se tient l'invisible présence,
Sources, jardins, bosquets, terrasses sur la mer,
Degrés mystérieux et singuliers portiques,
Doux rosiers inconnus, et cyprès très amer...
Mais qui dira le goût de ces vergers mystiques?
Vous, treilles où mûrit le délectable vin,
Vous, fleurs dont le parfum guide vers les allées,
Architecture née en un songe divin,
O toits où poseront nos âmes envolées!
La colombe planait au soleil de midi
Quand la barque au lointain délaisse tout rivage,
Heureuse intimité, au bord de l'infini,
Esprit vivant! parmi l'immense paysage.
Mais plus belle à jamais que toute vision,
Lumière surpassant l'image et la pensée,
Luis! vive flamme où se dérobe l'union
Maintes fois pressentie et soudain dispensée.

O clarté de ce Dieu que Psyché ne voit pas,
Foyer secret de tant de nuits, durant qu'elle aime
L'Amour pour un instant retenu dans ses bras;
O feu, qui n'éclairez rien d'autre que vous-même!
Jour très obscur encore et lumineuse nuit,
Mystère étrange, où jusqu'à ce temps de l'aurore
Dans l'humaine ténèbre un divin trouble a lui
Au toucher fugitif de celui que j'adore.
O nuits! qui m'aurez fait tant désirer le soir...

Mais je me garderai de la vaine imprudence
De l'enfant curieuse et qui soudain veut voir
Un visage caché, quand la seule évidence
De tout autre désir dispense et vous tient lieu
D'un Amour agissant comblant notre allégresse !
Le jour futur qui doit dévisager mon Dieu,
J'attendrai dans la nuit propice qu'il paraisse.

Ah ! ne crains pas de vivre un temps si précieux :
Chaque heure qui s'enfuit soulève un de ses voiles.
Vois, Psyché, cette nuit défaille dans les cieux,
Déjà l'aube une à une a cueilli les étoiles.
Le jour est proche, vois ! mais que vaut-il, ce jour?
Non pas le jour sans fin de la céleste aurore
Qui ne sépare plus Psyché de son Amour.
Ce matin qui viendra est une absence encore
Pour le désir avide et qui te fait ma sœur.
Toi-même, objet charmant de mes songes précoces,
Tu me fuis ! O reçois cet adieu de mon cœur
Et le présage heureux de nos futures noces.
...Tout vient, n'en doute pas, qu'on a su désirer.
Psyché, voici l'aurore : un seul instant, demeure.
Mon âme, entends-tu pas cet Angelus tinter,
Trois fois trois coups, frappés sur le cristal de l'heure?
Ses gouttes de rosée ouvrent la fleur du jour.
Psyché, tu connais bien Marie : aurore étrange !
En son sein s'est formé le doux cœur de l'Amour
Parce qu'elle a reçu la parole d'un ange.
Ce fut par un matin pareil à celui-ci.
On dit que c'est la mère et d'un Dieu désirable
Qui voyant ta beauté l'envia pour son Fils
Et permit cette flèche en ton cœur misérable !...
Aube où finit le temps, dont l'aurore est au ciel !
Psyché, voici le jour. Que ne vient-il lui-même,
L'ange annonciateur du message éternel
Qui nous saura mener à cet Amour que j'aime?

...Mais déjà ma Psyché se dissipe et se perd.
Mon rêve cède à ce matin plus vain qu'un songe :
O Paradis cruel que n'a pas entr'ouvert
Ce jour nouveau qui luit, trouble comme un mensonge !
Mon âme, ne fuis pas ! — Hélas, que m'as-tu dit
Quand soudain ce faux-jour notre espoir interdit?

« Espère, a-t-elle dit, je reviendrai plus belle,
Chaque aurore me vaut une grace nouvelle,
Je feins de t'oublier comme feignait l'amour :
Il ne cesse pourtant d'accroitre en nous ce jour
En mon cœur chaque soir plus digne de sa gloire.
Lève-toi ! a quoi bon réveiller mon histoire?
Travaille a conquérir, mais te mets en chemin !
Le céleste bonheur qui s'ouvrira demain.
O symbole ineffable et qui clot l'aventure :
Vois au terme prévu de l'humaine peinture
Par quoi t'aura distrait ce matin fugitif,
Vois ce réveil soudain qui te laisse plus vif
Qu'avant la mort fictive et qui donne la vie,
Ah ! vois, enfin tu tiens le dieu de ton envie,
— L'une lui tend les bras et l'autre s'est penché
— L'ange et l'ame, pareils a l'amour et psyché.

Jean-Pierre Altermann.

La Tour du Pin-Chambly et le Centenaire de 1789

Un grand nombre de journaux et de revues ont déjà rendu à la mémoire du lieutenant-colonel de La Tour du Pin-Chambly, marquis de la Charce, l'hommage qui lui était dû. Ils ont salué le vaillant soldat et l'éminent sociologue ; ils ont rappelé sa brillante carrière militaire et sa carrière, plus modeste mais non moins féconde, d'écrivain et de penseur, sa doctrine sociale qu'il a condensée sous la forme d'aphorismes, dans une courte brochure et dans un fort volume in-octavo, sous le titre de *Vers un Régime social chrétien*, — *Jalons de route*.

Mais aucun des auteurs de ces articles ne pouvait être à même de mettre en lumière l'immense effort, qu'a accompli La Tour du Pin, à un moment donné, pour réaliser dans les faits la doctrine sociale qu'il avait longuement élaborée. Cet effort, cependant, il l'a fait avec sa réserve et sa modestie coutumières, et aussi avec un rare esprit d'organisation, avec une clairvoyance et une vigueur égales à celles qu'il avait montrées comme soldat.

Qui ne se rappelle le jeune capitaine d'état-major, envoyé par son chef, le général de Ladmirault, au général Bourbaki, à une heure décisive de la bataille de Saint-Privat? Il s'agit de décider Bourbaki à intervenir avec la garde impériale qu'il commande. La Tour du Pin se hâte, rejoint Bourbaki, l'adjure de marcher, lui crie que la victoire est

à nous si la garde est jetée dans la bataille, saisit la bride de son cheval pour l'y entraîner.

Vains efforts ! Espoir déçu ! Bourbaki refuse d'engager sa troupe.

Espoir fondé cependant, car, quelques années plus tard, le général Bronsart de Schellendorf, qui commandait la garde prussienne, engagée dans la bataille, interrogé par La Tour du Pin, lui répondait, après s'être recueilli un moment. :

« Vous aviez raison : si la garde impériale était intervenue à cet instant, la victoire était à vous. »

Déçu aussi fut l'espoir, un instant caressé par La Tour du Pin, de voir devenir une réalité ses vues historiques et sociales, lorsqu'en 1888, à l'occasion du centenaire de 1789, après avoir exposé dans la revue *l'Association catholique*, comment pourrait être repris le mouvement des assemblées provinciales, rajeunies et adaptées au temps présent, il tenta lui-même de le reprendre, pour mettre un peu d'ordre dans l'état social troublé et bouleversé de la fin du dix-neuvième siècle.

Espoir déçu, dis-je, oui : mais ne se serait-il pas réalisé, si son temps l'avait mieux compris, si, au lieu de se refuser à l'écouter, comme Bourbaki à Saint-Privat, les braves gens l'avaient suivi?

Cet effort, hélas ! n'eut pas de lendemain, du moins de lendemain immédiat ou prochain. Il n'a pas été entièrement perdu, cependant. Voilà que les idées que La Tour du Pin a tenté de réaliser, il y aura bientôt quarante ans, sont reprises aujourd'hui par une élite, par des hommes jeunes, actifs, d'une haute culture, ardemment dévoués à leur pays. Ces hommes, je le sais, saluent dans La Tour du Pin leur maître et un précurseur ; ils mettent en action sa doctrine, sous la forme même qu'il avait pratiquée en 1888, et pendant les trois ou quatre années qui suivirent.

Dans l'article qu'il a consacré à La Tour du Pin, au lendemain de sa mort, M. Georges Valois, qui est l'animateur de cette élite et de ce renouveau des idées sociales, a écrit : « C'est son œuvre qui avait défriché le terrain sur lequel nous travaillons aujourd'hui ; c'est grâce à elle que le monde moderne a retrouvé l'esprit corporatif qui l'anime. »

Et un grand patron du Nord, qui appartient aussi à cette élite, me disait récemment : « Ce n'est pas une de mes

moindres surprises de voir comment un officier en retraite, devenu à la fois gentilhomme campagnard, économiste et sociologue, a pu comprendre si bien les besoins de son temps et élaborer une doctrine qui montre aux patrons et ouvriers de toutes professions la voie à suivre pour coordonner leurs intérêts et leurs droits réciproques et assurer la représentation sincère et complète de ces intérêts et de ces droits près des pouvoirs publics. »

C'est la tentative faite par La Tour du Pin, pour réaliser cette représentation, que je vais essayer de rappeler. Peut-être ce court exposé ne sera-t-il pas inutile à ceux qui se sont si vaillamment engagés dans la voie qu'il avait ouverte : peut-être leur amènera-t-il des recrues et contribuera-t-il à éclairer quelques esprits, qui se demandent comment il sera possible de délivrer le pays du parlementarisme malfaisant dont il risque de périr.

Aussi bien un fait récent, dont M. Romier, dans *le Figaro* du 21 février 1925, a tiré l'enseignement qu'il comporte, n'est-il pas venu, sans qu'il y paraisse, confirmer la justesse de vue de La Tour du Pin en matière de représentation !

Il s'agit de l'heureuse intervention du groupe parlementaire de la défense paysanne dans la discussion d'un amendement socialiste dirigé contre les agriculteurs, et dont il a obtenu le rejet.

> Nous voyons là, dit M. Romier, s'affirmer dans les pires conditions la victoire de deux formules d'avenir. La première formule est celle de la supériorité de l'équipe spécialisée et consciente de l'intérêt général sur le parti. La seconde formule est celle qui transpose les luttes parlementaires du plan désuet de l'abstraction ou de la passion spécifiquement politicienne vers le plan des problèmes réels.

Qu'est-ce à dire, sinon que la représentation spécialisée, c'est-à-dire professionnelle, a une compréhension plus exacte de l'intérêt général que la politique de parti et qu'elle sait, lorsque l'intérêt du pays l'exige, s'affranchir des passions politiques pour résoudre les problèmes qui se posent.

Je connaissais fort peu La Tour du Pin avant 1888. Je l'avais rencontré quelques fois dans des réunions de l'œuvre

des cercles catholiques d'ouvriers, où il tenait une grande place. Mais nos relations n'étaient jamais allées au delà des conversations banales.

Aussi éprouvai-je une vraie surprise lorsque, dans les premiers mois de 1888, je reçus de lui une longue lettre dans laquelle il me parlait du centenaire de 1789, que l'œuvre des cercles se proposait de commémorer et notamment de son désir d'inaugurer cette commémoration en Dauphiné, en y organisant des assemblées sur le modèle des anciens États.

Les premiers États de 1788 avaient été tenus en Dauphiné, qui dès lors paraissait tout indiqué pour y réunir la première de ces assemblées, à l'occasion du centenaire des États de Vizille et de Romans. La Tour du Pin était d'origine dauphinoise et il s'adressait à moi comme correspondant de l'œuvre des cercles et comme Dauphinois.

J'avoue que j'accueillis plutôt froidement cette demande ; très occupé alors par la fondation de syndicats agricoles, l'idée de commémorer les États de 1788 m'apparaissait comme une idée archaïque, sans portée aucune au point de vue social. Mes hésitations ne découragèrent pas La Tour du Pin ; il revint à la charge, réfuta mes objections et m'ouvrit sur ses projets des vues tellement nouvelles, qu'après de nouveaux échanges de lettres, je finis par me laisser convaincre qu'il y avait quelque chose à faire à cette occasion.

Mais les comités de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers étaient très clairsemés en Dauphiné, leurs membres, peu nombreux et sans grande influence, ne pouvaient exercer leur action que dans un rayon très restreint. Romans n'en possédait pas et, après une première tournée, mon impression fut qu'il ne serait pas possible d'y organiser une assemblée sur le modèle de celles dont La Tour du Pin avait tracé le programme dans l'*Association catholique*. Je lui fis part de mon impression et lui dis que tout ce qu'on pourrait faire serait d'avoir à Romans une grande réunion, dans laquelle un orateur de marque, M. de Mun par exemple, — il m'avait fait espérer sa présence, — et lui-même, prendraient la parole et montreraient sous leur vrai jour l'œuvre des assemblées provinciales de 1788 et 1789.

Ma lettre ne le satisfit pas du tout : et, le 20 juin 1888, il m'écrivait :

Je croyais qu'il s'agissait d'une assemblée provinciale du centenaire, telle qu'elles ont un programme tracé dans l'Œuvre. Or, autant dans ce cas, qui suppose des assemblées représentatives plutôt que populaires, j'étais disposé comme auteur du programme d'une part, et comme petit-fils du président de Bérulle d'autre part, à me produire à Romans sous vos auspices, autant je ne vois plus ce que j'y ferais dans une asssemblée politique et populaire, n'ayant aucun talent ni aucun goût pour m'y produire.

Et plus loin, il ajoutait :

Vous me retrouverez toujours pour faire autre chose, savoir : *des Etats de Romans*, qui n'étaient probablement pas une bouillabaisse à la moderne, mais une représentation par délégation de corps constitués, comme il nous faut en reconstituer sous des formes nouvelles, suivant les principes éternels, à savoir : gens de la profession, munis de mandats spéciaux et non de pouvoirs illimités, délibérant de ce qui les touche et non de *omni re scibili*.

Le 30 juin, nouvelle lettre :

Pour une assemblée de ce genre historique et représentatif, je suis tout à vos ordres et je prierai de Mun de s'y mettre pour mettre en branle notre mouvement du centenaire.

Le 15 juillet, il précise la méthode à suivre pour la préparation d'une assemblée telle qu'il la comprend.

Il s'agit de convier les gens de bien de la province, de faire connaître leur sentiment sur l'état social actuel, à la faveur d'une enquête portant sur chaque profession ou condition, et de formuler, en suite de cette enquête, les revendications qui ressortiraient de leurs conclusions.

Le caractère de cette enquête, des revendications ou cahiers qui s'ensuivraient et des réunions où ces cahiers seraient arrêtés, est d'être *professionnel;* à savoir que chaque individu, comme chaque délégué, ne soit consulté et n'ait à se prononcer que sur sa partie ; le tout devant résulter simplement du rapprochement des parties. Ceci est d'une part traditionnel, puisqu'aux États provinciaux de 1788 et aux élections qui les suivirent pour les États généraux, il n'était nullement question de la confusion des ordres, mais uniquement de la balance de leurs suffrages respectifs ; et d'autre part aussi fécond, puisque c'est la seule manière de donner une base à la fois conservatrice et populaire à la pratique du suffrage universel.

Commémoration des États de Vizille.

Pendant que nous échangions ces lettres, à Grenoble, on se préoccupait beaucoup de la commémoration des États de Vizille. Le gouvernement et le parti républicain se préparaient depuis longtemps, eux aussi, à célébrer le centenaire de 1789 et il était tout naturel qu'ils songeassent à commencer par celui de l'assemblée de Vizille. Ne semblait-elle pas, en effet, avoir été le prologue du mouvement qui devait si vite bouleverser de fond en comble l'état de choses ancien pour lui substituer le régime nouveau?

Jean Casimir-Perier, député, et personnage influent du parti républicain, était d'origine dauphinoise et de plus propriétaire du château de Vizille, où son bisaïeul avait accueilli le 21 juillet 1788, les membres des trois ordres des États qui y furent tenus. Il offrit au gouvernement de l'y recevoir pour célébrer la commémoration des États et inaugurer en même temps celle du centenaire de 1789. L'occasion était vraiment trop belle pour la laisser échapper. Le gouvernement la saisit et il fut décidé que le président de la République, des ministres et de nombreux parlementaires de gauche se rendraient à l'invitation de Casimir-Perier. Le parti d'opposition alors le plus important en France était le parti conservateur, qui sous le titre d'*Union conservatrice* groupait les royalistes, les bonapartistes et un certain nombre de républicains modérés, qu'effrayait la marée montante du parti dit avancé.

Le comité conservateur de Grenoble ne pouvait pas laisser passer sans protester la manifestation officielle que préparaient les partis adverses. Mais quel caractère devait-il donner à sa protestation? Les bonapartistes prétendaient que l'assemblée de Vizille avait été le point de départ de la chute de la monarchie ; les royalistes, au contraire, avaient à cœur de rappeler que les membres de l'assemblée de Vizille avaient hautement affirmé leur foi monarchique et leur fidélité au roi et en avaient témoigné dans leurs délibérations et dans leurs vœux (1).

(1) Dans leur adresse au roi, les députés de Vizille avaient dit : « Sire, nous nous faisons gloire d'être Français et de remplir tous les devoirs attachés à ce titre. Nous sommes prêts à donner pour le soutien du trône nos fortunes et nos vies. »

L'accord ne put pas se faire et les royalistes se décidèrent à faire seuls une contre-manifestation. La meilleure forme à lui donner leur parut être la célébration d'un service religieux pour les anciens députés de Vizille, à la suite duquel un banquet réunirait, avec leurs descendants, tous ceux de leurs concitoyens qui seraient disposés à se joindre à eux pour rétablir la vérité historique et montrer sous leur vrai jour les vœux et les doléances formulés à Vizille.

J'avais tenu La Tour du Pin au courant de ce qui se passait à Grenoble. Il s'était bien vite rendu compte qu'il n'y avait pas à songer, en l'occurrence, à tenter l'application du programme préparé pour la célébration du centenaire, par l'œuvre des cercles catholiques, avec enquête, rédaction de cahiers, etc. Outre que le temps manquait, le caractère nettement politique donné à la manifestation de Grenoble était un obstacle à la mise en œuvre d'un programme essentiellement social, qui, s'il touchait aux questions de politique générale, devait demeurer complètement étranger à la politique des partis.

Mais le banquet royaliste de Grenoble ne pourrait-il pas du moins fournir l'occasion de lancer l'idée d'une commémoration du centenaire des États de Romans, qui avaient suivi de près ceux de Vizille, dans l'esprit du programme tracé par l'œuvre des cercles catholiques?

La Tour du Pin le pensa et en exprima le vœu et l'espoir dans une lettre adressée aux promoteurs de la réunion de Grenoble, en réponse à l'invitation à y prendre part qu'il avait reçue d'eux. Dans cette lettre, il invoquait d'abord le souvenir des libertés delphinales, que rappelaient le nom de sa famille et la fidélité que leur avait gardée, contre les édits de mai, son arrière-grand-père, M. de Bérulle, premier président du Parlement de Grenoble ; il ajoutait :

> Après avoir prié pour l'âme de nos pères, nous ne saurions mieux honorer leur mémoire qu'en reprenant nous-mêmes le mouvement de 1788, dans le sens où ils l'entreprirent, c'est-à-dire par des études sociales et politiques tendant au rétablissement d'une constitution nationale, faussée alors par les abus de l'ancien régime et dont le besoin se fait sentir bien autrement encore aujourd'hui, où la France est en pleine désorganisation sociale, où familles, corporations, communes, provinces, pays, ont vu leurs droits naturels aussi bien

que leurs droits historiques, abandonnés à la tyrannie de l'État ; et celui-ci livré, comme un mât de cocagne, aux joutes de politiciens d'aventure.

La Tour du Pin me communiqua cette lettre et me redit en même temps son espoir « de faire jaillir du Dauphiné l'aurore d'une révolution ou plutôt d'une évolution politique et sociale nouvelle, celle qui procédera de la réforme du suffrage universel en lui rendant sa base naturelle, le corps professionnel ».

*
* *

Je le tenais presque jour par jour au courant de la prochaine manifestation de Grenoble et le 25 juillet, il m'écrivait encore sa volonté de me soutenir dans les débuts de cette action engagée sur sa demande et avec la promesse de son concours.

Sans doute, il y a des difficultés locales, peut-être particulières, disait-il, mais il y a aussi des facilités particulières venant des circonstances ; et surtout il y a des avantages particuliers à engager la bataille là plutôt qu'ailleurs, à cause précisément du retentissement que donneront les circonstances.

Le moment passé ce ne sera plus la même chose : toute la France ne sait pas qu'il y a eu des États du Dauphiné, tenus à Romans en novembre et janvier 1788. Mais elle sait que le gouvernement vient d'y inaugurer le centenaire de la Révolution. Donc c'est *là* et *maintenant* qu'il nous faut planter la bannière de la contre-révolution pour que la France la voie aussitôt flotter et l'arbore à son tour partout. Il y a des occasions qu'en guerre il n'est pas permis de manquer. Donc, *alea jacta est :* je me suis engagé envers de Mun, je me sens obligé envers l'Œuvre, et je ne reculerai pas. Et par la même raison il est impossible que vous manquiez à la réunion de Grenoble samedi prochain et n'y sollicitiez pas de ma part une réponse de ces messieurs, fût-elle négative. Il est bon que chacun prenne ses positions, et je suis tout prêt à vous écouter, à me tourner vers les paysans, si les messieurs font défaut et à présider avec vous à l'établissement de leurs cahiers.

Cette crainte n'avait rien de fondé ; « les messieurs » ne firent pas défaut : et lorsque j'arrivai à Grenoble, j'y trouvai le terrain admirablement préparé par la manifes-

tation officielle qui s'était déroulée les 21 et 22 juillet à Vizille et à Grenoble, et par les discours qui y avaient été prononcés. « Vous parlerez au banquet tant que vous voudrez, me dit le président du comité royaliste, M. Chaper. Après avoir rétabli la vérité historique, si indignement maltraitée par les orateurs officiels, vous aborderez la question du centenaire des États de Romans et exposerez, comme vous l'entendrez, la façon dont M. de La Tour du Pin et vous comptez le commémorer. »

Le 28 juillet un grand nombre de descendants des députés de Vizille et de Dauphinois, venus à Grenoble de tous les points de leur province, remplissaient la grande nef de la cathédrale pour assister au service funèbre, célébré pour leurs pères.

Après cette première protestation, silencieuse et recueillie, un banquet les réunissait et à l'heure des toasts, M. Chaper et moi, nous prîmes la parole, pour rendre à l'assemblée de Vizille son véritable caractère, qui n'avait rien eu de révolutionnaire.

Cette rectification historique faite, je me fis l'écho de la pensée de La Tour du Pin et de notre désir de commémorer l'assemblée de Romans par une assemblée, qui serait comme une tenue nouvelle des États du Dauphiné.

Il ne doit pas nous suffire, dis-je, de protester contre les falsifications de l'histoire et de répudier, pour nos pères, des hommages qu'ils auraient repoussés avec indignation.

Nous leur devons davantage ! Nous nous devons à nous-mêmes de montrer que nous sommes bien leurs vrais héritiers, que nous voulons être les continuateurs de leur œuvre et reprendre le magnifique mouvement de réformes qu'ils avaient préparées et que les violences et les crimes de la Révolution ont empêché et empêchent encore d'aboutir.

Et ne vous semble-t-il pas, messieurs, que le meilleur moyen de mener à bien cette grande entreprise serait d'emprunter à nos pères leurs procédés et leurs méthodes ; de préparer les cahiers de 1889, comme ils préparèrent ceux de 1789 ; de provoquer une réunion des représentants de toutes les professions, de toutes les forces sociales du pays, de la religion, de la justice, des carrières libérales, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; et, dans cette réunion, qui serait comme une nouvelle tenue de nos États, de rédiger les cahiers de toutes les doléances, de tous les besoins, de toutes les revendications?

Je veux espérer, messieurs, je veux croire que cette idée, dont je ne suis ici que l'écho, deviendra une réalité, et que nous pourrons, à l'un des anniversaires des assemblées de Romans, dont celle de Vizille fut comme la préface, vous convier aux États du Dauphiné de 1888.

L'assemblée commémorative des États de Romans en 1788. — Sa préparation.

Je m'étais appliqué à traduire de mon mieux la pensée de La Tour du Pin et il sembla que j'y eusse réussi. Les convives du banquet de Grenoble firent à ma proposition l'accueil le plus sympathique et beaucoup me promirent leur concours.

Le maître fut content de son disciple. « Bravo, mon cher ami ! m'écrivit-il. Votre excellente lettre m'apporte une fois de plus le témoignage du succès dont est toujours assurée une volonté ferme dans un but désintéressé. Maintenant il faut battre le fer tant qu'il est chaud : publier et répandre votre discours de Grenoble, en y ajoutant quelques publications de l'Œuvre... Ce serait là votre instrument de propagande pour la préparation des États dauphinois de Romans, du 12 au 14 octobre, si cette date vous convenait comme à de Mun et à moi. »

Au lendemain de la manifestation de Grenoble, les difficultés ne m'en apparaissaient pas moins grandes pour mettre à exécution les idées que nous y avions jetées et je les avais rappelées à La Tour du Pin. Ce rappel n'était pas fait pour l'effrayer et il terminait le mot dont j'ai cité déjà quelques passages par ces lignes : « Quant à ce que vous me dites des difficultés locales, croyez bien qu'elles sont à peu près partout les mêmes et que je n'ai pas pour ma part la pensée d'être un enfonceur de portes ouvertes au service du bon Dieu. »

Le 7 août, il m'écrivait encore :

Votre lettre du 5 août confirme les bonnes nouvelles des précédentes et grâce à votre vaillance et à votre fidélité nous ferons certainement de bonne besogne en Dauphiné cet automne. Quant aux dates, vous arrangerez cela avec de Mun... Oui, il faut que ces assemblées soient très larges dans leur recrutement tant au point de vue religieux qu'au point de vue politique. Ce sera à nous de les

faire bien tourner, avec la grâce de Dieu, par notre intime entente. Il convient d'être très large aussi pour les circonscriptions provinciales. Il faut prendre l'enfant comme il se présente. Même réponse pour le clergé : il ne dépend que de l'évêque qu'il prenne part, ou non, à nos assemblées, qui, en son absence, ne devront traiter de la question religieuse que par une affirmation générale de la vertu *sociale* du christianisme, qui ne saurait qu'entraîner les protestants.

Le 16 août il répond à diverses questions que j'ai posées et il m'autorise à publier sa lettre dans la mesure où je la jugerai utile pour la préparation de l'assemblée que nous organisons.

Je la reproduis ici tout entière en raison des indications qu'elle donne sur ses liens de famille avec le Dauphiné et des précisions qu'on y trouvera sur ce que furent autrefois les États, ce qu'ils pourront être à l'avenir et ce qu'il sera possible tout au moins de faire sortir des nouveaux États de Romans.

Arrancy, ce 16 août 1888.

Mon cher ami,

Je réponds bien vite à votre demande de renseignements et je commence par le moins intéressant : ce qui, concernant ma famille et ma personne, justifie mon intervention dans la protestation de Grenoble et mon désir de prendre part, comme Dauphinois, à la tenue des prochains États dont vous vous êtes fait si vaillamment le promoteur.

Je ne suis pas natif du Dauphiné, mon trisaïeul paternel (celui-là même qui eut pour belle-fille Mlle de *Bérulle*) ayant épousé la dernière héritière des *Chambly* qui étaient baillis d'épée du Laonnois et leur ayant succédé en relevant jusqu'à leur nom que je porte, en effet, accolé à celui de La Tour du Pin. Mais j'ai pu racheter, sur les confins du Dauphiné et de la Provence, dans ce qu'on appelait jadis « les Baronnies », les restes du château de *la Charce*, qui était sorti de ma famille par la Révolution, et que j'ai tenu à y faire rentrer, moins encore comme le siège d'un marquisat, érigé en 1619, dont je suis aujourd'hui le douzième titulaire, que comme le berceau de *Philis de la Charce*, de guerrière et pieuse mémoire en ces contrées. Enfin, en ce siècle même, les attaches delphinales de ma famille ont été consacrées par l'élévation de son chef à la pairie, en commémoration expresse de son origine.

En ce qui est de moi, je suis, comme tous les miens, un soldat, retraité après trente ans de services, dont bonne partie hors de France, en campagne ou en mission, avec les épaulettes de lieutenant-colonel d'état-major et la croix d'officier de la Légion d'honneur. Compagnon d'armes d'abord, puis d'entreprises d'Albert de Mun, je me suis dévoué avec lui depuis seize ans à la restauration de certaines notions et de certaines organisations que nous croyons essentielles à l'ordre social chrétien. Voilà comment j'ai pu donner l'indication de profiter des réminiscences historiques évoquées récemment pour entrer dans la voie des reconstructions sociales en rétablissant spontanément l'institution des États, si justement revendiquée par nos pères de 1788.

Dire les États, c'est dire la représentation permanente dans l'État des diverses fonctions sociales. En effet, ce n'est pas seulement par l'histoire de notre pays, mais par celle de tous les peuples civilisés et notamment des peuples chrétiens que nous distinguons dans l'ordre social des fonctions diverses : les unes vouées aux services moraux de la société (tels que le culte, l'enseignement, la charité) et donnant ainsi à cette société plus qu'elles n'en reçoivent, si bien qu'elles y sont les plus honorées ; les autres vouées aux services publics (le gouvernement, l'armée, la magistrature), recevant à peu près autant qu'elles donnent ; les autres, enfin, vouées aux services économiques de la production et de la circulation des biens, non moins utiles que les précédentes quoique moins relevées parce qu'on s'y sert d'abord et seulement indirectement le prochain. Dans un État bien ordonné, l'exercice de chacune de ces fonctions comporte naturellement de certains devoirs et engendre par cela de certains droits : droits et devoirs desquels on n'admet pas que le règlement soit laissé à la multitude délibérant au hasard, ni même au prince insuffisamment éclairé sur des questions si diverses, mais à la représentation des corps d'État eux-mêmes ; si bien que le même mots d'*Etats* désigne la tenue des réunions délibératives de leurs mandataires. Telle est la saine, très ancienne et très légitime pratique du suffrage universel, dont nous proposons de reprendre l'exemple afin de la faire rentrer par les mœurs dans les lois.

En un premier essai, on n'arrivera sans doute pas à la reconstitution, même momentanée, de tous les groupes sociaux, mais on verra s'en reformer plusieurs qui se constitueront d'abord par la formation d'un bureau ; ces bureaux, à leur tour, constitueront celui de l'assemblée générale, lorsqu'il y aura lieu de la tenir pour entendre et ratifier les vœux de chaque groupe. Quant à réserver ce qui excéderait la compétence d'un groupe social particulier, c'est assez aisé

si l'on s'en tient aux questionnaires qui ont été rédigés pour chaque condition : les doléances de l'enquête seront des prémisses et les vœux leur conclusion ; il faudra donc écarter, pour faire besogne irréprochable, toute conclusion qui ne serait pas contenue dans les prémisses. Ce sera la fonction du bureau des États, sous la sanction de leur assemblée plénière.

Maintenant, en fait de vœux généraux, n'émît-on que celui d'une révision de la constitution dans le sens de la représentation professionnelle, que ce serait déjà un grand pas. L'idée, une fois lancée ainsi par le fait, fera son chemin. Puis, il ne manquera pas d'en surgir d'autres, entre lesquelles il faudra discerner celles dont il conviendrait d'ajourner l'expression pour ne pas courir le risque d'étouffer l'idée première. Celle-ci a déjà rencontré l'assentiment de toutes les sociétés dévouées au bien public dont vous me parlez, qui, en nous laissant l'initiative, sont disposées à seconder le mouvement.

Il ne faut pas oublier que de Romans, où a été poussé ce malheureux cri de guerre civile. « Le cléricalisme, c'est l'ennemi », qui faisait bientôt après couler le sang du peuple à Châteauvillain, doit partir cette fois le signal d'un mouvement non moins général, tendant à procurer par le retour aux institutions historiques jadis gardiennes de la paix sociale un rétablissement dans les conditions de la vie moderne.

*
* *

Entre le 16 août, date de la lettre que je viens de citer, et le 11 novembre, nous échangeâmes encore un grand nombre de lettres, à propos des mille incidents et difficultés qui ne pouvaient manquer de surgir.

A la fin d'août, un comité d'organisation avait été créé à Romans ; il comprenait plusieurs descendants des anciens députés aux États de 1788 et reçut la mission d'organiser l'assemblée commémorative des États, en recueillant des adhésions et des souscriptions et en rédigeant une circulaire pour y convier nos compatriotes.

Il serait trop long de rapporter ici le texte de cette lettre : elle rappelait d'abord, qu'à l'instar des descendants des membres de l'assemblée de Vizille, les descendants des députés de Romans entendaient protester contre la prétention du gouvernement de transformer en révolutionnaires leurs pères qui, respectueux de l'autorité royale, avaient assuré

le roi de leur fidélité et de leur dévouement (1) et avaient seulement entendu l'éclairer sur les désirs et les besoins du peuple.

La circulaire précisait ensuite le caractère que les organisateurs de l'assemblée se proposaient de lui donner :

Il ne doit pas nous suffire, écrivaient-ils, de venger par une protestation la mémoire de nos pères. Nous avons le devoir de leur rendre un solennel hommage en nous inspirant de leurs exemples et en concourant, à l'occasion du centenaire des assemblées de Romans, à une œuvre de progrès social.

Aujourd'hui les anciens ordres ont disparu. Mais les intérêts, les devoirs, les droits individuels et sociaux existent toujours, et ont besoin plus que jamais d'être étudiés, proclamés et défendus. Maintenant comme jadis, les Pouvoirs publics doivent être éclairés.

Les professions libérales, agricoles, industrielles, commerciales résument l'activité du pays et constituent les forces sociales. A leurs représentants, réunis dans des associations professionnelles modernes, ou groupés accidentellement pour la circonstance, il appartient d'affirmer avec éclat les règles et les réformes qu'ils jugent nécessaires à l'existence, à la prospérité, à la loyauté de leurs professions, comme aussi à l'avenir et à la sécurité de leurs familles.

Cette manifestation, émanée de groupes sociaux, sera par elle-même la condamnation de l'individualisme, toujours égoïste, incapable de sauvegarder les intérêts collectifs, auquel sont abandonnées depuis un siècle les destinées de la Patrie.

De nombreuses adhésions ne tardèrent pas à parvenir au comité d'organisation, parmi lesquelles je citerai celle qu'il reçut de M. de La Tour du Pin, qui la motiva dans la lettre qui suit :

MESSIEURS,

Vous voulez bien m'associer à votre projet : célébrer le centenaire des derniers États du Dauphiné, en conviant les représentants les plus autorisés des diverses professions à dresser ensemble des

(1) Dans leur adresse au roi, les députés demandaient la convocation des États généraux et ajoutaient : « C'est là, et là seulement, que nous pourrons vous offrir le sacrifice de nos propriétés et les plus éclatantes preuves de notre dévoûment. »

cahiers de vœux politiques, analogues à ceux que les députés élus par l'assemblée de Romans y reçurent mandat de porter aux États généraux de 1789.

J'y souscris de tout mon cœur, comme je l'ai fait à la protestation récente au sujet des États de Vizille, qui reçoit ainsi le complément que je lui souhaitai alors. Mais inconnu de la plupart d'entre vous à tous autres titres que ceux dont l'héritage m'assigne encore une place dans vos rangs, je dois vous donner quelques gages avant de revendiquer l'honneur de prendre part à vos travaux.

Vous voudrez bien les accepter ici, sous la forme d'un court mémoire, indiquant sur quels fondements historiques me paraîtraient devoir s'appuyer ces travaux pour orienter la recherche de réformes vraiment d'avenir, dont le souci s'empare de tous les bons esprits aujourd'hui comme il y a cent ans.

On a beaucoup détruit depuis ce temps-là, mais on a peu édifié.

Si vous trouvez, après avoir honoré d'un regard d'attention le fil conducteur de ma pensée, que les origines de ma famille qui me le fournissent ont contribué ainsi à ne pas me rendre trop insuffisant au labeur que vous abordez, j'en aurai une vive reconnaissance aux amis qui ont songé à m'appeler en Dauphiné ; et à vous, messieurs, de vouloir bien encore, après deux siècles d'émigration de mes auteurs, y recevoir en compatriotes l'héritier de *la Charce*.

*
* *

Le cadre de ce travail ne comporte pas la reproduction du mémoire, si intéressant qu'il soit, qui accompagnait la lettre de la Tour du Pin.

Il démontrait d'abord le bien-fondé de la réunion des États du Dauphiné en 1788, par le rappel des libertés delphinales, dont le dernier dauphin, en adoptant le fils du roi de France son cousin et en cédant le Dauphiné à la France, avait fait inscrire le maintien dans l'acte de cession. L'héritier adoptif devait les jurer pour lui et ses successeurs et *la cour delphinale* en conservait la garde et l'interprétation.

Le mémoire établit ensuite que l'association, pour la forte organisation de la famille dans la communauté, de la corporation dans la profession, fut le grand ressort de la vie publique du moyen âge et même dans les époques qui suivirent : « Il ne fallut rien moins pour le faire disparaître, après force ordonnances royales et lois républicaines, que

le décret de la Convention qui fit de l'association, de quelque ordre qu'elle fût, un crime puni de mort. »

L'esprit d'association est-il mort? et, s'il est encore actif, y a-t-il lieu d'organiser cette activité? Telle est la question que posait ensuite le mémoire et il concluait à l'activité de l'association : dans l'ordre religieux, par la multiplication des associations conventuelles ; dans l'ordre politique, par le développement de la franc-maçonnerie, association secrète devenue une puissance politique et funeste ; dans l'ordre social par la formation spontanée d'une multitude de syndicats professionnels, agricoles, industriels, patronaux et ouvriers.

Ces syndicats, ces groupements divers, il importe de les coordonner, de leur donner une représentation et dans ce mémoire La Tour du Pin reprenait l'idée des États, rajeunis, adaptés aux conditions actuelles, comme il l'avait exposée dans sa lettre du 16 août précédent que j'ai citée.

La commémoration des États de Romans de 1788 n'était-elle pas une occasion excellente de réaliser cette idée? Les organisateurs de l'assemblée commémorative qui se préparait allaient le tenter. Il fallait les seconder, répondre à leurs appels et le mémoire se terminait par cette phrase : « Jamais peut-être réforme plus immédiatement pratique, plus féconde pour l'avenir et plus populaire et frappante pour le moment, n'aura été jetée aux vents de la publicité que celle qui est prête à renaître à Romans d'un pieux hommage à la vérité et au *droit historique.* »

*
* *

La lettre d'invitation à l'assemblée de Romans avait été très largement envoyée dans le Dauphiné et à tous ceux qui, de près ou de loin, s'y rattachaient par leurs origines ou par un souvenir.

M. Albert de Mun en reçut une, accompagnée d'une lettre particulière dans laquelle nous lui rappelions que la Bretagne, dont il était l'un des députés, avait uni spontanément ses protestations et ses revendications à celles du Dauphiné en 1787 et 1788. N'était-ce pas une raison de plus pour qu'il apportât à l'assemblée de Romans l'éclat de sa parole et

l'appui de la grande autorité que lui avait acquise son dévouement aux ouvriers?

M. de Mun accepta notre invitation. « Votre initiative ne saurait être encouragée trop hautement, écrivait-il, le 27 octobre 1888... Elle aura, je l'espère, dans toutes les provinces de France, de nombreux imitateurs, résolus à ne point laisser passer le centenaire de 1789 sans opposer à la vaine glorification des principes et des actes de la Révolution, un effort énergique de réorganisation nationale en s'occupant de recueillir les doléances de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des professions libérales, et de dresser ainsi ce qu'on pourra appeler *les cahiers de* 1889... »

Ai-je besoin de redire que La Tour du Pin nous avait depuis longtemps préparé l'adhésion d'Albert de Mun, qui était heureux de retrouver comme initiateur de ce mouvement social et national son ancien compagnon d'armes de 1870, son collaborateur dans l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, toujours à l'avant-garde des œuvres d'où pouvait sortir quelque chose d'utile au pays.

Une autre adhésion importante que nous avions sollicitée et qui nous fut assurée, fut celle de Mgr de Cabrières. Son grand-père maternel avait siégé aux États de Romans et d'autres liens encore le rattachaient au Dauphiné. Nous rappellerons, lorsque nous aborderons le compte-rendu de l'assemblée, le magnifique discours qu'il prononça au service religieux célébré dans la collégiale de Saint-Bernard de Romans.

*
* *

Mais avant de tenir l'assemblée, il fallait la préparer, et c'est à cette besogne ardue que s'attela le comité d'organisation. Elle fut laborieuse; président du comité, j'en avais la responsabilité; mais, en l'acceptant, je savais que je trouverais des concours intelligents et dévoués.

Grâce à eux toutes les difficultés, tous les obstacles, — et Dieu sait s'il y en eut, — furent surmontés et au jour fixé — le 10 novembre, anniversaire de la deuxième réunion des États de 1788, tout fut prêt (1).

(1) Les États de Romans en 1788 tinrent trois assemblées.

Pendant tout ce temps-là, La Tour du Pin ne cessa pas d'être notre guide et notre soutien. Dès qu'une question imprévue surgissait, dès qu'un cas plus difficile se présentait, je recourais à lui et le plus prochain courrier nous apportait une solution.

Je l'avais questionné sur la présidence de l'assemblée, sur le désir qu'il pourrait avoir de la présider. Le 2 septembre, il me répondait : « Je vous demande, à vous tout le premier et aux quelques amis personnels que je peux avoir dans le pays, de ne pas conclure de la manière dont j'ai tenu à établir mes titres et être considéré comme Dauphinois, à une candidature à la présidence de l'Assemblée.

« Pour cela comme pour tout le reste, il faut faire *au mieux* sans question d'amour-propre et je n'ai d'autre prétention que celle de pouvoir participer à votre réunion *de droit* et non pas simplement à y être admis par courtoisie, comme un étranger, ce qui m'y interdirait toute intervention active. C'est pour cela et uniquement pour cela que je me revendique de mon marquisat de la Charce. »

Je m'étais heurté sans doute à quelque objection, à quelque menace d'abandon. Je lui avais confié mes craintes et vite, pour me rassurer il m'écrit le 8 septembre : « Je vous trace en hâte un mot pour que vous receviez plus vite l'assurance de mon plus entier et vivace dévouement à l'œuvre dans laquelle je me réjouis de vous avoir lancé, quelles que soient les défaillances dont vous vous croyez menacé... Dussions-nous tenir à nous deux les États de Romans, ils seraient tenus et il en sortirait des *cahiers* superbes et un langage retentissant. Nous n'en sommes pas là, Dieu merci ; mais je vais vous donner un premier conseil d'ami, c'est celui de *bien faire et laisser dire.* »

Puis il me proposa une rencontre en Dauphiné au début d'octobre. « Alors, ajoute-t-il, nous pourrons déjà juger de ce qui sortira de l'assemblée, puisque nous saurons ce que nous y mettrons à fermenter. »

Il termine en insistant encore sur sa *nationalité dauphinoise :* « Donnez-moi donc acte à toute occasion, vous aussi, mon cher ami, de cet indigénat que je réclame comme seule, mais essentielle, condition de ma collaboration et vous verrez que je ne ferai pas honte au pays ni aux amis dont je me réclame. Je ne suis ni un orateur, ni rien de grand, mais je n'ai pas froid aux yeux. Quand j'ai entre-

pris, je ne recule pas. Avec cela et la grâce de Dieu, qui nous suivra, puisque nous travaillons pour la gloire du nom chrétien, vous verrez que nous réussirons. »

Ce sentiment, que nous collaborions à une œuvre importante et que nous devions compter sur le secours de la Providence, revient souvent sous sa plume. « Votre lettre du 13 me fait à son tour beaucoup de bien, m'écrit-il, car je me suis donné de cœur à votre entreprise à laquelle je crois une immense portée pour la restauration de l'ordre social chrétien, et j'appelle, sans hésiter, œuvre du diable tout ce qui vient à la traverse de ce que nous entreprenons contre l'œuvre d'une révolution *satanique*, comme l'a dit de Maistre. »

Et dans une lettre suivante, qui répond à une note découragée que je lui avais donnée, il me dit : « Que vous soyez agacé par ces maladresses consécutives d'amis politiques ou religieux, cela se conçoit de reste. Mais que vous en soyez découragé, cela ne se saurait admettre. Les bêtises humaines forment à la vérité le cortège sans lequel elle n'aurait pas d'éclat. »

Il me précise pour le 12 octobre le rendez-vous en Dauphiné qu'il m'a fait espérer :

> Nous commencerons par travailler tous deux ensemble à la préparation de l'assemblée en nous fixant bien d'abord sur l'esprit que nous voulons y faire régner ; ensuite sur la méthode que nous voulons y suivre, enfin sur le résultat auquel nous voulons la faire aboutir... Tout est dans la préparation de l'assemblée, c'est-à-dire du cadre des idées et de celui des hommes. L'application n'est plus ensuite qu'une affaire d'un peu d'adresse, un peu de poigne, et surtout beaucoup de désintéressement, — même du succès, — pour mériter la grâce de Dieu.
>
> Grâce à celle-ci, j'ai la confiance la plus entière que nous obtiendrons un résultat considérable dès le moment même et encore plus fécond en conséquences. Déjà un mouvement analogue se présente dans d'autres provinces et n'attend que l'exemple de la nôtre pour éclater. Aussi faudra-t-il que nous soyons modèles.

Mêmes pensées encore que je retrouve dans une lettre du 1er octobre où il me parle de l'intervention attendue de M. de Mun qui, par un discours de grande envergure, donnera au principe de la rédaction des cahiers de l'assemblée

toute sa signification et popularisera ce principe par l'éclat qu'il projettera sur sa première application.

Sans doute les œuvres de Dieu ont d'humbles commencements et c'est bien uniquement une œuvre de Dieu que nous voulons faire, de Mun, vous et moi. Mais c'est aussi une œuvre humaine puisqu'il s'agit de prendre corps à corps cette œuvre maudite qui couvre depuis un siècle la France de ruines et de ténèbres, pires que les ruines, parce qu'elles empêchent la reconstruction. Et alors c'est bien un signal qu'il importe de faire partir de Romans et il faut qu'il soit clair et éclatant.

Mais, toujours modeste, il tient à marquer qu'il ne prétend pas, ainsi qu'il l'a dit déjà à plusieurs reprises, à un premier rôle et il ajoute : « Je ne saurais lui apporter aucun éclat, mais peut-être une certaine clarté, en y commentant ce que c'est que les principes des *Etats*, aujourd'hui complètement ignorés. »

Le 4 octobre, il me fait savoir que le concours de M. de Mun nous est assuré pour les 10 et 11 novembre, dates que nous avons arrêtées. Sa présence sera annoncée par la publication de notre lettre d'invitation personnelle et par sa réponse. Ces lettres « préciseront le caractère *local* de la réunion, et *national* de son intervention. »

Peu de jours après nous nous rejoignîmes à Grenoble pour, de là, passer à Romans et à Valence et travailler, comme il l'avait souhaité, à la préparation de l'assemblée. Ces trois ou quatre jours passés avec lui furent, comme on pense, aussi agréables que bien et utilement employés. Les détails les plus petits en apparence attirent son attention ; il m'écrira peu après toute une lettre sur la constitution du bureau de l'assemblée, sur l'autorité à lui assurer, sur les votes à demander à l'assemblée sous diverses formes.

Je vous recommande de bien réserver dans votre règlement une grande autorité au bureau, fondée tout naturellement sur ce qu'il sera le seul élément élu, et de régler les heures de façon que ledit bureau ait le temps d'exercer ladite autorité, c'est-à-dire en réalité d'examiner, trier et probablement rédiger tous les vœux qui devront être portés aux assemblées générales et figurer finalement au procès-verbal.

Puis, je vous recommande aussi de conserver le principe de votre

distinction entre les matières qui doivent être traitées sous la responsabilité professionnelle seulement et de celles qui ne seront élaborées qu'*ad referendum*. C'est fondamental comme système, quoique variable dans l'application.

Le 27 octobre m'apporte une nouvelle preuve de sa modestie :

Je vous donne mille fois raison de ne pas mettre en distribution celles de mes notes qui dépassent le sentiment moyen des conservateurs qu'il s'agit d'attirer à la réunion et de gagner à nos associations... Si je vais quelquefois un peu loin dans certains écrits c'est que je ne vise pas uniquement alors le cercle bourgeois (ce terme comprenant pour moi la noblesse actuelle) que nous aurons surtout devant nous à Romans, mais aussi quelques esprits plus scientifiques, plus indépendants dans cette couche même ; puis les nouvelles couches, les couches socialistes, dont l'estomac ne supporte plus l'accommodement de la cuisine bourgeoise *des vérités évangéliques* et qui lui préfèrent le vieux langage des siècles chrétiens.

Nous approchons de la date de l'assemblée et notre correspondance, sans s'arrêter, sans changer de ton, aborde d'autres questions : questions de voyage, d'arrivée, de logement, d'amis de l'œuvre des cercles qui viendront, MM. Lorin, Delalande, Milcent, de la Guillonnière, tous disciples et amis de M. de Mun et de La Tour du Pin, qui, à cette heure décisive, veut m'envoyer une nouvelle assurance de son dévouement :

Nous touchons donc, m'écrit-il le 31 octobre, au moment de recueillir le fruit de nos peines, — je me permets de dire nos peines, quoique assurément j'en ai pris moins que vous, — mais parce que mon cœur n'y est pas engagé moins à fond et que je tiendrai à le témoigner jusqu'au bout par ma présence et ma participation à la réunion.

Il est ravi de la proposition que je lui ai faite de camper avec moi au siège du secrétariat général de l'assemblée.

Nous aurons tant à travailler ensemble, si vous voulez bien, pour la direction morale de l'assemblée. Car, n'est-ce pas, elle doit servir de modèle pour toute la France, en même temps que de rentrée pour nos idées et nos associations en Dauphiné. A ce propos, je vous recommande encore deux choses : l'élément ouvrier, populaire, le

quatrième État en un mot, qu'il faut y voir représenté, non pas, hélas ! par des mandataires, puisque nous n'avons pas encore d'associations professionnelles organisées, mais au moins par des échantillons d'élite, fussent-ils socialistes ; ce n'en serait que plus intéressant et je me chargerais de leur parler.

Ensuite les caractère distinctifs, bien marqués 1° du vote par ordre (ou profession) et 2° du vote *ad referendum*, dans le règlement de l'assemblée.

Le 8 novembre, enfin, avant de me dire : « A demain soir, s'il plaît à Dieu », et après m'avoir parlé de Mgr de Cabrières, de qui le discours sera magistral, du programme de Romans, qui doit être, par l'organe d'Albert de Mun, le clou de la réunion, il ajoute : « Pour moi j'apporte à Romans ce dont Dieu, à défaut d'autres dons, m'a permis de disposer ; un esprit conscient du but, une volonté ferme de le poursuivre et un cœur heureux de vous avoir rencontré pour initiateur. »

L'assemblée de Romans.

Il ne rentre pas dans le cadre de cet article de rendre compte tout au long de l'assemblée de Romans : disons seulement que son succès fut considérable et dépassa tous les espoirs.

Un grand nombre de descendants ou de représentants des anciens députés à l'assemblée de 1788, de Dauphinois de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes, des membres du clergé, de nombreux délégués des syndicats agricoles, des chambres de commerce et de groupes patronaux et ouvriers répondirent à l'appel du comité d'organisation.

Après la messe de *Requiem*, célébrée par M. l'abbé Barnave, Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, prononça un magnifique discours. Il rappela les liens qui le rattachaient au Dauphiné et porta sur les assemblées de Vizille et de Romans le jugement le plus sûr et le plus impartial qui puisse être ; il évoqua avec émotion le souvenir des anciens députés : « Les voilà devant nous, s'écria-t-il ; les crêpes funèbres, les sombres tentures semblent traîner dans leur poussière, nous sommes tous ensemble penchés sur les sépulcres où reposent nos aïeux. » Il montra tout ce qu'il y avait eu de généreux, d'amour du bien, de dévouement au

Prince et à la Patrie dans leurs cœurs. Une seule chose leur manqua, hélas ! et pourtant essentielle : le sentiment chrétien. « Ravis par ces perspectives brillantes, nos aïeux ne parlaient des maux présents que pour saluer les consolations d'un prochain avenir... Ni Dieu, ni son Christ, ni son Église, ne paraissaient les occuper. »

Avec quelle magnificence il affirma la grandeur et la nécessité de la religion ! avec quel charme, quelle mesure, quelle éloquence il rendit hommage à la mémoire des anciens députés, qui avaient tenu dans l'assemblée une grande place : Mgr Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, président des États, les marquis de Virieu, de Clermont-Tonnerre et de Boissac ; Mounier et Barnave.

Une absoute solennelle fut donnée ensuite par Mgr Cotton, évêque de Valence, assisté de Mgr Gouthe-Soulard, archevêque d'Aix, et de Mgr Fava, évêque de Grenoble, et les bénédictions de Dieu descendirent sur ce catafalque, qui, suivant la belle expression de M. Jacquier, « semblait, au travers des fleurs, s'ouvrir comme un berceau. »

Au cours de l'assemblée, La Tour du Pin remplit son rôle, modeste, comme il le voulait, mais animateur. Campé avec moi au secrétariat général, il m'inspirait, me guidait, me soutenait.

Désigné, comme il l'avait souhaité, comme rapporteur de la commission des pouvoirs publics, il fit adopter par l'assemblée générale, après un rapport aussi bref que lumineux, la déclaration que voici :

« En dehors du régime représentatif assis sur le fonctionnement de corps professionnels, organisés et perpétuels, il n'y a aucune assise, aucune garantie, pour les libertés publiques. »

C'était ce qu'il appelait le clou des États et ce clou, qu'il avait mis en place, M. de Mun allait bientôt l'enfoncer — et avec quelle force et quelle éloquence !

« Le parlementarisme, voilà l'ennemi ! » Ce fut la réponse de M. de Mun au cri de guerre, jeté à Romans, dix ans auparavant, par Gambetta : « Le cléricalisme, c'est l'ennemi. »

Ce fut aussi la conclusion de son discours. Et après quarante ans, cette conclusion ne redevient-elle pas d'actualité, au milieu du malaise général dont nous souffrons, de la crise financière qui nous menace, de l'angoisse qui nous étreint?

« Autrefois, il y avait des ordres dans l'État, avait dit M. de Mun, aujourd'hui il n'y en a plus ; mais il y a et il y aura de plus en plus des professions. C'est sur elles que peut, désormais, reposer l'organisation sociale ; c'est elles qui peuvent, par une initiative courageuse..., devenir des corps permanents, chargés de représenter les individus et de parler pour eux » ; et plus loin : « Il faut que du sein de toutes les professions s'élève un effort énergique, une revendication infatigable vers leur propre reconstitution en corps permanents, pourvus de tous les droits qui constituent un corps : la propriété, la juridiction, la représentation légale. »

Et il termina son discours, en annonçant pour l'année d'après la tenue de nombreuses assemblées provinciales, qui enverraient à une assemblée générale, à Paris, leurs délégués pour dresser, dans une consultation commune, les cahiers des doléances et des revendications de la France entière.

Telle fut en raccourci l'assemblée de Romans. Elle se termina par un banquet de six cents couverts où furent prononcés de nombreux toasts.

J'avais la charge d'en régler l'ordre et il semblait que nos deux grands orateurs, Jacquier et de Mun, dussent se succéder.

Craignant que la fougue, la parole chaude et étincelante de Jacquier, ne permît pas à celle de M. de Mun de projeter tout son éclat, La Tour du Pin me demanda de placer son toast entre les deux pour donner à l'auditoire le temps de se ressaisir, et avec sa simplicité et sa distinction accoutumées, il le commença par ces mots charmants :

Appelé à prendre la parole entre MM. Jacquier et de Mun, ma voix ne saurait paraître qu'un souffle, qu'on a appelé tout à l'heure celui de l'inspiration.

J'avais été en effet amené à rappeler dans un toast son rôle d'initiateur et il me sera permis, en terminant, de reproduire l'hommage que je lui avais rendu.

Il faut que vous le sachiez, messieurs, car nous ne voulons pas que sa modestie le dérobe à votre reconnaissance, c'est à M. de la Tour du Pin que nous devons, après Dieu, d'avoir pu faire ce que nous avons fait.

Alors que nous hésitions à entreprendre cette œuvre, il nous a

crié : En avant ! Il a fait passer dans nos cœurs, qu'il a eu bien vite conquis, un peu de son énergie, de son ardeur, de sa persévérance, et il a autant aidé à la préparation et à l'organisation de cette assemblée, qu'il a contribué à l'animer et à la rendre féconde par le charme de son esprit, par l'autorité et l'aménité de sa science.

*
* *

Le mouvement des assemblées provinciales, dont celle de Romans avait donné le signal, se développa merveilleusement : dix-huit assemblées eurent lieu dans les premiers mois de 1889 et aboutirent à une véritable tenue d'États généraux à Paris, en juin 1889, qui en fut le couronnement.

Il faut pourtant le reconnaître, ce mouvement n'a pas donné tout ce que ses promoteurs en attendaient : il ne s'est pas prolongé au delà de la célébration du centenaire de 1789, sauf en Dauphiné, où furent tenues encore, dans la même forme que l'assemblée de Romans, sous la présidence de La Tour du Pin, deux grandes assemblées, en 1891 à Romans, en 1893 à Voiron.

Toutefois, il ne fut pas inutile ; il a contribué beaucoup à propager l'idée d'association, et de nombreux syndicats agricoles en sont issus sur divers points du pays.

Grâce à l'impulsion de La Tour du Pin, il fit germer aussi dans beaucoup d'esprits l'idée que le parlementarisme, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, est un trompe-l'œil, une duperie dont les électeurs, souverains éphémères, sont les premières victimes. Il indiqua que pour être sincère et compétent le suffrage universel doit s'exercer directement dans la cité et au sein des groupements professionnels qui seront représentés auprès des pouvoirs publics par des délégués, chargés de faire entendre les revendications de la cité et de la profession et de leur fournir par l'impôt les subsides nécessaires à la bonne gestion des intérêts du pays.

Ajoutons que les écrits de La Tour du Pin sont restés, et ont jalonné la route pour ses successeurs. Je l'ai rappelé déjà, le mot d'*Etats* est couramment prononcé aujourd'hui, à tort parfois, mais parfois aussi très justement, et de nouveaux États, sous une forme un peu différente peut-être, mais au fond analogue à ceux de 1888 et 89, ont été tenus.

Ne sommes-nous pas à la veille de voir ce renouveau des

États grandir et se développer et, dans la situation si grave où le pays se débat, n'entendrons-nous pas bientôt la voix du peuple faire écho à la voix de l'élite qui a repris le mouvement des États généraux et en réclamer la convocation?

C'est le secret de Dieu : il a fait les nations guérissables et c'est à Lui qu'il appartient de les guérir par des moyens nouveaux, s'il le juge bon, ou en les ramenant à la pratique des institutions qui, dans le passé, ont assuré leur existence et leur prospérité.

Qu'importe d'ailleurs les voies et les moyens, s'il plaît à Dieu que devienne sans tarder une réalité, la devise qu'en 1888 Mgr de Cabrières avait donnée aux États de Romans :

Fata Galliæ restituta.

H. de Gailhard-Bancel,
ancien député.

La Croix rouge et la Croix blanche

ou la Guerre chez les Neutres [1]

V

Ainsi que l'avait prévu Albert Bonnard, l'affaire dite « des colonels », à peine ébruitée, causait un émoi considérable dans le pays. Mais ce que le journaliste n'avait pas prévu, c'est que cette opinion publique, au lieu d'être à peu près unanime, s'était profondément divisée. Aux flots soulevés de l'indignation romande, sur lesquels Wagnière s'efforçait en vain de filer son huile modératrice, se heurtait le déchaînement des colères de la Suisse germanique, qui se refusait à reconnaître les faits ou les atténuait jusqu'à la justification, criait à la malveillance, à la calomnie, au complot, couvrait ses officiers et n'était pas loin de transformer ces pauvres victimes de la méchanceté welche en héros nationaux. Ameutés et vindicatifs, les deux partis s'accusaient, s'invectivaient, s'accablaient, chacun au nom de la patrie. De houleuses manifestations populaires, d'orageuses assemblées de citoyens écumaient de toutes parts, dans tous les cantons, sur tous les rivages. De fulminants ordres du jour étaient votés ; un flux de délégations déferlait sur Berne, cependant qu'à Lausanne une foule véhémente assaillait le consulat d'Allemagne et y abattait

(1) Copyrigth, 1925 by Louis Dumur. — Voir *la Revue universelle* des 1er, 15 avril et 1er mai 1925.

le drapeau impérial qui s'y trouvait arboré en l'honneur de l'anniversaire de Guillaume II.

Aussi neutralistes et conciliateurs se voyaient-ils à une rude épreuve. Jamais le fameux fossé qui séparait les deux Suisse, sans compter la troisième, celle des socialistes, n'avait paru si profond. Les sacs de sable qu'ils s'évertuaient à y jeter n'arrivaient pas à en combler la moindre tranchée. Tout suant de ses infructueux efforts, Seippel pouvait entasser les objurgations et les appels moraux, ses dérisoires pelletées s'effondraient lamentablement et le fossé restait toujours béant. Sans perdre toutefois courage, il continuait à rollandiser contre vent et marée, et, adaptant à la Suisse la formule équilibriste qu'il avait si souvent pratiquée à l'égard des belligérants, il s'ingéniait à répartir équitablement les torts entre les deux camps et à distribuer les fautes sur l'une et l'autre Suisse semblablement pécheresses.

Les destinées du pays sont en jeu, exhalait-il dans le *Journal de Genève*. Dans une heure semblable chacun a sa part de responsabilité. Certes l'énergique campagne des Romands s'imposait. Mais sachons reconnaître que du côté romand, aussi, des fautes ont été commises.

Et, mettant en garde contre toute parole imprudente ceux qui, disposant d'une influence intellectuelle, pouvaient se laisser aller, par leurs propos inconsidérés, à « commettre, eux aussi, une trahison inconsciente envers leur pays », il terminait par cette admonition destinée à satisfaire ou à morigéner tout le monde :

N'oublions pas que l'étranger en armes nous observe à toutes nos frontières.

Bien qu'internationale par principe et pondérée par nature, l'Agence des Prisonniers elle-même était toute agitée par ces événements. Les péripéties de la zizanie helvétique y prenaient le pas sur celles de la guerre européenne. Des groupes animés se consultaient, des conciliabules bourdonnants se tenaient. La belle barbe de Gustave Ador voletait soucieuse et solennelle dans les salles. Seul peut-être, devant ses rayons où il remuait ses fiches PA, Simon de Sergy pensait à autre chose qu'à ce qui préoccupait jusqu'à les distraire de leur labeur habituel les diligentes abeilles de la ruche. C'est que, si les incidents dont toute la Suisse parlait ne laissaient pas de l'émouvoir, il en apercevait surtout les répercussions possibles sur ses propres intérêts de cœur. Il n'avait pas vu sans une secrète satisfaction Clermonde reprendre sa place au fichier. Il avait été joyeusement frappé de la tristesse de son visage, de l'altération de ses traits. Il ne doutait pas que l'affaire des colonels ne fût pour quel-

que chose dans cet abattement. Il avait repris contact avec elle et venait la saluer, comme d'habitude, quand il gagnait sa travée ; il lui avait même demandé des nouvelles de son séjour à Berne ; mais la jeune fille était restée mystérieuse, et il n'avait pas osé insister. Que s'était-il passé? A coup sûr, quelque chose de grave, mais qui ne pouvait pas être mauvais pour lui. Aussi rayonnait-il intérieurement d'une allégresse intense et se reprenait-il à renaître aux plus heureux espoirs.

Rien toutefois dans l'attitude de Mlle Tallatin n'était de nature à l'encourager. Toute à sa détresse, elle semblait d'autant moins s'apercevoir de cet amour qui refleurissait à son côté, qu'elle ne croyait pas avoir assez de larmes pour pleurer la défloraison du sien. Elle n'accomplissait plus que mécaniquement son travail de l'Agence, la pensée entièrement occupée à se demander, avec une anxiété inlassable, si elle aimait encore Berthold, ou plutôt, sachant trop qu'elle l'aimait toujours, si elle allait sacrifier l'élan invincible de ses sentiments aux douloureux sursauts de sa conscience. Berthold était-il encore son fiancé? Elle l'adorait et il lui faisait horreur. Elle aspirait à lui et elle éprouvait le désir impérieux de le fuir. Elle se sentait attachée à lui par des liens plus forts que la mort, et ces liens, elle sentait tout aussi fortement qu'elle devait les rompre.

Dans le désarroi de son être, elle voulut aller consulter celui qui avait été pour son enfance et sa jeunesse un guide sûr et fidèle, le vénérable pasteur Baulacre. C'est avec lui qu'elle avait fait son instruction religieuse. C'est de sa main qu'elle avait reçu le pain et le vin de sa première communion. C'est lui qui aurait béni son mariage, si le ciel avait voulu que la guerre n'eût pas eu lieu. C'était le pasteur de sa famille et l'ami de son père. C'est lui qui avait enterré sa mère. Elle se confierait à lui, lui dirait tout, lui exposerait ses luttes, ses déchirements, ses angoisses, l'affreux combat intérieur qui se livrait en elle. C'est lui qui déciderait.

Le pasteur Baulacre habitait, cour Saint-Pierre, un vieil et confortable appartement au premier étage d'une des augustes maisons de cet antique quartier. A travers les troncs chenus et des branches dépouillées des ormes centenaires qui plantaient la place, le portique de la cathédrale présentait son lourd fronton grec, flanqué des minces contreforts et de la fenêtre gothique de la chapelle des Macchabées. Prévenu par un coup de téléphone, le pasteur attendait sa catéchumène dans son cabinet au meuble Louis-Philippe, que décoraient des oiseaux empaillés et des estampes bibliques. Une bibliothèque d'acajou y alignait des reliures noires. Au triangle des gros rideaux de tapisserie venait s'encadrer celui du fronton

de Saint-Pierre, au-dessus duquel on apercevait l'enfaîtement rond de la nef et les clochetons à petites croix de la flèche.

— Que le Seigneur soit avec vous, ma chère enfant ! Qu'y a-t-il?

Elle arrivait, rose, charmante, et la fraîcheur du visage dans la conque des cheveux blonds démentait la désolation du regard noyé de larmes, le tremblement des lèvres, l'austérité de la toilette noire, où seule l'aigrette blanche qui piquait le toquet indiquait qu'elle n'était pas en grand deuil.

Il la fit asseoir en face de lui, de l'autre côté du grand bureau pastoral chargé de livres, de pipes et de numéros de la *Semaine religieuse*. Onctueux et paternel, il écouta le long récit, entrecoupé de sanglots, qu'elle lui fit. « Voyons, mon enfant », « continuons, mon enfant », l'encourageait-il parfois, tout en passant sa main pote dans sa barbe ondulante ou en ramonant d'un index méditatif son grand nez boursouflé à la Farel.

Quand la jeune fille eut fini, qu'elle eut exprimé ses peines et ses perplexités, déchargé son cœur et séché un peu ses larmes, le pasteur Baulacre prononça, en feuilletant machinalement une grosse bible qu'il avait devant lui :

— Tout cela, ma chère enfant, est très regrettable. « Chacun a son propre fardeau à porter et tous ont des tribulations dans le monde, dit l'Écriture ; mais prenez courage, Dieu pourvoira à tout. » C'est en bonne chrétienne qu'il vous faut accepter cette épreuve de la Providence. Elle n'a pas voulu qu'au moment où tant de souffrances se répandent sur la terre, vous fussiez seule dans la joie. Elle a versé quelques gouttes d'amertume sur ce grand bonheur qui vous attend. Ne rejetez pas l'amertume ; la vie en est mêlée ; c'est elle qui fait les fortes âmes et les cœurs soumis. Écoutez Isaïe : « Malheur à qui change l'amertume en douceur... » Mais gardez-vous aussi d'exagérer et de ne voir partout qu'amertume ; car le prophète prend soin d'ajouter : « Et malheur à qui change la douceur en amertume. »

— Quelle douceur me reste-t-il, gémit Clermonde, après de si cruelles désillusions?

— Mais, la douceur de l'amour ! psalmodia le pasteur Baulacre les yeux au ciel. N'aimez-vous pas celui qui va devenir votre cher mari?

Interdite, Mlle Tallatin s'écria :

— Comment, vous voulez encore que je me marie, malgré ce que vous venez d'entendre !...

— Répondez à ma question : aimez-vous toujours votre fiancé?

La jeune fille hésita, se troubla, puis finit par répondre, comme confuse et avec un profond soupir :

— Oui.

Le pasteur Baulacre leva ses deux bras en un geste sacerdotal :

— Eh bien, chère enfant, mais tout est là !... Du moment que l'amour subsiste, rien n'est perdu. L'amour sauve tout. Il sauve toute chose et même ce qu'on croyait perdu. Il sauve de l'adversité, de l'injustice, de l'injure. Il sauve ceux qui s'aiment de tous les égarements et de tous les emportements. « L'amour couvre toutes les fautes, » a dit le roi Salomon, qui s'y connaissait. Et l'apôtre Paul proclame dans son épître aux Romains : « L'amour est l'accomplissement de la loi. » Accomplissez donc la loi, ma chère enfant, et, puisque vous avez le bonheur d'aimer, laissez-vous aller tout tranquillement et sans autres préoccupations étrangères aux voies de Dieu, à cet amour qui illumine tout, qui purifie tout, qui sauve de tout. Mariez-vous, ma chère Clermonde, épousez celui à qui vous êtes destinée et ne vous rebellez pas, pour de futiles présomptions humaines, contre l'harmonie divine que la loi du Très Haut a daigné établir entre les créatures.

— Vous trouvez donc futiles, cher pasteur, les motifs très sérieux qui me font hésiter devant la perspective d'unir ma vie à celle de M. de Giessbach?

— Futiles, certainement, aux yeux de l'Éternel... Que sont nos misérables querelles humaines, je vous le demande, en comparaison de la grandeur de l'œuvre de Dieu sur terre et dans les cieux?... Sans doute vos objections sont fort honorables et je les apprécie... Mais enfin... Au fait, que dit votre cher père de tout cela?

— Oh ! papa me laisse absolument libre. Il fera ce que je voudrai.

— Votre responsabilité n'en est que plus grande. Songez-y, mon enfant... Ce mariage se présente sous les plus heureux auspices. Il unit deux grands noms, deux familles des plus considérables de notre Suisse... deux fortunes aussi, et des plus belles, je crois, des mieux assorties... M. de Giessbach, votre fiancé, est un gentilhomme accompli, une intelligence supérieure, un caractère d'élite. Vous êtes protestants tous les deux. Vous êtes jeunes. Vous vous aimez. Quoi de mieux? quoi de plus édifiant?... Ce mariage est parfait.

— Tout ce que vous dites est vrai, cher monsieur le pasteur, mais j'ai peur, je ne puis vous le cacher, j'ai affreusement peur du désaccord de nos consciences. Je savais bien que nos opinions différaient sur beaucoup de points, notamment sur la guerre. Mais je ne me doutais pas que ce fût si grave. Ce n'est que tout récemment, à Berne, que je m'en suis réellement rendu compte, quand j'ai vu M. de Giessbach se conduire d'une manière aussi indigne avec notre ami, M. Albert Bonnard. Ç'a été le dernier coup pour moi. J'avais pour-

tant fait de grands efforts jusque-là pour m'adapter à sa façon de voir, pour l'accepter tout au moins. Je n'ai pas pu supporter cela. M. de Giessbach m'est apparu sous un jour si odieux, que j'ai bien vu que nous ne pourrions jamais nous comprendre, que tout était fini entre nous, que tout était brisé...

— Ta, ta, ta, petite folle, vous ne savez pas ce que vous dites !... Voyons, raisonnons... raisonnons sous le regard de Dieu... Vous me racontez que votre cher fiancé n'a pas les mêmes opinions que vous... Mais, chère enfant, cela se voit tous les jours. Entre mari et femme cela ne tire pas à conséquence... Et quelles opinions a-t-il, M. de Giessbach?... Dans cette guerre, cette funeste guerre, qui au fond ne nous regarde pas, il n'éprouve pas les mêmes sympathies que vous... Mon Dieu, il n'y a rien là de bien noir !... Nous ne sommes pas Français, Dieu merci ! Nous n'avons pas à nous préoccuper de ces devoirs spéciaux qui incombent aux malheureux belligérants et leur défendent de faire des vœux pour d'autres que pour leur pays... Nous sommes Suisses, de bons Suisses... Eh bien, en Suisse, toutes les opinions, toutes les sympathies sont admises, toutes sont légitimes... toutes même, irai-je jusqu'à dire, sont louables et bénies de Dieu, si elles sont sincères et désintéressées. Dieu n'est ni français, ni anglais, ni allemand, ni russe, ni turc... Dieu est neutre... neutre comme nous.

— Je veux bien, dit Mlle Tallatin, mais M. de Giessbach n'est pas neutre, il est germanophile... c'est presque un Allemand !

— Soit, fit le pasteur Baulacre. Qu'y a-t-il là de répréhensible? Si Dieu est neutre, c'est qu'il laisse à ses fidèles créatures leur pleine liberté d'être ce qu'il leur plaira, du moins dans les pays neutres comme le nôtre. Votre fiancé est germanophile, vous êtes francophile : vous n'offensez nullement par ces manifestations diverses de vos sentiments la neutralité du Seigneur. Tout ce qu'il vous demande, c'est de vous armer réciproquement de patience, de respecter chacun l'un chez l'autre la liberté qu'il vous laisse, et de ne pas vous en estimer moins pour cela. Or, c'est ce que vous ne faites pas, ma chère Clermonde. C'est ce que malheureusement ne font pas un trop grand nombre de nos concitoyens, dont l'esprit d'intolérance et d'exclusivisme a amené cette méfiance, cet état de malaise et de désordre dont nous souffrons tous et que Dieu ne saurait considérer d'un œil favorable. Avez-vous lu le bel article que M. Paul Seippel publiait l'autre jour à ce sujet dans le *Journal de Genève*?

— Je l'ai lu.

— Inspirez-vous-en. Je l'aurais signé des deux mains. Considérez

en outre, mon enfant, que les opinions qui vous choquent chez votre fiancé ne lui sont pas particulières, qu'elles ne le séparent pas de la grande majorité de nos compatriotes, qu'il les partage au contraire avec un très grand nombre d'hommes éminents de notre pays, des magistrats honorés et dévoués au bien public, des conseillers fédéraux, avec notre généralissime lui-même...

— Avec le colonel Egli et le colonel de Wattenwyl, qui ont trahi la Suisse !...

— Oh ! oh ! oh !... Ne nous laissons pas emporter à des jugements téméraires, qui ne peuvent être que l'œuvre du Malin !... Cette triste affaire a déjà fait trop de ravages dans les imaginations !... Ne nous substituons pas à ceux qui ont pour mission de l'éclaircir. Elle est actuellement entre les mains de la justice. Attendons son verdict.

L'essor d'une couple de ramiers traversa d'un vol oblique la colonnade de Saint-Pierre.

— D'ailleurs, ma chère enfant, poursuivait le pasteur, ce n'est ni le colonel Egli, ni le colonel de Wattenwyl que vous devez épouser, mais M. de Giessbach. Et vraiment je ne vois pas en quoi sa germanophilie, quelque extrême qu'elle puisse être, vous empêcherait de l'aimer de tout votre cœur. Germanophile ! quel gros péché ! Ce n'est pas ce qui retiendra Dieu de le bénir, ni moi de bénir votre mariage. Il y a quelque chose d'autrement grave, pour nous, ministres du saint Évangile, que d'être un germanophile, c'est d'être un mécréant, un libre penseur, un athée, un impie qui ne croit pas en Dieu. Eh bien, même dans ce cas, nous n'hésitons pas. Jamais nous ne conseillons de rompre un mariage projeté parce que le futur ne remplit pas ses devoirs religieux. Il nous arrive fréquemment d'exercer notre sacerdoce dans de pareils mariages. Et, ma foi, ils ne sont généralement pas plus mauvais que d'autres. Nous comptons sur la bonne influence de l'épouse, sur son tact, sur son savoir-faire. Nous comptons sur la force et les liens de l'amour. Et souvent nous avons ainsi la joie de voir ramener au bien un pécheur endurci. Tout ce que nous demandons du mari, c'est de ne pas tyranniser sa femme, de lui laisser sa foi, de ne pas troubler sa conscience religieuse. Bien rares sont les tristes fanatiques qui ne se conforment pas à cette ligne de conduite, que leur commande déjà la simple bienséance. Eh bien, il y a lieu semblablement d'espérer, ma chère Clermonde, que M. de Giessbach ne vous tyrannisera pas sur vos sympathies, qu'il ne voudra pas faire de vous de force une germanophile, une Allemande, qu'il vous laissera libre à cet égard...

— Oh ! certainement !...

— Dès lors tout obstacle disparaît, ma chère enfant. Rassérénez votre joli visage et votre bon petit cœur. Et qui sait peut-être si, comme les épouses chrétiennes qui réussissent à réconcilier avec Dieu leur mari impénitent, qui sait si vous n'aurez pas le bonheur de transformer les idées de l'élu de votre cœur jusqu'à faire de lui sinon un bon Suisse, qu'il est déjà, du moins un ami sincère de la cause très légitime à laquelle se rallient vos vœux.

— Il faudra qu'il m'aime beaucoup pour cela ! fit Clermonde pensive.

— « Demandez et il vous sera donné, » a dit Notre-Seigneur. C'est sur cette parole d'espoir et de joyeuse confiance qu'il convient d'achever cet entretien. Réfléchissez, descendez avec calme en vous-même, sondez votre cœur, chère petite, et que le Dieu de paix, le Dieu de neutralité soit avec vous et votre fiancé. Prions Dieu ensemble.

Ils se levèrent. La jeune fille baissa les paupières et joignit les mains. Les yeux au plafond et ses grosses mains jointes oscillant avec onction à la hauteur de sa longue barbe, le pasteur Baulacre rapsodia d'une voix creuse et mesurée :

— O Dieu notre Père, nous implorons ton aide et ta bénédiction. Veuille abaisser sur cette jeune âme, qui a besoin de ta divine assistance, la protection de ta main tutélaire et le réconfort puissant de ta droite. Accorde-lui la grâce de voir clair dans son esprit et dans son cœur, de ne pas se laisser aller aux animadversions mauvaises qui affligent en ces jours de malheur l'humanité pécheresse. Écoute, ô Seigneur, nos supplications et nos larmes. Au milieu des nations aveuglées qui se détournent de toi et offensent du spectacle de leurs violences la majesté de ton saint nom, considère d'un œil favorable notre petit pays, qui aspire à la paix et veut rester neutre, comme toi, ô Éternel ! Épargne-nous, Père céleste, le souffle dissolvant des discordes ; ne permets pas que la malignité des hommes sépare ceux que tu as destinés à être unis ; donne-nous la force de résister aux impulsions de notre nature faillible, d'aimer nos frères, même s'ils ne pensent pas comme nous, de mettre au-dessus de nos mesquines querelles la gloire de ton règne, ô Dieu de bonté, ô Dieu de miséricorde, ô Dieu d'amour !...

Et la prière se continua, tandis que le carillon de Saint-Pierre égrenait dans le ciel moucheté la ronde du *Devin du village*.

*
* *

Le tonnerre de Verdun venait d'éclater, remplissant la France d'angoisse et l'Allemagne d'une triomphale espérance, quand, aux derniers jours de février, le procès des colonels s'engagea, à Zurich, devant le Tribunal militaire de la Ve division. Impassibles et altiers, le colonel Egli et le colonel von Wattenwyl parurent devant leurs juges, reconnaissant insolemment leurs rapports avec les attachés militaires des Empires centraux et la communication qu'ils leur faisaient des bulletins de l'État-major, argumentant, dogmatisant, plastronnant et se décernant avec ostentation de grands brevets de patriotisme. Le seul témoin romand qui avait été cité était le cryptographe Langie, qui, cuisiné à fond avant l'audience, intimidé, affolé, fut considéré comme un simple maniaque et son témoignage comme inexistant. Ni Albert Bonnard, ni le député de Rabours, ni le député Guinand, ni le conseiller national Secretan n'avaient été convoqués, mais uniquement des témoins suisses allemands, parmi lesquels le capitaine Berthold von Giessbach, qui se livra à un éloge dithyrambique de ses deux amis. Enfin, ce fut la décisive intervention du chef de l'État-major général de l'armée, le colonel Sprecher von Bernegg, qui, dans une déclaration impérative, couvrit sans restriction ses subordonnés, persifla la conception vulgaire de la neutralité et s'enhardit jusqu'à une attaque à peine déguisée contre les Alliés. Les juges n'avaient plus qu'à s'incliner. Le 29 au soir, par des suppléments de journaux, la Suisse romande apprenait avec stupeur l'acquittement des deux féaux de l'Allemagne.

De Genève à Porrentruy, une explosion d'indignation, que les efforts conjugués du neutralisme et de la censure eurent bien du mal à assourdir, salua ce jugement. Parmi les plus excités se trouvait l'avocat Gabriol, qui ne cherchait à refréner ni sa colère, ni son dégoût. Le départ prochain des bataillons genevois, qui allaient être remis sur pied, rendait son humeur encore plus massacrante.

— Dire qu'on va rendosser le sac et reboucler le ceinturon pour ces bougres de l'État-major, exhalait-il sans pondération devant Simon de Sergy, c'est à vous humilier d'être soldat ! On part avec la honte au front et le soupçon au cœur. Qui sait s'ils ne vont pas, un de ces quatre matins, nous lancer contre la France?

— Tu exagères, mon ami !...

— Je n'exagère pas, tout est possible avec ces drôles. Crois-

tu que Wille et Sprecher hésiteraient, s'ils étaient livrés à eux-mêmes? Crois-tu que si un de ces minimes incidents de frontière, presque inévitables en temps de guerre, se produisait du côté du Jura, ils ne hurleraient pas comme des diables que la France nous attaque? Crois-tu que si le même incident survenait du côté de l'Allemagne, et il s'en est déjà produit, ces salauds-là bougeraient? Crois-tu qu'ils n'aimeraient pas mieux être généraux de corps d'armée, l'un en Bochie, l'autre en Autriche, plutôt que de commander nos milices nationales? Crois-tu que si l'Allemagne nous envahissait comme une simple Belgique, nous pourrions compter sur ces bandits pour défendre sérieusement notre territoire?...

— Tu vas fort! Je crois qu'Egli et Wattenwyl eux-mêmes...

— Eh bien, mon vieux, tu as la naïveté solide!... Sais-tu ce que ces drôles avaient imaginé? Peu rassurés sur la façon dont la Suisse romande prendrait l'affaire des colonels et le verdict escompté de Zurich, ils avaient conçu le projet, en cas de troubles, de faire occuper les cantons français par des troupes de la Suisse allemande.

— Que dis-tu là? fit Simon de Sergy dont les yeux s'éclairèrent d'une joie étrange.

— La vérité, la pure vérité. Les troupes étaient désignées : des contingents de la IV^e^ et de la V^e^ division. Le plan de l'opération était arrêté dans tous ses détails. En une nuit ç'aurait été fait. Les trains étaient prêts, les locomotives chauffaient... A la moindre incartade, nous nous serions réveillés sous les baïonnettes allemandes... pardon, suisses allemandes!...

— Et le Conseil fédéral permettait?...

— Cela se complotait à l'insu du Conseil fédéral. Et je te prie de croire que le secret était bien gardé!

— Alors comment sais-tu ça, toi?

— Je le sais par un de mes amis, un avocat de Lucerne, capitaine dans un régiment d'artillerie de campagne de la IV^e^ division, qui par extraordinaire est un Suisse de la vieille roche. La chose est certaine. Et tout danger n'est pas passé. Le plan d'occupation tient toujours. Je ne sais si le *Journal de Genève* et nos bons neutralistes ont eu vent de l'affaire ; en tout cas, ils font joliment bien de mettre la sourdine à nos colères.

Simon de Sergy paraissait de plus en plus satisfait.

— Quand cela se saura, s'écria-t-il, il y aura une question aux Chambres.

— Sois tranquille, il n'y aura pas de question.

— Il est impossible qu'il ne se trouve pas un député romand pour poser une question.

— Eh bien, on étouffera le débat, et tout sera dit. Nous vivons sous le régime du sabre... et du sabre allemand !

— Du sabre boche de l'État-major, parfaitement !... clama, ravi, Simon de Sergy.

— Mais on dirait que ça te fait plaisir, ce que je te raconte là... Tes yeux brillent, ta figure jubile...

Le fait est que le visage de Simon de Sergy rayonnait.

— Moi, plaisir?... protesta-t-il.

— Oui, plaisir ! appuya Cabriol. Allons, avoue, mon ami... Confesse, vieux Sim !... Il y a de la femme là-dessous, hein?...

Simon de Sergy n'avait aucune raison de dissimuler davantage ses sentiments. Ce fut un jaillissement :

— Ah ! mon ami, s'écria-t-il, elle est revenue de Berne !... et peu fière, je t'assure !... Elle a vu ce que c'était, ce qui se passait là-bas, l'œuvre abominable qui s'accomplissait contre notre esprit national et nos traditions les plus sacrées !... Elle a compris, c'est certain !... Je crois que le beau sire dont elle était si férue ne pèse plus bien lourd à ses yeux !... Quelle délivrance ! quel soupir de soulagement j'ai poussé quand je me suis rendu compte de cette transformation !... Je suis heureux, je suis enchanté !... Plus il y en aura, plus le scandale sera fort, plus je me réjouirai du grabuge !... Quelle chance que le tonnerre ne soit pas tombé trop tard !... Ah ! ah !... Que doit-elle penser du merveilleux acquittement des traîtres !... Si elle n'est pas maintenant complètement retournée, je veux être damné !...

— A t'entendre, tu souhaiterais la guerre civile !...

— Oh ! je ne demande pas des catastrophes !... Juste ce qu'il faut pour... Et ça doit déjà suffire !...

— Cynique personnage, va !... Eh bien, moi, qui n'ai pas de motif particulier pour me réjouir, moi, ça ne me fait pas plaisir, mais pas du tout. Je vois que nous allons à grands pas vers un état de choses de plus en plus inquiétant, que les dissentiments qui divisent les deux parties de notre pays ne font que s'aggraver, que le fossé s'élargit jusqu'à devenir un abîme, et j'en suis à me demander si seulement il y a encore deux Suisse, s'il n'y a pas deux pays étrangers l'un et l'autre, deux nations ennemies.

— Il est certain, fit Simon, que ton incroyable projet d'occupation ressemble bien à un acte d'hostilité !

— Comment aurait-on pu prévoir une pareille aventure il y a encore à peine deux ans, alors qu'aux fêtes du centenaire, des délégations de tous les cantons, Hoffmann et Schulthess en tête, défilaient dans nos rues aux acclamations d'une foule enthousiaste qui

croyait bien ne former qu'un seul peuple avec ces hôtes venus des différentes régions de la Suisse? La guerre a été une terrible pierre de touche. Il a fallu la guerre pour nous montrer ce que nous étions, que nous n'étions pas réellement une nation.

— Qu'appelles-tu une nation?

— J'appelle une nation ce qu'on appelle partout ailleurs une nation.

— Est-ce de s'aimer, de vivre en bonne intelligence, d'avoir un même gouvernement, de mêmes mœurs, de mêmes traditions, une même langue, une même religion?...

— Pas du tout, c'est tout simplement de se comprendre. On peut ne pas s'aimer, ne pas vivre en bonne intelligence, se trouver soumis à plusieurs gouvernements, comme en Pologne, ou ne pas être d'accord sur le mode de gouvernement, comme en France, avoir des mœurs diverses, des traditions variées, des langages multiples, des religions de toute espèce, et cependant se comprendre. On est alors une nation. Nous nous comprenons parfaitement entre Suisses romands. Nous nous comprenons quand nous nous aimons, cela va de soi, mais nous continuons à nous comprendre quand nous nous querellons et que nous nous détestons. Je comprends Wagnière, Seippel, je comprends même le pasteur Baulacre, qui veut que Dieu soit neutre ; ce sont des idiots, des pleutres, des fourbes, mais ce sont des Romands. Nos conflits sont des conflits de famille. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne puissent parfois être plus violents que ceux que nous avons avec les étrangers. Là n'est pas la question. Veux-tu des exemples? Si nous comprenons les Romands, même ceux qui nous sont le plus antipathiques, nous ne comprenons pas toujours les Français, qui parfois nous étonnent, même ceux que nous aimons le plus. Avec les Italiens nous avons encore moins de points de contact. Avec les Anglais nous n'en avons pour ainsi dire pas. Ce qui constitue l'incompréhension, c'est de voir devant un événement, un fait, une idée émise, une opinion proposée, les gens réagir d'une façon pour nous tout à fait inattendue. Si je t'envoie un coup de poing, j'admets que tu répondes par un autre coup de poing, ou que tu te plaignes, que tu pleures, que tu cries, que tu m'insultes, ou que tu encaisses noblement avec le sourire, ou que tu appelles la police et que tu me traînes devant le tribunal. Cela, tout cela, ce sont des réactions attendues, possibles, conformes, dans leurs diversités, à nos manières de voir et de sentir. Mais je n'admets pas qu'à ce même coup de poing tu réagisses en faisant semblant de ne pas t'en apercevoir, ou en me bénissant, en me pardonnant, en m'embrassant, ou en me crachant dessus, en tirant ton couteau,

ton casse-tête, ton revolver, en me blessant, en m'assommant, en m'assassinant. Ce sont là pour nous des réactions inattendues, nous n'y sommes plus, nous ne comprenons pas. L'anomalie de ripostes de cet ordre nous déconcerte et nous offusque. Nous nous sentons alors en présence d'un étranger, de quelqu'un qui n'est pas de notre maison, de notre nation. Cela te semble-t-il clair?... et que dis-tu de ma définition?

— Jolie théorie, qui pourrait soutenir avantageusement la comparaison avec celle de Renan, bien insuffisante.

— Considère un peu ce qui s'est passé lors de l'invasion de la Belgique et les façons différentes dont les divers pays ont réagi devant cet événement du début de la guerre. Les Français ont fait de la violation de la Belgique le grand tremplin de leur propagande. Ils ont peut-être eu tort. Chez nous Romands, il est vrai, l'affaire de la Belgique a beaucoup porté, parce que, sur ce point, nous réagissions comme les Français, nous les comprenions. Mais nous nous sommes très bien rendu compte que sur les Suisses allemands, comme sur les Hollandais, les Danois, les Suédois, cet argument avait bien moins de portée et ne détruisait pas ceux par lesquels les Allemands motivaient leur invasion et qui nous paraissent, à nous, inadmissibles. Les Anglais, eux, sont entrés dans la mêlée sur le prétexte de cette même violation. Ils ont fait semblant de comprendre, mais en réalité ils comprenaient tout autre chose. Preuve, le Luxembourg. La violation du Luxembourg, quoique moins dramatique que celle de la Belgique, a produit sur nous, comme sur les Français, un effet presque aussi violent. Les Anglais n'ont pas bougé, et ils auraient continué à ne pas bouger, si les Allemands s'en étaient tenus là. Albion n'a pas le sens juridique et n'a rien contre le coup de force ; elle ne considère pas comme une offense majeure la violation des traités : mais qu'on lui braque le pistolet d'Anvers sur le cœur, elle entre aussitôt en ébullition. La menace à l'Angleterre, voilà ce que les Anglais comprennent, et ça ils le comprennent bien. Tout cela pour retenir que les différences psychologiques sont fort grandes de peuple à peuple, et c'est ce qui précisément constitue les nationalités.

— Je vois où tu veux en venir.

— Tu le vois, parbleu, parce que cela crève les yeux ! Tu vois comme moi que ces différences qui existent entre peuples, que ces incompréhensions qui divisent les nations règnent également dans l'intérieur même de notre pays, entre Suisses germaniques et Suisses latins. Encore une fois il ne s'agit pas de simples divergences d'idées, qui feront qu'on sera en général germanophile d'un côté et fran-

cophile de l'autre, mais bien, ce qui est plus grave, d'une impossibilité à peu près foncière de se comprendre. Un Romand germanophile — il y en a — ne défendra pas l'Allemagne par les mêmes arguments qu'un Suisse allemand. Nous pouvons réprouver l'argumentation du premier, nous la comprenons ; celle du second nous échappe, nous paraît aussi absurde qu'odieuse ; nous ne comprenons plus. Cependant nous comprenons que la différence existe, nous comprenons que nous ne comprenons pas. Aussi sommes-nous remplis d'étonnement, béats d'admiration, quand un Suisse allemand, un Spitteler, réagit comme nous. Tous les Suisses romands ont éprouvé ce qu'a ressenti Spitteler, l'ont dit et, quand ils l'ont pu, l'ont écrit, comme lui. C'était tout naturel. Mais qu'il se trouvât un Spitteler pour le dire, voilà qui nous a comblés d'émerveillement, tellement c'était imprévu. C'était la Suisse qui s'exprimait par sa voix, en pleine Suisse allemande, du moins la Suisse telle que nous la concevons. Voilà pourquoi nous l'avons acclamé follement, pourquoi nous lui avons fait un succès inouï, qui a retenti jusqu'en France même, tandis qu'il se faisait honnir par la plupart de ses concitoyens alémaniques et traîner aux gémonies par l'Allemagne entière. Et l'on dit que nous sommes une nation ! Non, mon ami, nous ne sommes pas une nation. Nous sommes alliés, confédérés, si tu veux, nous nous trouvons unis comme auraient pu l'être le grand Turc et la République de Venise, mais nous sommes aussi étrangers les uns aux autres que les peuples belligérants qui, dans cette guerre, sont dans des camps adverses, voire dans le même camp. Il n'est pas jusqu'au sens helvétique, celui de nos institutions, de notre histoire, que nous n'ayons dissemblable. Nous avions autrefois pour nous unir une notion commune de la liberté, de la sauvegarde de notre indépendance. Elle n'existe plus. Une seule chose nous demeure commune, notre amour de nos paysages, de nos montagnes, de nos lacs... Cela ne suffit pas pour nous unir.

— Alors, quoi, fit Simon plus troublé qu'il ne voulait le paraître, le séparatisme?

Cabriol repartit :

— Si l'on continue à nous y pousser, pourquoi pas?... Du moment que les Suisses allemands ne sont plus des Suisses, comme nous entendons que soient des Suisses, nous n'avons plus de raison de rester leurs confédérés. En tant que Suisses, nous ne sommes pas une nation, nous sommes une confédération ; nous n'avons pas une patrie, nous avons un pacte. Ma patrie, c'est Genève, et je n'en connais pas d'autre. Je suis Genevois, un authentique Genevois. Un de mes ancêtres a fait le coup d'arquebuse contre les Savoyards.

C'est un des héros de l'Escalade. Son nom figure sur la plaque de l'église Saint-Gervais : Pierre Cabriol. Tu peux y aller voir.

— Je sais, je sais, dit Simon de Sergy. Il y a aussi un Tallatin qui est tombé avec ton ancêtre.

— Ce que j'aimais dans la Suisse, poursuivit Cabriol, c'était mon idéal genevois agrandi. Si je ne peux plus rester Genevois en étant Suisse, eh bien, je ne veux plus être Suisse. Si la Suisse n'a plus que d'abjectes complaisances pour les empires chers aux colonels acquittés de Zurich, je ne vois pas pourquoi je continuerais à être citoyen d'une province allemande ; si la Suisse, qui célébrait il y a peu de mois le six centième anniversaire de Morgarten, abdique, moi, j'entends demeurer fier ; si la Suisse meurt, je ne veux plus rester attaché à ce cadavre. Ce n'est pas pour la Suisse que vaut le proverbe : *Right or wrong, my country!* Je pardonne tout à Genève, je ne pardonne rien à la Suisse. Genève a commis un crime en brûlant Servet ; Genève a commis une monstruosité en rejetant Jean-Jacques ; Genève peut faire ce qu'elle voudra, même contre moi, elle peut me décevoir, me faire souffrir, m'abreuver d'avanies, cela ne m'empêchera pas de demeurer Genevois, d'aimer Genève, fût-ce les larmes aux yeux et avec le cœur meurtri d'un fils qui considère les taches et les cruautés de sa mère. Mais la Suisse? Je n'ai pas de larmes, pas de cœur pour la Suisse. Je n'ai qu'une raison et que des intérêts : si cette raison est offensée, si ces intérêts matériels ou moraux me semblent compromis, je n'ai plus qu'à dénoncer le pacte, comme j'en ai le droit. M'as-tu suivi, mon vieux Sim?...

Tous deux se turent, se regardèrent, se comprirent, bien qu'ils ne fussent pas entièrement d'accord. Leurs mains se serrèrent. Puis Cabriol dit :

— Bonne chance, mon vieux! Je te dis adieu, car tu ne me reverras sans doute pas avant plusieurs mois. Je pars demain pour la frontière. Pourvu que ce sacré Wille ne nous envoie pas contre les Français!...

* * *

Que le scandaleux acquittement de Zurich eût produit une impression décisive sur l'esprit de Mlle Tallatin et rompu les derniers liens qui pouvaient l'attacher encore à M. de Giessbach, c'est ce dont ne doutait pas M. de Sergy, bien qu'il n'eût pas osé jusqu'ici s'en assurer plus directement auprès de Clermonde. Sa discrétion était telle, son impressionnabilité si extrême, sa peur d'avoir à souffrir d'un mot, d'un geste, d'un regard le rendait si timide, qu'il préférait garder le silence sur les choses qui occupaient le plus son

cœur et n'aborder avec la jeune fille, quand il se trouvait auprès d'elle, que des sujets de conversation moins périlleux. Il lui suffisait d'assister par mille signes imperceptibles à la défaite manifeste de son redoutable rival, sans qu'à la royauté déchue du brillant capitaine il tentât déjà de substituer son humble dévotion. L'amitié que Clermonde lui témoignait était si visiblement éloignée de tout sentiment d'amour, qu'il ne voulait pas risquer cette précieuse intimité sur le coup de dés d'une sollicitation trop brûlante. Le bonheur qu'il éprouvait à la croire libérée de sa funeste passion était assez grand. La persuasion qu'il avait qu'elle n'épouserait jamais Berthold von Giessbach était pour lui une félicité dont il se contentait. Il n'aspirait pas à davantage pour le présent. Plus tard peut-être, quand Clermonde serait définitivement guérie et redevenue ce qu'elle était autrefois, peut-être alors pourrait-il espérer... Mais c'était là le rêve de l'avenir.

Il aurait pourtant bien désiré savoir si elle avait déjà rendu sa parole au junker bernois, si ces sinistres fiançailles étaient dès à présent rompues. Dans la société genevoise qu'il fréquentait on ne paraissait guère renseigné. Si l'on épiloguait beaucoup, on ne formulait rien de précis. Mlle Tallatin demeurait sans doute à l'égard de ses amies aussi réservée qu'auprès de lui-même. Quant à M. Tallatin, toujours retenu à Berne par ses affaires, on ignorait ce qu'il pensait du procès de Zurich et de la déposition caractéristique qu'y avait faite son futur gendre.

N'ayant pu réussir à calmer son inquiète curiosité par les propos de la chronique mondaine, Simon de Sergy se décida, après bien des hésitations, à sonder délicatement la jeune fille elle-même.

L'occasion lui en fut offerte à un thé de charité que le Comité de secours aux réfugiés belges avait organisé dans les salons de l'hôtel Métropole. Mlle Tallatin, en toilette blanche coupée de rubans de tulle noir, y tenait une table. M. de Sergy y vida consciencieusement son porte-monnaie, entre cinq et sept, à consommer du porto et de la pâtisserie. Puis comme, sur la fin de l'après-midi et ses visiteurs dispersés, la jeune fille restait seule devant son buffet dévasté, il tira ses dernières pièces d'or et l'invita à prendre la tasse de thé de l'étrier.

— Tu es contente? Tu as dû faire une belle recette !

— Très belle. Un peu grâce à toi, mon cher Simon.

Un public éclairci sillonnait encore les salons, où le pasteur Baulacre promenait sa longue barbe et son long nez entre les tables, prodiguait ses bonnes paroles, tapotait des joues de petites filles, payait du geste et de la voix, et ne dépensait rien.

— On ne saurait trop faire pour ces pauvres Belges, dit Simon. Sans eux les Allemands allaient d'une traite à Paris, et qui sait ce que nous serions devenus !

— Les Belges ont été admirables, en effet, dit Clermonde, et nous leur en sommes très reconnaissants.

L'orchestre attaquait pour la dixième fois la *Brabançonne*.

— Il y a quelqu'un, risqua alors M. de Sergy, que tu n'aurais sûrement pas invité à cette fête.

— Qui?

— M. de Giessbach.

La jeune fille tressaillit.

— Pourquoi pas? fit-elle en s'efforçant de rester calme. Il serait venu, et il aurait peut-être été aussi généreux que toi.

— Avoue que tu plaisantes, dit Simon de Sergy qui se sentait pâlir. Tu ne l'aurais pas invité... pas même avant... je veux dire avant l'affaire des colonels, émit-il d'une voix étranglée.

— Tu te trompes. Je l'aurais invité avant... et je l'aurais invité après, si je n'avais craint de le détourner, fût-ce pour un jour, du service de notre défense nationale.

A ces mots inattendus, le jeune Genevois bondit.

— De notre défense nationale !... Est-ce bien toi qui parles, Clermonde?... Tu ne sais donc rien?... ou plutôt tu ne veux donc rien savoir?... Moi qui croyais que les événements t'avaient enfin ouvert les yeux !...

— Je t'en prie, pas de discussion entre nous à ce sujet, mon cher Simon. C'est mon fiancé.

— C'est toujours ton fiancé? bégaya-t-il.

— Toujours.

— Ce n'est pas possible !... Tu veux donc le suivre jusqu'au bout, ce misérable?...

— Simon !...

— J'ai dit ce misérable. Et ce n'est pas toi qui peux me démentir dans le fond de ton âme !... Je ne te dirai plus rien de lui... je ne te dirai rien non plus de moi, de ma souffrance, de mon malheur... Mais de toi, Clermonde... de toi, ma chère Clermonde...

Des larmes remplissaient leurs yeux à tous deux.

L'ombre du pasteur Baulacre passa dans le dernier tressaillement de la fête.

— Est-ce que tu crois que je ne suis pas malheureuse, moi aussi? murmura-t-elle douloureusement. Mais je l'épouse... Car, avant tout, je l'aime...

Il vit son teint décoloré, ses cils tremblants, mais sa résolution certaine.

— C'est fini! balbutia-t-il désespéré. Je n'aurais jamais cru... Que vais-je devenir?...

Il la quitta brusquement, sans voir qu'effrayée de son bouleversement, elle cherchait à le rappeler.

*
* *

Quelques jours sinistres passèrent. Simon n'avait pas reparu à l'Agence. Ne se sentant pas la force de se retrouver en présence de Clermonde, il écrivit à M. Clouzot, le directeur du Fichier français, qu'on voulût bien le remplacer aux PA. Puis il reçut un billet très affectueux de Clermonde qui, inquiète de ne pas l'avoir revu, lui demandait de ses nouvelles. Il lui répondit sur le ton le plus uni qu'elle ne se mît pas en peine pour lui, qu'il se portait bien et s'efforçait de s'arranger avec sa triste destinée.

Tout romantisme était, en effet, loin de sa pensée. Mais il n'en souffrait pas moins jusqu'au martyre, jusqu'au dégoût de lui-même, jusqu'à l'horreur de la vie. Son fidèle Gédéon, navré de l'affliction de son maître, avait beau se prodiguer pour lui en petits soins, il ne prêtait attention à rien, restait indifférent à tout. Les lettres mêmes de Cabriol ne parvenaient pas à le distraire de son marasme. Il allait de moins en moins à sa banque, abandonnant à son associé et à son fondé de pouvoir la direction de la maison, ce qui d'ailleurs ne modifiait guère ses habitudes. Il passait la majeure partie de ses journées dans sa bibliothèque, à parcourir d'un œil morne les journaux, à bouquiner distraitement, à rêver, à fumer, ou, son laissez-passer de zone en poche, à tuer les heures en promenades solitaires le long du Salève. Le soir, dans sa chambre à coucher, d'où tous les portraits de Clermonde avaient disparu, il cherchait aussitôt que possible l'oubli dans un sommeil accablé.

Avril faisait craquer ses bourgeons et les premières feuilles vertes pointaient aux marronniers des Bastions. Dans le paisible renouveau de la nature les passions et la folie des hommes jetaient leur contraste saisissant. Aux jeunes rayons du soleil printanier répondait le ravage des êtres, et les fiévreuses nouvelles de la guerre s'entre-choquaient avec le bruit des sources et le chant des oiseaux. Des pentes du Mont Terrible, Cabriol entendait, les nuits de garde, le canon de Verdun. C'était l'époque des grands assauts des Allemands contre les positions de la rive gauche de la Meuse. Tous les jours les noms d'Avocourt, de Cumières, du Mort-Homme cla-

quaient dans les communiqués. Mais après l'instant d'excitation que lui apportaient ces nouvelles, Simon de Sergy retombait dans sa souffrance et dans sa prostration. Il analysait cruellement son cas. Faible, maladif, manquant de volonté, de courage, aussi bien que de tout prestige intellectuel ou physique, que pouvait-il faire? Lutter? Il s'en sentait incapable. Il n'était de taille ni à réagir, ni à se dresser vigoureusement contre le sort. Il perdait pied devant la vie. Aucun ressort n'existait en lui pour tendre son âme contre l'adversité et le remettre debout face à face avec les forces contraires. Un autre que lui se fût obstiné à disputer Clermonde à l'ennemi ; un autre eût trouvé des accents plus puissants, plus pathétiques pour la détourner de son odieux projet ; un autre serait revenu à la charge, aurait usé de hardiesse, de ruse, de violence même, aurait été parler fortement à M. Tallatin, aurait manœuvré, intrigué, remué Genève ; un autre, en désespoir de cause, fût allé jusqu'à Berne rechercher son rival, l'insulter, le provoquer, le tuer... Tout plutôt que d'accepter que Clermonde pût un jour appartenir à cet homme !... Hélas, plus il imaginait ce qu'il aurait pu faire, s'il n'avait pas été lui, plus la conscience de son infériorité, de sa lamentable insuffisance l'obsédait, le paralysait, détruisait le peu de résistance qui lui restait encore.

Une nuit que le sommeil le fuyait, il se leva, s'enfouit dans sa robe de chambre et revint se réfugier dans sa bibliothèque. Les feuilles du jour traînaient encore sur son bureau, ainsi qu'une carte des fronts de Verdun sur laquelle il avait, le matin, suivi la topographie des communiqués. Les coudes à la table, la tête dans ses mains, l'œil vague et fixe, il remâchait lugubrement la lie amère de sa détresse. Nulle lueur n'apparaissait dans le trou noir de son destin. Il vieillirait, déclinerait, s'éteindrait, sans plus jamais jouir d'un instant de joie, d'illusion même, avec l'atroce supplice de son amour dérisoirement foulé sous un pied exécré et le remords éternel de n'avoir pas su combattre. Simon de Sergy ne se sentait pas l'humiliant courage de supporter cet avenir épouvantable. Il n'avait plus que la peur irraisonnée de souffrir encore, de souffrir davantage, de souffrir toujours.

Au bout de quelques heures de ce cauchemar épuisant, il ouvrit un tiroir, d'où il sortit une gaine de peau, contenant un revolver. Il tira lentement l'arme de son étui, l'examina, en vérifia le mécanisme, en fit tourner le barillet, dont il renouvela les cartouches. Puis il le posa sur le bureau, à côté de lui, caressa à diverses reprises sa crosse d'ébène, le reprit et le mania plusieurs fois, tandis qu'il poursuivait le cours de ses réflexions.

Celles-ci l'amenèrent à désirer relire ce que Jean-Jacques Rousseau avait dit du suicide. Il alla tirer du rayon des œuvres du philosophe de Genève le tome de la *Nouvelle Héloïse*. Puis il revint s'accouder sous l'ampoule électrique. Il ne tarda pas à retrouver les deux lettres célèbres.

Oui, Milord, il est vrai, mon âme est oppressée du poids de la vie ; depuis longtemps elle m'est à charge : j'ai perdu tout ce qui pouvait me la rendre chère...

La situation de Simon de Sergy n'était pas sans similitude avec celle de Saint-Preux, mais combien plus désespérée ! Julie avait aimé follement Saint-Preux, l'aimait toujours, et si elle en épousait un autre, ce n'était que pour obéir à un devoir sacré que lui imposait son père. Et cependant, malgré ce magnifique souvenir dans sa vie, malgré cette suprême satisfaction de se savoir aimé, malgré les lettres délirantes qu'il possédait de son amie, jusqu'à la dernière, cette lettre d'adieu, trempée de ses larmes, Saint-Preux voulait se tuer !...

Plus j'y réfléchis, raisonnait-il, plus je trouve que la question se réduit à cette proposition fondamentale : chercher son bien et fuir son mal en ce qui n'offense pas autrui, c'est le droit de la nature. Quand notre vie est un mal pour nous et n'est un bien pour personne, il est donc permis de s'en délivrer.

Il examinait les arguments contraires des « sophistes », tant chez les anciens que chez les modernes. Saint-Preux n'avait pas de peine à en démontrer l'inconséquence et l'absurdité.

Sans doute, continuait-il alors, il y a du courage à souffrir avec constance les maux qu'on ne peut éviter, mais il n'y a qu'un insensé qui souffre volontairement ceux dont il peut s'exempter... Tant qu'il nous est bon de vivre, nous le désirons fortement, et il n'y a que le sentiment des maux extrêmes qui puisse vaincre en nous ce désir : car nous avons tous reçu de la nature une très grande horreur de la mort, et cette horreur déguise à nos yeux les misères de la condition humaine. On supporte longtemps une vie pénible et douloureuse avant de se résoudre à la quitter ; mais, quand une fois l'ennui de vivre l'emporte sur l'horreur de mourir, alors la vie est évidemment un grand mal, et l'on ne peut s'en délivrer trop tôt.

Chacun donc, selon Saint-Preux, était juge de ce qui le concernait, et une seule considération pouvait empêcher un honnête homme de disposer de lui-même : ses devoirs envers autrui. Mais sur ce terrain, Simon de Sergy se sentait absolument libre. Pas plus que Saint-Preux, moins même que Saint-Preux, il n'avait de devoirs

envers quiconque. Il était seul. Ses parents étaient morts. Sa famille ne consistait qu'en collatéraux qui ne verseraient sur son cadavre que les larmes de la bienséance. Sa disparition ne causerait de mal ni de préjudice à personne. Du moment que la vie lui devenait un martyre, aucun motif valable ne pouvait être invoqué pour le retenir de s'en évader.

Pesez ces considérations, Milord, rassemblez toutes ces raisons, et vous trouverez qu'elles se réduisent au plus simple des droits de la nature, qu'un homme sensé ne mit jamais en question.

Il fallait maintenant voir comment Milord Édouard répondait et quels arguments il faisait valoir pour arracher son jeune ami à son funeste projet. Sa lettre était éloquente, beaucoup plus éloquente que celle de l'infortuné Saint-Preux, mais à cela se bornait son avantage, et le romantique amant de Julie eût pu, à juste titre, ranger Milord Édouard au nombre des sophistes dont il venait de démonter la vaine dialectique.

Ainsi du moins en jugeait, dans l'état d'esprit où il se trouvait, Simon de Sergy

Pour renverser tout cela d'un mot, je ne veux te demander qu'une seule chose, disait Rousseau, — car il était évident que c'était lui qui s'exprimait par le truchement de l'Anglais philosophe. Toi qui crois Dieu existant, l'âme immortelle, et la liberté de l'homme, tu ne penses pas, sans doute, qu'un être intelligent reçoive un corps et soit placé sur la terre au hasard, seulement pour vivre, souffrir et mourir? Il y a bien peut-être à la vie humaine un but, une fin, un objet moral?

Hélas, qu'en savait-il?... Pour se rendre à cette invocation, il eût d'abord fallu croire que la vie avait un sens, qu'il existait au-dessus des voies propres de la nature une loi morale à laquelle les hommes dussent se plier, que s'il y avait un Dieu, ce Dieu avait une volonté quelconque, qui pût être déterminée autrement que par des considérations purement humaines.

Sans être athée et tout en observant les coutumes de son monde et de la religion de ses pères, M. de Sergy se refusait à concevoir qu'au sein des myriades de mondes qui parcouraient l'infini, la puissance céleste pût se préoccuper des millions d'animalcules qui peuplaient une de ces minuscules sphères et dont chaque seconde du temps voyait naître et mourir des milliers comme des éphémères.

Or, toute l'éloquente argumentation de Milord Édouard reposait sur ce postulat des plus vulnérables ou ce « peut-être » des plus douteux. Fallait-il déterminer ses actes sur une possibilité aussi

confuse, alors que d'autres possibilités non moins plausibles pouvaient conseiller le contraire?

Et les raisons s'ajoutaient aux raisons tirées de cette métaphysique et tout aussi peu convaincantes les unes que les autres. C'était « le ciel imposant avec la vie une tâche pour la remplir » ; c'était « la réponse à tenir prête pour le Juge suprême lorsqu'il faudrait lui rendre compte de son temps » ; c'était « la défense faite à l'homme de se révolter contre l'Auteur de son être et de tromper sa destination ». Rousseau n'autorisait le suicide que dans un seul cas : celui où « de violentes douleurs du corps, devenues incurables et aliénant toutes les facultés, l'homme, n'ayant plus l'usage ni de sa volonté ni de sa raison, cessait d'être homme avant de mourir et ne faisait, en s'ôtant la vie, qu'achever de quitter un corps où son âme n'était déjà plus. »

Mais il n'en était pas ainsi, selon Rousseau, des « douleurs de l'âme », qui, loin d'être incurables et « pour vives qu'elles fussent, portaient toujours leur remède avec elles ». Et ce remède, c'était « la durée ». Les maux de l'âme s'atténuaient avec la durée et s'éteignaient avec le temps. Était-il donc « raisonnable d'appliquer d'aussi violents remèdes » que le suicide aux « maux qui s'effaçaient d'eux-mêmes »?

Penses-y bien, jeune homme ; que sont dix, vingt, trente ans, pour un être immortel?... Pour qui n'estime les ans que le peu qu'ils valent, de deux moyens de se délivrer des mêmes souffrances lequel doit être préféré, de la mort ou du temps? Attends, et tu seras guéri. Que demandes-tu davantage?

Remède pire encore que le mal ! songeait Simon. Quelle affreuse pensée, quelle dégradante perspective que de ne chercher de recours que dans le lent écoulement des années, que de n'attendre la guérison que de la longue usure des sentiments ! Quelle dérision que de n'avoir plus qu'à espérer patiemment l'oubli, si vraiment le temps pouvait jamais l'apporter !...

Au reste, Rousseau semblait avoir eu honte d'avoir employé ce triste sophisme, car il avait plus tard ajouté cette note :

Non, Milord, on ne termine pas ainsi sa misère, on y met le comble ; on rompt les derniers nœuds qui nous attachaient au bonheur. En regrettant ce qui nous fut cher, on tient encore à l'objet de sa douleur par sa douleur même, et cet état est moins affreux que de ne tenir plus à rien.

Les arguments personnels étaient moins spécieux :

Comment oses-tu prétendre, disait Milord Édouard, que ta mort ne fait de mal à personne? N'as-tu pas un ami? Et si tu méprises les droits de l'amitié, n'en est-il point de plus chers encore qui l'obligent à te conserver?

Certes, ces raisons de cœur étaient de nature à ébranler Saint-Preux. Mais lui, Simon de Sergy? S'il possédait un ami en la personne de Cabriol, cet ami avait-il besoin de lui? N'était-ce pas plutôt lui, Simon, qui avait besoin de Cabriol? Aussi bien, qui l'empêchait de tester en faveur de son ami? En mourant, il accomplirait ainsi, en hommage à l'amitié, la meilleure des bonnes actions. Il ne manquerait pas non plus de laisser une rente à son vieux Gédéon, la seule personne au monde qui, avec Cabriol, le regretterait. Quant à Clermonde, quel mal lui ferait-il, en se tuant, puisqu'elle ne l'aimait pas? Tout au plus lui créerait-il un léger remords, et, ce léger remords, était-il vraiment tenu de le lui épargner? Ah! Dieu, non!...

Enfin venaient les arguments suprêmes, ceux de la société, de la patrie, de l'humanité. Mais là chaque mot du philosophe de Genève prenait aux yeux de celui qui le lisait cent cinquante ans plus tard, au milieu des affres de cette guerre monstrueuse, un sens de la plus amère ironie.

Et la société à qui tu dois ta conservation, tes talents, tes lumières; la patrie à qui tu appartiens, les malheureux qui ont besoin de toi, ne leur dois-tu rien? Parmi les devoirs que tu comptes, tu n'oublies que ceux d'homme et de citoyen!...

Quelle société? quels malheureux? quelle patrie?...

Des devoirs envers une société qui s'entre-tuait sauvagement ou regardait cyniquement s'entre-tuer les autres? Des devoirs envers une société où régnaient souverainement le meurtre, l'assassinat, le crime, le débordement des plus furieuses passions, à moins que ce ne fussent l'ignoble peur, la complicité louche, l'hypocrite rapacité ou l'infâme lavement de mains de Ponce-Pilate? Envers une société de bêtes déchaînées, de bandits, de faussaires, de maquignons ou de pleutres? Envers cette abominable société mobilisée tout entière par la brutalité des armes, les compromissions de la politique, la rage de l'agio ou la divagation des utopies?...

Les malheureux à secourir!... Quels étaient-ils, ces malheureux? Les masses populaires qui grondaient la révolte, préparaient la lutte de classes, rêvaient d'expropriations, de pillages, de massacres! Fallait-il leur tendre main, pour qu'ils la saisissent et la tordent d'un geste sec, avides de vous couper les poches et de

vous plonger leur couteau dans le flanc? Ou fallait-il les amadouer par de viles aumônes pour essayer de faire d'eux les ilotes d'une ploutrocratie corruptrice ou les sordides tartufes d'une religion de servilisme?...

Quant à la patrie... la patrie!... Où était-elle, la patrie?... Était-elle à Berne, à Zurich, à Genève? Était-elle avec les germanophiles ou avec les neutralistes? Était-elle au Palais Fédéral, où flottait la croix blanche, avec Hoffmann et Schulthess? Était-elle à l'État-major avec un général Wille, un colonel Sprecher et un Berthold von Giessbach?... Était-elle même, cette patrie, à l'Agence des Prisonniers de guerre qui, sous le signe de la croix rouge, dispensait ses offices d'une main égale sur les assassins comme sur les victimes?...

La patrie! les malheureux! la société!... Les devoirs de l'homme et du citoyen!... Quelle formidable plaisanterie!

Où est ce vertueux patriote qui refuse de vendre son sang à un prince étranger parce qu'il ne doit le verser que pour son pays, et qui veut maintenant le répandre en désespéré contre l'expresse défense des lois?...

L'exclamation de Cabriol partant pour la frontière lui revint à l'esprit : « Pourvu qu'on ne nous envoie pas contre les Français! » Car c'est à quoi l'on s'exposait, maintenant, à vouloir réserver son sang pour « son pays ». Ah! mieux valait, certes, aller non plus le vendre, mais le donner à un « prince étranger! » Au moins pouvait-on ainsi choisir la cause pour laquelle on se battait!...

Peut-être cette solution eût-elle convenu à Simon de Sergy. Peut-être se fût-il décidé, pour que sa mort pût servir à quelque chose, à choisir librement la cause qui lui paraissait digne de recevoir le don de son sang. Mais il était physiquement inapte au service armé. Son pays ne l'avait pas recruté. Le « prince étranger » refuserait son sacrifice.

Non, Simon de Sergy n'avait rien à réserver. Il n'avait aucun devoir, ni envers son pays, ni envers personne. Il pouvait sans scrupule disposer de lui-même.

Ramené à la vie par le prêche du lord anglais, Saint-Preux avait renoncé à la mort. Lui, Simon de Sergy, se tuait.

Il rejeta le volume.

Sous le reflet de la lampe électrique, le court canon du revolver luisait d'un éclat gris.

Mais dans le geste qu'il avait fait pour repousser le livre, la *Nouvelle Héloïse* avait été culbuter sur le plan de Verdun. Quelques-uns des petits drapeaux qui marquaient les fluctuations du front avaient été renversés. Un choc se fit en lui. Il vit soudain, comme

dans un diorama fantastique, se dresser l'enchevêtrement des collines de la Meuse, leurs flancs ravagés, leurs bois brûlés, la côte de l'Oie, la côte du Poivre, la côte de Talou, Thiaumont, la Caillette, la ceinture ébréchée des forts, Douaumont, Vaux, et la ville, la ville tragique et foudroyée, où fumaient les incendies, où s'écroulaient les édifices. Et il vit, remué d'angoisse, l'innombrable lacis des tranchées, les lignées de casques d'acier oscillant lentement sous la lune, le long cheminement des capotes bleuâtres, le frissonnement des baïonnettes, les sacs de terre, la boue, l'irradiation des fusées, les éclairs des canons, et, par-dessus les glèbes éventrées, le sursaut des blessés, les recroquevillements des morts, le champignonnement macabre des ossements... Verdun !... Verdun !...

L'intensité de l'hallucination le bouleversa. Une sueur froide couvrit son front. Dans sa poitrine saisie son cœur lui sembla suspendre un instant ses battements.

Il se vit alors si petit, si infime, si dénué de la moindre importance devant ces événements gigantesques, qu'il lui parut impossible de penser encore à lui. Il comprit l'indécence de l'acte que quelques minutes auparavant il s'apprêtait à accomplir. L'idée que le lendemain l'annonce de son pauvre suicide alimenterait la presse, en même temps que les télégrammes formidables des batailles, lui fit horreur. Le décompte émouvant des tués de Verdun serait un soufflet sur sa misérable face trouée.

Pouvait-il mêler son honteux cadavre à ces morts héroïques?...

Il se leva tout chancelant.

La blanche lueur de l'aube naissante baignait la chambre. Il alla ouvrir la fenêtre. Un air vif et frais pénétra ses poumons. Il respira, surpris. Une dernière étoile pâlissait à l'occident.

Dans un jardin voisin un pinson chanta.

Louis Dumur.

(*La fin au prochain numéro.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

APRÈS L'ÉLECTION DE HINDENBURG

Si les morts vont vite, outre-Rhin, les vivants s'entendent parfois à distancer les morts. L'élection de Hindenburg en est une preuve.

Les journaux amusants, qui s'ingénient à dresser les rapports de parenté entre frères qui épousent, par exemple, la mère et la fille, ont maintenant de quoi s'occuper en recherchant quelle devrait être l'attitude légale de la force publique en Belgique, en France, au cas où l'ancien numéro 237 s'aviserait d'y mettre le pied. Tout dernièrement encore un tribunal belge ne prononçait-il pas une peine rigoureuse contre un général allemand, moins coupable que Hindenburg? Ne dépendrait-il pas des victimes du vieux soudard de mettre en mouvement la justice et d'obtenir contre le tout-puissant président d'Empire une condamnation infamante? Comment la justice française accueillerait-elle une pareille demande? Si elle la repoussait, ce serait la preuve officielle — et d'ailleurs surérogatoire — que le traité de Versailles a bien cessé de fonctionner.

Six ans, c'est peu de chose, pourtant. Quand on songe que des traités plus que centenaires règlent les relations de la France avec maintes nations voisines, on saisit mieux le caractère rebelle de l'Allemagne, incapable de supporter aucun joug, si ce n'est ceux qui l'écrasent.

Voilà donc sur le trône — car c'est un véritable trône que le fauteuil fabriqué à Weimar — un homme qui devrait être aux galères.

L'ambassadeur de France ira saluer le premier ce contumace. Il faudrait un Victor Hugo pour épuiser les antithèses de cette situation, un Grosclaude pour en nuancer le comique. Ce qui la rend tragique, c'est l'acceptation délirante de l'Allemagne. Quand on dit que le maréchal a été élu par quatorze millions d'électeurs et un million de majorité, on n'exprime que des chiffres morts et trompeurs. En réalité, la troupe des adhérents de Hindenburg est bien plus considérable. Elle se compose non seulement de ses partisans absolus, mais de ses partisans relatifs, éventuels. Si l'extrême gauche et la gauche ne s'étaient pas, avec un sens admirable de leur définitive impopularité, aplaties sans réserve devant la candidature ultra-modérée du docteur Marx, les électeurs de Hindenburg auraient été bien plus nombreux. En réalité, il y a au bas mot en Allemagne, sur trente millions de votants, vingt millions qui approuvent les résultats du scrutin du 26 avril. Il n'y en a pas plus de cinq millions qui y répugnent. Conclusion : Hindenburg — ou sa clique — est le maître du pays. Il peut faire ce qui lui passera par la tête. Quand on prétendait que les réactionnaires se déconsidéraient en supprimant leurs adversaires par la violence, on prouvait qu'on ne connaissait pas la psychologie de l'âme germanique.

Ce qui est plus intéressant à parcourir que les journaux allemands, ce sont les journaux français de gauche, surtout quelques jours avant le vote. Pour eux aucun doute ne pouvait être élevé. Le candidat démocrate, le candidat du Cartel — car le Cartel, en Allemagne, plonge sa démocratie dans l'eau bénite — devait triompher. C'était écrit, en vertu du Progrès et de l'Évolution. Un des correspondants les mieux informés, les moins fantaisistes, que la presse de gauche entretienne à Berlin, écrivait dans sa revue avec un contentement manifeste que la candidature Hindenburg n'était qu'une extravagance de mauvais goût, dont le docteur Marx allait profiter inévitablement. Quand cette appréciation parut, Hindenburg était élu.

Ce n'est pas le seul diptyque : *Avant l'élection — près l'élection* que nous soyons ainsi amenés à faire. Que penser des innombrables journaux, surtout français et américains, pour qui la victoire de Hindenburg devait prendre la signification d'un défi? On croyait ainsi intimider les suffrages de droite, fournir aux républicains une arme de plus. Comme si l'Allemagne, l'éternelle Allemagne du *Lusitania* était nation à subir pareilles pressions! Que reste-t-il aujourd'hui de cette interprétation romantique? Le défi a été lancé, dans toute la sérénité de leur inconscience, par des millions d'Allemands. Qu'en est-il résulté? — Des explications, dont nous allons voir tout à l'heure le bien ou le mal fondé.

Bornons-nous pour le moment à ouvrir un nouveau et préalable diptyque : le diptyque des pacifistes : « Le jour où les jeunes gens et les femmes voteront, affirmaient-ils, ce jour-là, la guerre aura virtuellement disparu de dessus terre. » Ces gens-là raisonnaient, suivant le cas, avec leur lâcheté, avec leur cœur, avec leur sagesse. Ils ne raisonnaient point avec l'âme exaltée d'un *Bursche* sportif et orgueilleux, d'une femme portée à tous les excès romanesques. *Bella matribus detestata*, disait Horace. Mais un autre Latin observait : *Ferrum est quod amant.* Il y a même là-dessus un sonnet de François Coppée. L'élection du maréchal le rend tout à fait d'actualité.

C'est donc en vain qu'on aura méthodiquement abaissé l'âge de l'électorat, en vain qu'on aura convié les femmes, mères, épouses, fiancées, amoureuses, grand'mères, à l'austère examen de conscience qui précède les votes, dans l'espoir de dresser contre le bellicisme ses ennemis-nés. L'Allemagne juvénile et féminine — on attribue en effet pour beaucoup la victoire du 26 à ces deux catégories de votants — répond à ces profonds calculs par un élan de tout son être vers l'homme des visites médicales obligatoires, l'homme des déportations de jeunes filles, l'homme des vergers coupés, l'homme de la guerre sous-marine à outrance, l'homme qui, en 1917, prévoyait si peu l'avenir qu'il exigeait, au moment même où l'Autriche lassée nous abandonnait le pays d'Empire, un redoublement de sévérité dans le régime dictatorial de l'Alsace-Lorraine. Sans doute, les autorités militaires allemandes ne poussèrent jamais la conscription jusqu'à la férocité dont firent preuve nos libres institutions républicaines ; il n'en reste pas moins que Hindenburg demeure, de l'autre côté, comme de ce côté-ci du Rhin, le symbole de la guerre et de la revanche. C'est lui qui a déclaré : tout ce qui fut allemand doit redevenir allemand. Superbe programme, mais comment le réaliser sans de nouvelles tueries? Eh bien, à ces promesses-là, les futurs ouvriers, les futures victimes de la revanche ont répondu, avec leurs mères, leurs femmes et leurs sœurs : faites vite.

Sans doute, comme je le disais, on explique. On explique toujours. On peut toujours tout expliquer, contester, nuancer. Supposez le cataclysme social ou naturel le plus épouvantable qu'il vous plaira, il se trouvera toujours quelqu'un le lendemain pour rassurer ce qui reste de galerie en se rassurant soi-même : « Après tout, rien n'est perdu... Attendons... L'avenir reste ouvert... on ne sait jamais. » Les avocats du fait accompli ont toujours pour eux, en période calme, la majorité des gens et c'est bien là-dessus que tablent les partisans de la violence et de l'esbrouffe.

D'après nos bons apôtres, il ne faut pas se frapper. Et les voilà qui

donnent leurs raisons. D'abord le bloc républicain n'a pas été entamé. On retrouve intégralement le 26, sous l'étiquette du docteur Marx, les trois tronçons républicains du 5. Aucune défection ne s'est produite. Les républicains n'ont pas été *entamés*, ils ont été *débordés*. Formule heureuse, élégante. Désormais tout général qui aura perdu la bataille pourra alléguer : pardon, je n'ai pas été défoncé, j'ai été tourné. Les amateurs de résultats trouveront la différence négligeable.

Évidemment les promoteurs monarchistes de la candidature Hindenburg savaient pertinemment que le nom du maréchal, à lui seul, valait mieux qu'un programme. Autrement ils se seraient contentés du docteur Jarres. S'ensuit-il que le prestige très personnel d'un candidat fasse du tort aux doctrines qu'il représente? Demain, s'il plaît à Hindenburg de se faire le champion ouvert d'une restauration monarchique, croit-on que son prestige personnel cessera de jouer? Croit-on que les votes juvéniles, féminins, qui, paraît-il, l'ont porté au pouvoir, conjointement avec la grosse masse des abstentionnistes, expulsés de leur indifférence par l'apparition du vieux météore de guerre, croit-on que ces votes cesseront de lui être acquis? Croit-on qu'à ce moment-là, les vieilles sympathies monarchistes du Centre ne se feront pas jour? J'estime au contraire que l'adhésion active du maréchal à une restauration monarchique aurait pour résultat d'étendre encore son prestige et que le bloc républicain serait non plus seulement débordé, ce coup-là, mais mordu très sérieusement.

De même, on veut prêter au scrutin du 26 une signification confessionnelle. De fait les évangéliques ont mené une rude campagne contre le docteur Marx, l'homme de la masse. Il eût été amusant de voir l'Allemagne présidée par un clérical. Les préjugés luthériens ne l'ont pas permis. Encore une objection qui devra se modifier le jour où Guillaume II, si bien vu des évêques et archevêques catholiques, entrera en scène. Le dépit légitime que certains catholiques zélés peuvent nourrir aujourd'hui contre Hindenburg, l'élu un peu voyant des pasteurs protestants, cessera d'avoir une signification avec Guillaume ou le kronprinz. Bref tous les arguments que l'on donne pour retirer à la victoire Hindenburg une signification agressive, se retournent contre ceux qui les agitent, étant donné que le maréchal ne s'est décidé, à son âge, à briguer un pareil mandat que sur les objurgations de l'ex-kaiser et de l'ex-kronprinz. Inutile de chicaner. Notre défaite est complète ; surtout par ce qu'elle présage.

Il va de soi que les illusions du Cartel des gauches sont bouleversées. Inutile, l'abandon de la Ruhr, inutile le plan Dawes, inutiles les gages de détente, inutiles les projets de pacte à trois, à quatre. Mais M. Briand

n'est pas moins touché que M. Herriot. La semaine d'avant le scrutin, ne laissait-il pas entendre, dire et commenter que si M. Marx était élu il ne s'opposerait plus à la réunion de l'Autriche au Reich? On donnait sur ce ralliement de la dernière heure les explications les plus minutieuses. Il fallait que le Reich prît enfin au sérieux l'article 18 de la Constitution de Weimar, qui prévoit le démembrement de la Prusse.

Désormais la Prusse devait se cantonner dans les territoires à l'est de l'Elbe. On créerait un Hanovre, une Westphalie, une Rhénanie autonomes. A cette confédération d'états germaniques, dont aucun ne l'emporterait désormais sur les autres, rien n'empêcherait plus d'adjoindre une Autriche autonome elle aussi. Bien entendu on spécifiait qu'un tel projet deviendrait impossible avec Hindenburg.

Le marché aurait pu séduire des Italiens, des Orientaux. Il devait échouer auprès de ces Allemands sans finesse, adonnés aux jeux sommaires de la force et du tas... M. Briand, qui écrivait en 1917 à M. Cambon qu'à son gré la Prusse ne devrait plus pouvoir remettre le pied sur la rive gauche du Rhin, en sera quitte, après un gros soupir, pour faire comme les autres et présenter au vieux bandit ses vœux de bonheur. Il faut dire adieu à l'article 18.

Quelle va être la politique d'Hindenburg? Réclamer d'abord l'évacuation de Cologne, ensuite lier probablement la question du pacte à celle de la réunion autrichienne et peut-être de la révision des frontières polonaises. Chose bizarre : comme presque tous les grands Allemands, comme Moltke, comme Radolin, comme Beethoven, comme Leibniz, comme Nietzsche, comme Kant, Hindenburg n'est pas d'origine germanique. Il est d'extraction polonaise et s'appelle Ganetzky. Sa sœur a même traduit un certain nombre d'œuvres polonaises... Cela ne l'empêche pas d'être Prussien jusqu'à la moelle, la Prusse étant une discipline plus qu'une nationalité.

Pour le moment il s'applique à réconforter l'opinion. Cela va de soi. Il n'agite ni son sabre, ni son panache. Il conserve le docteur Luther. Il s'affirme partisan de la paix. Cela va durer au moins jusqu'au mois de juin. Ne convient-il pas de rassurer les Anglais, d'ailleurs si faciles à rassurer? C'est à ce moment que M. Briand aura à Londres des entretiens décisifs avec M. Chamberlain.

Si nous avions un peu d'énergie, notre premier geste devrait être de rappeler notre ambassadeur à Berlin. Il est inadmissible que nous entretenions des rapports personnels avec un individu qui fut accusé, et convaincu, par les Alliés réunis, d'actes de sauvagerie indignes d'un soldat. Un pareil geste mettrait de la clarté dans le débat tant du côté allemand que du côté anglais. Nous y perdrions les versements

du plan Dawes? Pour ce que nous en toucherons, de ces versements! A l'heure actuelle rien ne doit être mis au-dessus de notre liberté, de nos franches coudées. Toute autre attitude nous condamnera aux lenteurs, aux enlisements où nous avons déjà perdu le plus clair de notre victoire.

La réponse ne serait-elle pas pertinente? Vous voulez Hindenburg? Soit. Gardez-le. Au surplus il faudra bien, tôt ou tard, en venir là. C'est exactement comme avec la Russie. Si l'on croit qu'il est possible, avec ou sans Voline, d'avoir des rapports corrects avec cette collection de sauvages que sont les bolchevistes, on se trompe furieusement. Hindenburg ne vaut guère mieux, dans son genre. Ne voyez là nul paradoxe. C'est le bon sens même. Ce qui est paradoxal, c'est notre gouvernement qui semble admettre comme un phénomène plausible le retour aux affaires, comme dictateur non plus imposé, mais acclamé, d'un Hindenburg.

N'en croyez pas les libéraux de tous les pays. Hier encore les gens du *Corriere della Sera*, qui, pourtant, devraient savoir à quoi s'en tenir en matière de réaction durable, opinaient doucement qu'Hindenburg était une simple réédition de Mac-Mahon, que les électeurs du docteur Marx vivaient toujours, que leur bloc subsistait, qu'on n'entrave pas certains mouvements profonds, comme le mouvement démocratique. Il n'y a aucun rapprochement à faire entre l'Allemagne où le désaccord ne porte que sur la question du régime et la France de 1875 tiraillée entre la République et trois formes au moins de monarchies historiques. Je ne vois qu'une issue, par où les pronostics rassurants du *Corriera della Sera* pourraient se frayer un chemin, c'est la mort simultanée du maréchal, de Guillaume et de ses fils.

Comme cette hypothèse n'a rien de probable, il est logique de supposer que la courbe du redressement monarchique va poursuivre en Allemagne son ascension, puisqu'en Italie, en Angleterre, en Amérique et en France les simples données du sens commun ne frappent plus personne.

René Johannet.

L'avenir de la démocratie, d'après un Américain.

Le *Journal of Heredity* est l'organe de l'Association américaine de génétique. Cette publication dirigée par des hommes de science s'occupe principalement des questions relatives à l'hérédité, aux lois de Mendel, à la variation dans les espèces, etc.

Le numéro de janvier contient, sous la signature de M. J.-H. Kempton, un article qui nous a paru devoir intéresser les lecteurs français et dont nous allons donner de larges extraits. L'intérêt de cette critique de la démocratie tient à ce qu'elle est écrite par un citoyen de la grande république américaine. Cependant on voit fort bien que l'auteur, bien qu'il ne le dise pas, ne conçoit pas d'autre source, pour l'obtention du pouvoir, que l'élection.

L'article est intitulé : *l'Avenir de la démocratie* et nous prions le lecteur de toujours se supposer Américain pour suivre la pensée de l'écrivain.

Les « insectes organisés ».

« Les premiers efforts des civilisations démocratiques modernes furent dirigés principalement vers l'obtention d'un développement complet de l'emploi des facultés de l'individu. Dans ce but la doctrine de la liberté et de l'égalité des hommes a été promulguée avec le dessein de surmonter les inégalités devant la loi. Dans ce pays (1), on a fait un effort de plus pour assurer sans entraves le développement des facultés, presque sans tenir compte de la situation financière, par un système d'enseignement universel, défrayé par l'impôt. Sous l'influence de ces deux changements importants par rapport aux conditions antérieures, il s'en est suivi une ascension sans précédent de l'individu, ascension qui a atteint son apogée à la fin du dix-neuvième siècle. Juste avant la fin du siècle, les administrateurs de grandes entreprises capitalistes s'aperçurent des avantages de la coopération, avantages que les ouvriers aussi ne furent pas longs à apprécier et à saisir.

« Les communistes ont prévu une partie des difficultés qui se présenteront dans un conflit entre de grandes organisations concurrentes et ont cherché à les éviter en réunissant tous les travailleurs dans une seule union. Si l'on y réussit, en ce sens que les divers groupes en opposition, comme l'agriculture et l'industrie, peuvent être maintenus dans leurs sphères propres, la société humaine sera devenue très analogue à celle de quelques insectes sociaux bien connus comme les fourmis ou les abeilles. Ces organisations ont démontré leur longévité, mais nous ne pouvons perdre de vue le fait que dans ces cas d'insectes organisés, il reste bien peu de diversité individuelle, chaque spécialité ayant atteint un point mort de capacités. Il est douteux que l'espèce humaine puisse être réduite à une telle condition d'uniformité individuelle, à moins que la population future du monde ne soit issue dans son intégralité des niveaux les plus bas de l'intelligence.

« Il est difficile de se figurer quel stimulant il y aurait pour l'exis-

(1) Les États-Unis.

tence dans un monde où tous les produits des capacités de chacun seraient expropriés au profit d'une classe moins habile. Pourtant une organisation de ce genre est envisagée par le régime communiste actuel en Russie dont les conceptions doivent être considérées comme le dernier stade dans la socialisation. Probablement, la seule récompense permise pour des efforts méritoires dans une telle organisation est un certain sentiment agréable et altruiste et on a peine à imaginer que la civilisation continuerait longtemps à avancer sans autre stimulant. Il paraît certain que les individus supérieurs, mis hors d'état de diriger leurs propres destinées d'une façon appropriée à leurs facultés, resteraient sans postérité plutôt que de soumettre leurs descendants à de telles conditions. Avec la fin des lignées héréditaires, comprenant les éléments supérieurs de la population, le naufrage de la civilisation arriverait. La dissolution de la société telle que nous la connaissons maintenant ne viendrait pas sous la forme d'un cataclysme, mais elle n'en serait pas moins certaine...

Gouvernement par les inférieurs.

« Ceux qui se refusent à reconnaître les probabilités peu agréables du gouvernement par les inférieurs, ont interprété les récentes élections en Grande-Bretagne et aux États-Unis comme indiquant un recul du radicalisme. En considérant les événements passés, cette conclusion paraît erronée. La tendance générale de l'histoire moderne est celle de l'accroissement de pouvoir pour le prolétariat, la dernière décade témoignant d'une accélération sans précédent dans ce sens.

« La montée du radicalisme n'a certainement pas atteint sa limite et, si tant est que les récentes élections ont une signification, tout ce qu'elles indiquent est un arrêt momentané dans la marche des masses.

« Que la prise du pouvoir par les masses soit applaudie ou déplorée dépend de la façon plus ou moins littérale dont on interprète la doctrine de la liberté et de l'égalité pour toute l'humanité. Sous ses aspects strictement légaux, cette doctrine est acceptée, au moins en principe, par tout le monde, mais, malheureusement, on a donné au principe une application plus large que les faits ne le justifient. Les biologues sont d'accord pour reconnaître qu'au sens biologique l'égalité humaine tant proclamée n'existe pas et ne peut être obtenue.

« Si les qualités innées des hommes ne sont pas égales, quel est l'avenir réservé aux gouvernements fondés sur le suffrage égal? La population du monde augmente avec une rapidité effrayante, qui, en elle-même, constitue un problème sérieux, mais de plus, il semble hors de doute que les éléments les moins doués se reproduisent avec plus d'intensité que les plus doués.

« On a suggéré l'idée que probablement on arrivera à un équilibre

entre les compétents et les incompétents, dû seulement au fait que les derniers dépendent, pour leur existence, des premiers, la relation étant celle de parasite et d'hôte. Bien que ceci semble la conclusion la plus optimiste à laquelle nous puissions arriver dans la situation où nous sommes, on ne peut l'accepter comme une certitude. Il est vrai que si la population atteint le chiffre limite auquelle elle peut vivre avec les ressources alimentaires du monde, une certaine moyenne d'êtres intelligents sera nécessaire pour la maintenir à ce niveau.

« Cependant les données que nous avons indiquent que l'élément intelligent, au détriment duquel agit la situation économique, ne se reproduit plus et il n'y a rien pour empêcher la submersion complète des individus compétents, longtemps avant qu'on n'ait atteint la population maxima correspondant aux vivres disponibles. Dans ce cas, la population n'arriverait jamais à l'extrême limite, mais deviendrait stationnaire au niveau que les efforts des incompétents seraient capables de maintenir.

« La pierre angulaire des états démocratiques modernes a été, et est encore l'instruction, mais l'instruction généralisée a atteint son summum et des signes de décadence apparaissent avec les nombreuses limitations numériques imposées par nos grandes universités. Avec une population composée, dans une large proportion, d'individus mentalement inférieurs, la question se pose de savoir si l'instruction universelle n'est pas actuellement un mal pour l'État. Le vieux dicton qu'un peu de science est une chose dangereuse, s'appliquerait ici et un peu de science est tout ce qu'une grande majorité est capable d'assimiler. Dans la pratique, on peut enseigner à lire à tout le monde, mais on ne peut apprendre qu'à un petit nombre *ce qu'il faut lire;* le résultat est que les individus doués d'une faible intelligence cherchent des lectures adaptées à leur niveau.

« Les opinions de la majorité des citoyens sont faites par la presse et c'est une caractéristique de notre vie nationale qu'on peut toujours trouver une presse vénale pour alimenter l'esprit des masses. C'est là qu'un peu de science devient dangereux parce que les électeurs de petite intelligence, manquant de jugement, sont gavés des plus atroces mensonges, relativement aux affaires de l'État, et abreuvés des plus absurdes théories économiques. Ce n'est pas par accident que les difficultés révolutionnaires de la république, notre voisine du sud (le Mexique), a eu pour origine l'activité des éléments à demi lettrés de la population et non du péon (1) agricole entièrement ignorant.

Gouvernement par la richesse.

« Le désir d'obtenir quelque chose contre rien est toujours suprême dans l'esprit des demi éduqués et c'est à ce désir que nos socialistes instruits font leur plus fort appel.

(1) Domestique agricole indigène dans les républiques hispano-américaines.

« Quand les masses l'emportent de beaucoup sur les capitalistes, en employant le terme dans son sens le plus large, le moment est venu pour un mouvement communiste, et, bien que l'argent puisse, jusqu'à un certain point, agir contre la simple puissance des votes, il arrive un jour un moment où la direction par la richesse n'est plus possible. Il est douteux que la conduite des affaires par une classe fondée uniquement sur la fortune soit à désirer, mais si la question se pose entre le gouvernement des incompétents et celui des hommes qui ont financièrement réussi, le choix n'est plus douteux. La civilisation d'aujourd'hui mesure le mérite intellectuel en grande partie avec l'unité monétaire, mais ceci n'est pas inévitable. Une classe dirigeante fondée sur les capacités intellectuelles serait bien à désirer, mais, avant de réaliser un tel désir, il devient essentiel de déterminer ce qui constitue des capacités intellectuelles.

Droit de vote et capacité intellectuelle.

« Au temps présent, on est peu d'accord sur le meilleur moyen d'apprécier l'intelligence, surtout dans le jeune âge, si ce n'est qu'elle est héritée et peut-être prédite d'après ce qu'ont fait les parents. Bien que l'étude de l'ascendance des individus supérieurs montre qu'un petit nombre de lignées ont fourni une grande proportion des gens de grande capacité, il n'y a aucun doute qu'un homme supérieur surgisse de temps en temps d'une lignée inattendue. L'inverse semble vrai également, des parents doués ayant exceptionnellement des enfants qui ne le sont pas. Une aristocratie héréditaire, par conséquent, ne peut pas se maintenir longtemps, même si elle a été composée au début des meilleurs éléments de la population. L'idéal vers lequel nous devrions tendre nos efforts serait une organisation dans laquelle les intellectuels, quelle que soit leur ascendance, seraient assurés d'une large part dans la conduite de la civilisation, sans être gênés par la masse des cerveaux bornés.

« Si une manière sûre d'estimer la capacité potentielle devient possible avant que l'augmentation des masses n'ait complètement submergé l'élément intelligent et plongé la civilisation dans l'abîme, alors on devra établir la qualification de votant en la fondant sur le mérite. Bien que de grands efforts soient maintenant nécessaires pour pousser les votants à exercer leur privilège, ces efforts sont dirigés principalement sur les meilleurs éléments, la classe ignorante votant avec une désespérante régularité. Par suite, tout effort pour priver du droit de vote ceux qui sont mentalement inférieurs rencontrerait une désapprobation générale. L'autre solution est de donner aux éléments les meilleurs plus de voix, leur nombre de voix dépendant de leur capacité potentielle et, plus tard, de ce qu'ils auront accompli. »

L'auteur s'étend ensuite sur la possibilité d'établir un système

accordant un nombre de voix proportionné au mérite ; il cite des écrivains, dont Mark Twain, qui ont énoncé la même idée. Il dit qu'on doit essayer quelque chose de ce genre, « car nous ne pouvons conserver la position actuelle qui n'est pas tenable ».

Sa conclusion est que si l'on ne fait rien pour contre-balancer le poids injustifié du vote des inférieurs, la civilisation, qui a avancé dans les derniers siècles, est en danger de disparaître.

Comme nous l'avons dit en commençant, il est intéressant de voir ce cri d'alarme poussé par un citoyen des États-Unis ; il est intéressant aussi de remarquer que ce savant, préoccupé d'un danger qu'il voit imminent, après avoir évidemment cherché toutes les solutions possibles pour y parer, ne peut concevoir d'autre origine pour le pouvoir que l'élection. Il trouve le palliatif de donner plus de voix au plus intelligent, mais il n'a jamais fait l'observation qu'un vote, même dans les cénacles les plus intellectuels, donne constamment des résultats déconcertants et que le suffrage restreint, dans l'Europe du dix-neuvième siècle, n'a pas produit de meilleurs effets que le suffrage universel.

Marquis de Charnacé.

LES LETTRES

CHODERLOS DE LACLOS

On a lu les *Liaisons dangereuses*. On a fermé ce livre unique dans l'histoire des mœurs, sur une impression singulière, faite à la fois d'horreur pour un tableau si noir, et d'admiration pour une si vive peinture, pour la connaissance profonde qu'elle révèle des plus secrets ressorts du cœur, pour le génie d'intrigue dont témoigne ce beau roman si bien noué, pour la dextérité de l'auteur à jouer sur un clavier de sentiments si étendu et si divers, et cet art de caractériser si nettement les visages de ses héroïnes, au point qu'elles figurent depuis près d'un siècle et demi parmi les plus représentatives images de l'innocence abusée et rouée, de la vertu sublime et de la perfidie atroce : Cécile Volanges, la présidente de Tourvel, l'étonnante Mme de Merteuil. Cependant, une curiosité subsiste, qui ne va pas sans engendrer quelque malaise. On se détourne du livre et de ses personnages dessinés au burin sur le cuivre rongé d'acide, pour en dévisager l'auteur : on voudrait savoir quel il fut, comment il a appris le monde, ce qu'il en a vu, où donc il a fait ses écoles... Cet homme reste indéchiffrable. Il ne livre à personne son secret. C'est vraiment un auteur masqué : le modèle le plus irritant qui soit, un homme qui sait tout de vous, quand vous ne savez rien de lui.

Sans doute, on connaît la vie de Pierre-Ambroise Choderlos de Laclos. Sa figure nous est conservée. A Versailles, on peut voir son portrait, peint par Boilly : visage à l'œil clair, ardent, intelligent,

concentré, légèrement penché en avant pour mieux voir, et par en dessous ; agréable d'ailleurs, mais maître de lui, et qui ne donne point de prise au spectateur. L'autre portrait, de Ducreux, ne ressemble au premier que par les yeux grands, bien faits, mais au regard vague, un regard de pose ; le reste du visage est fin, d'une élégance plus symbolique de l'époque que fertile en renseignements sur l'individu : gravure jolie, mais qui ne dit rien. Si l'on cherche ailleurs, on pourra voir passer Laclos à travers les souvenirs des contemporains, mais travesti. Le duc de Levis l'a rencontré dans le salon de Mme d'Angivilliers ; il nous le montre froid, « spirituel sans être aimable » ; Talleyrand a parlé de son ambition, de son esprit et de sa mauvaise réputation « qui l'avaient fait regarder par M. le duc d'Orléans comme un homme à toute main, qu'il était bon d'avoir avec soi dans les circonstances orageuses. » L'intrigante Mme de Genlis ne cache pas son horreur intéressée pour un homme capable de la supplanter, quant à l'influence, sur Philippe-Égalité, son amant. Tilly, ce mauvais sujet, que l'on retrouvera plus loin, n'a vu en lui que l'auteur d'un livre à la mode, fort scandaleux, bon connaisseur du cœur des femmes ; et s'il nous a livré, dans ses spirituels *Mémoires*, les seuls renseignements utiles que nous possédions sur l'origine des *Liaisons* (car si l'on excepte ses lettres à Mme Riccoboni, faites un peu pour la galerie, Laclos n'a rien laissé qui soit de nature à expliquer son livre et ses dessous, que cette confidence arrachée un soir, à son ennui, par un mondain curieux, d'ailleurs doué de pénétration), ces renseignements ne suffisent pas à lever le masque, et l'énigme de Laclos reste entière.

Les archives non plus ne permettent point de la résoudre. Les dossiers Laclos, du ministère de la Guerre ; les papiers légués par la famille à la Bibliothèque nationale ; les documents relatifs au rôle révolutionnaire de l'écrivain, « homme à toute main » du duc d'Orléans, ouvrent quelques jours sur l'étrange carrière de cet artilleur psychologue, que Stendhal lui-même, qui le connut en Italie, peu de temps avant sa mort, n'a pas songé à nous expliquer. C'est que l'énigme de Laclos est un mystère psychologique, que les faits ne suffisent pas à éclairer. Seules les lettres de l'auteur des *Liaisons dangereuses*, datées des années 1770-1785, aideraient à nous faire une plus nette idée de lui ; mais on n'en possède point de cette époque, et celles qui ont été publiées sont des lettres intimes, adressées de la prison de Picpus, pendant la Terreur, à sa femme, par l'ancien membre de la faction d'Orléans, ou plus tard encore, à son fils. Lettres familières, bourgeoises même, qui non seulement ne nous révèlent rien du Laclos qui nous intéresse, mais encore contribuent

à nous étonner, par l'homme qu'elles nous font connaître, sympathique d'ailleurs, et bien différent du Laclos que l'on attendait.

L'excellent livre consacré par M. Émile Dard au *Général Choderlos de Laclos* (pas plus que celui de M. Fernand Caussy) ne donne la clef du personnage, ni ne jette de nouvelles clartés sur ce que M. Dard appelle justement « le cours souterrain de son existence ». Dire que sa vie fut, comme son livre, « le roman d'un ambitieux », ne satisfait point notre curiosité ; ce n'est que justifier, dans une certaine mesure, la déconcertante biographie du militaire et du politique, sans permettre de mieux comprendre les desseins secrets de l'homme et les intentions du romancier. Ambitieux d'ailleurs ne signifie rien ; c'est dire que l'homme est supérieur, le sait et voudrait tirer le meilleur parti de cette supériorité. Le grand crime !

Fils d'un secrétaire de l'intendance de Picardie et d'Artois, né à Amiens en 1741, au sein d'une famille cultivée, anoblie depuis peu, Laclos choisit l'armée pour y faire sa carrière, dans l'artillerie, corps où servaient de préférence « les fils de la bourgeoisie et de la petite noblesse, qui avaient du goût pour les sciences et peu d'appuis à la cour ».

Bien noté, plein de zèle, appliqué, avide à l'étude, le jeune officier ne fera jamais la guerre. Le traité de Paris le voue, dès sa sortie de l'école, au triste état de garnisaire, et n'ouvre à son ambition que l'espérance de l'avancement à l'ancienneté : la seule occasion qui lui fut fournie de faire paraître ses talents fut la construction d'un fort à l'île d'Aix, devant la Rochelle. Entre temps, et pour occuper ses loisirs, l'artilleur compose de petits vers spirituels qu'insère l'*Almanach des Muses*. On en signale aux bibliophiles la recherche amusante à faire, dans cette aimable collection, entre les années 1767 et 1780. Quelques-unes sont signées Laclos (ou La Clos), d'autres sont désignées par les seules initiales, Ch. de L..., suivies de la mention « officier de dragons » ou « officier du corps royal d'artillerie ». En veut-on ici un exemple?

Pierrette vous avez six ans
Et les goûts heureux de votre âge,
Le bonbon doit être un hommage
Pour vous au-dessus de l'encens...

écrit le poète à *Mlle de Saint-S..., en lui envoyant des mirabelles de Metz*. Une autre fois, il célébrera les *Souvenirs*, ou chantera les malheurs de *Lison :*

Lison revenait du village,
C'était le soir;
Elle crut voir sur son passage,
Il faisait noir,
Accourir le jeune Sylvandre.
Lison eut peur,
Elle ne voulut pas l'attendre :
C'est un malheur.
C'était le soir,
Il faisait noir,
Lison eut peur...

Il est possible que ces compositions fragiles aient su plaire aux contemporains amis de Boufflers, de Dorat, de Gentil Bernard. Bachaumont nous apprend aussi que ces premières productions du génie de Laclos, qui devait un jour écrire d'une autre encre, pouvaient même rencontrer « beaucoup de vogue », comme il advint de certaine *Épître à Margot*, qui fit « grand bruit dans la capitale à raison des allusions qu'on croit y trouver relativement à Mme la comtesse Du Barry... ouvrage bien fait d'ailleurs, mais dont l'auteur est obligé, par la raison ci-dessus, de garder l'incognito. »

Pourquoi craindrais-je de le dire?
C'est Margot qui fixe mon goût.
Oui, Margot? cela vous fait rire?
Que fait le nom? La chose est tout...
Je sais que son humble naissance
Etc...

Toutefois, ces préoccupations poétiques n'empêchaient point « l'officier du corps royal d'artillerie » de songer à sa carrière militaire, et d'y appliquer un esprit attentif, auquel la pratique de la discipline ne paraît d'ailleurs avoir rien fait perdre de ses qualités critiques. Comme plus tard à la prison de Picpus, après l'exécution de Philippe-Égalité, il reprendra, pour utiliser les loisirs de la détention, ses précédentes études de la Rochelle sur les « boulets creux » destinés au tir contre les navires, aux flancs desquels ils devaient, en se rompant, faire de plus larges déchirures, Laclos ne craignit point d'intervenir avec vigueur dans une grave querelle qui divisa, peu avant la Révolution, le corps du génie tout entier, sur le sujet de savoir si le système de fortifications préconisé par le maréchal pe Vauban était le meilleur. Dans sa *Lettre à MM. de l'Académie*

française sur l'Eloge de M. le maréchal de Vauban proposé pour sujet du prix d'éloquence de l'année 1787, le capitaine Laclos répondait hardiment par la négative, accusant l'illustre ingénieur de Louis XIV d'avoir passé sa vie à fortifier en ne faisant pas faire un pas à l'art de la fortification, et d'avoir enterré « des millions avec une effrayante prodigalité pour élever d'une main les mêmes places qu'il renversait de l'autre si facilement ».

De grandes protestations se firent aussitôt entendre contre l'imprudent blasphémateur. Le maréchal de Ségur, ministre de la Guerre, lança ses foudres : pour avoir sans autorisation préalable donné un avis si peu conforme à l'orthodoxie militaire, Laclos fut gravement réprimandé et renvoyé d'urgence à son régiment, duquel « il est parvenu à obtenir d'être absent depuis sept à huit années, et ce (écrit Gribeauval, grand maître de l'artillerie), par différents motifs qui tous me paraissent avoir été sa propre convenance. » Il recevait en outre l'ordre de ne plus rien publier sans autorisation. Laclos, qui venait de se marier et se trouvait alors en congé, rejoignit aussitôt son corps. Peu après, il adressait au ministre sa démission.

La Révolution trouve l'auteur des *Liaisons dangereuses* au Palais-Royal, où le vicomte de Ségur lui a fait obtenir la place de secrétaire des commandements du duc d'Orléans. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier de près la carrière fournie par Laclos dans l'ombre trouble de ce prince, ni comment, aux yeux de ses adversaires, il y devint, contre Mme de Genlis et au grand scandale de tous les ennemis du Palais-Royal, « l'âme du parti d'Orléans. »

Dès les journées d'Octobre, il est constant que Laclos « est parvenu... à rester seul en faveur et qu'il domine le duc autant qu'on peut gouverner un homme aussi léger, personne n'ayant sur lui un crédit permanent. » (Lettre du marquis de la Luzerne, ambassadeur à Londres, à M. de Montmorin.) Quelle ambition et de quel ordre, ou quelles haines l'auteur des *Liaisons* cherchait-il à satisfaire en poussant le duc d'Orléans à travers tant d'intrigues vers une improbable Régence, dont les événements déjà déjouaient l'idée? Le plus clair qu'il en retira fut d'attirer sur sa tête la plus forte partie de l'animadversion suscitée autour de lui par le prince ; et tant d'argent distribué par son homme de confiance ne paraît pas avoir épargné beaucoup d'hostilité à ce dernier, ni lui avoir valu même de reconnaissance. A Londres, où il suivit Philippe dans sa fuite, il travaille en secret tout le jour, menant l'intrigue et surveillant Paris, écrasé de correspondance, ne sortant point de son cabinet, écrivant sans cesse, toutes les lettres passant devant lui, déployant un grand génie diplomatique, somme toute, au service

d'un prince brouillon, plus occupé de ses plaisirs que de ses ambitions, bref peu digne d'un tel serviteur. De retour en France, Laclos se lance enfin dans la politique pour son propre compte, paraît aux Jacobins où il joue un rôle important, mais dans la coulisse, fonde le *Journal des Amis de la Constitution*, dénonce avec vigueur les adversaires, sans parvenir à mieux qu'à inquiéter tous les partis en traversant les intérêts de tout le monde. Écarté de l'Assemblée législative par les Jacobins, après sa retraite de leur club, ayant perdu la faveur du Palais-Royal, repoussé par la commune, il dut renoncer à toute action personnelle. C'est alors que Danton, qui lui gardait son amitié et sans doute appréciait son intelligence, le plaça auprès de Servan, au ministère de la Guerre. Là, l'ancien officier va pouvoir servir. Envoyé en qualité de commissaire du Conseil exécutif provisoire de l'armée auprès du généralissime, le vieux maréchal Luckner, Laclos vit rapidement la nécessité de faire rappeler cet incapable, et participa utilement aux mesures énergiques qui assurèrent le succès de Valmy. Mais cet honorable souvenir ne suffira pas à le sauver lors de la chute du parti d'Orléans : arrêté à son tour, emprisonné à l'Abbaye, relâché, arrêté de nouveau, enfermé à Picpus, il échappa miraculeusement à la guillotine. Peut-être fut-il épargné par Robespierre, comme le confident utile à conserver des secrets du Palais-Royal. Ses ennemis assurent qu'il dut son salut à sa collaboration aux discours mêmes de l'Incorruptible. Mais M. Dard s'en étonne avec esprit : « Si Laclos avait écrit les discours de Robespierre, celui-ci ne le lui aurait jamais pardonné. » Toujours est-il qu'il survécut. Les personnes qui ne l'aiment pas lui en tiennent un peu de rigueur.

Sauvé définitivement par Thermidor, l'avènement de Bonaparte allait ouvrir une perspective nouvelle aux souples talents de Laclos. Sans égard pour le règlement, la faveur du Premier Consul dont il avait peut-être aussi bien servi le coup d'État, le réintégra dans l'armée, avec le grade de général. On voit donc Laclos faire campagne sur le Rhin, puis en Italie. Il y devait mourir bientôt, en 1803, à Tarente, comme il s'apprêtait à s'embarquer pour Ancône sous les ordres de Gouvion-Saint-Cyr. Singulière carrière de soldat : qui n'a peut-être pas une seule fois vu le feu, et n'a pu illustrer son nom qu'en l'attachant à un roman !

Il y a de la malechance dans la destinée de cet homme supérieur. Voilà peut-être toute l'énigme de Laclos. Militaire, il quitte l'armée juste au temps que la Révolution pourrait lui fournir l'occasion jusque-là vainement cherchée de se distinguer bravement ; et il ne rentre dans le rang que vieilli, pour commander une réserve. Politi-

cien, il ne dépasse pas l'intrigue et, usé au service dangereux d'autrui, ne parviendra point au pouvoir. Quelles possibilités pourtant en sa faveur ! Il eut même Bonaparte dans son jeu ; mais son guignon particulier l'empêche de mettre à profit cette dernière chance inattendue ; et il meurt au port. Avec cela, l'homme intime n'est pas moins déconcertant. Combien de contradictions à l'image idéale que d'après son livre on pourrait, si l'on ne savait rien autre de lui, se faire de l'auteur des *Liaisons!* Cet atroce diffamateur, ce dénonciateur diabolique de la perfidie féminine, ce roué qui en sait trop long sur le vice pour ne pas l'avoir étudié en lui-même, ce Machiavel du sentiment est, dans le privé, tel que le découvrent ses lettres familiales, un homme de beaucoup de cœur, tendre, ému par Rousseau, sérieusement et fortement moral, tout à fait conforme, dans sa vie intime, aux plus idylliques héros de l'apôtre des cœurs sensibles. Si jamais Laclos a été Valmont, comme alors il aurait changé ! Petit officier en garnison à la Rochelle il s'amourache à quarante-trois ans d'une jeune fille de l'endroit, la séduit d'abord, il est vrai, mais l'épousera honnêtement pour réparer, et toute sa vie il adorera, du cœur et de l'esprit le plus bourgeois, dans le sens le meilleur du mot, cette bonne épouse fidèle. Lisez les lettres de Laclos à sa femme, à ses enfants, ses conseils à son fils aîné ; ce ne sont pas les billets de Valmont, pas plus que l'on ne saurait retrouver dans ses observations si morales, renouvelées d'*Emile*, sur l'*Education des filles*, l'encre avec laquelle il a dessiné sa redoutable marquise de Merteuil. Même on pourrait se demander si, en bon moraliste, et en cela exact représentant du moralisme de son temps, Laclos n'a pas simplement voulu tracer là, après le tableau de la maladie, l'ordonnance de la panacée. Au fond, afin de le connaître mieux, n'y aurait-il pas avantage à faire l'économie de tant de suppositions désobligeantes à son endroit? Et ne serait-il pas plus raisonnable, au lieu d'imaginer en Laclos un mécontent chargé de haine, tirant contre la société, pour se venger d'elle, le boulet rouge de son livre « infâme », d'admettre que Laclos est tout uniment un homme moral, qui, mêlé dans sa jeunesse aux agréables choses de son temps, a jeté sur le papier, avec un immense talent et dans une forme décisive, le tableau des « mœurs de son siècle » ; puis, passant de là à d'autres expériences, sans doute étonné du succès rencontré et du scandale produit par son livre de hasard, aura cherché ailleurs que dans la littérature l'emploi de ses facultés supérieures, sans s'aviser peut-être qu'il était plus fait pour pénétrer l'intrigue et le dessein d'autrui que pour se plier lui-même à son action et à ses ruses. A cet égard, on pourrait signaler une certaine ressemblance de Laclos

à Benjamin Constant, ambitieux comme lui papillonnant, et comme lui auteur par accident d'un seul livre qui se trouve également être un chef-d'œuvre, sans qu'ils aient l'un ou l'autre seulement songé à en écrire un. Tous les deux, Constant et Laclos, présentent le même type de l'amateur supérieur, et, bénéficiant l'un et l'autre d'une haute culture de l'esprit, d'une profonde connaissance des hommes et du monde, ayant acquis la science achevée du maniement des rouages psychologiques, ils ont donné leur plus forte mesure en deux romans définitifs, peut-être entrepris par gageure. Mais pareillement ni l'un ni l'autre ils n'ont jamais tourné toute leur activité au seul service de la chose littéraire, et lorsqu'ils se sont préoccupés d'autres voies où manifester de leurs dons, ils n'ont pas rencontré dans celles où leur hasardeux amour de l'intrigue les a successivement fait s'aventurer, une réussite analogue à celle qu'ils avaient un jour par hasard si pleinement trouvée dans la littérature.

Pour Laclos le prestige n'existe pas moins, de n'avoir écrit qu'un seul livre, mais qui va si loin et en dit si long, et révèle chez cet observateur une si large connaissance humaine. Qu'avait-il donc vu du monde? Où avait-il fait ses écoles?... Les *Liaisons dangereuses* datent de 1782 et parurent en mars. Laclos, alors âgé de quarante ans, avait obtenu un congé de six mois en septembre 1781 ; est-ce dans ce rapide délai qu'il écrivit en entier son livre? On peut le croire. Mais on peut supposer aussi qu'il en portait déjà l'idée en lui depuis longtemps. A Naples, Stendhal, dans une note de *l'Amour*, dit avoir lu chez le marquis Berio « un manuscrit de plus de trois cents pages, bien scandaleux,... la liste des grands seigneurs de 1778 avec des notes sur leur moralité, données par le général Laclos. » Est-ce le dossier des *Liaisons?* c'est probable et conforme à ce que rapporte Tilly, d'après la confidence qu'il sut obtenir de l'auteur, dix ans après la publication du roman.

Tilly avait désiré « démesurément » de connaître cet étrange Laclos, qui voyait si clair dans le cœur des femmes, où il s'entendait assez bien lui-même, pour les avoir tant pratiquées. Il ne le connut qu'assez tard, à Londres, chez le duc d'Orléans et chercha aussitôt à lui parler des *Liaisons*, pour « savoir de sa bouche ce qui tient à la fable ou à la vérité dans cette composition élégante et cynique », et d'apprendre de lui-même « tout le mystère de son livre, parce que, dit-il, j'étais persuadé qu'un tel ouvrage ne vient dans la tête de personne sans des données préliminaires. Mais il se défendit avec politesse et ne m'apprit rien de satisfaisant. Enfin l'ennui me le livra... »

Et Tilly rapporte la confidence de Laclos en quelques lignes qui

ne sentent pas l'invention et présentent même tout le caractère d'une ouverture spontanée, fidèlement notée, au moment même. « Après avoir écrit quelques élégies de morts qui n'en entendront rien, quelques épîtres en vers, dont la plupart ne seront jamais imprimées, très heureusement pour le public et pour moi, étudié un métier qui ne devait me mener ni à un grand avancement ni à une grande considération, dit Laclos, je résolus de faire un ouvrage qui sortît de la route ordinaire, qui fît du bruit et qui *retentît encore sur la terre quand j'y aurais passé.* » Tilly observe, en bon interviewer, que ces expressions un peu oratoires le frappèrent d'autant plus que la conversation de Laclos, « froide et méthodique, n'était nullement de cette couleur-là. » Laclos poursuit : « Un de mes camarades qui porte un nom célèbre dans les sciences avait eu plusieurs aventures d'un grand éclat... C'était un homme né spécialement pour les femmes, et pour les perfidies dans lesquelles elles sont maîtresses passées ; en un mot, *si c'eût été un homme de cour*, il aurait eu la réputation de Lovelace, et aurait été de meilleure compagnie que lui. Il m'avait pris pour son confident ; je riais de ses *espièglerie et l'aidais quelquefois de mes conseils*. Je lui avais connu une maîtresse qui valait bien Mme de Merteuil, mais c'est à Grenoble que je vis l'original, dont la mienne n'est qu'une faible copie ; une marquise de L. T. D. P. M., dont toute la ville racontait des traits dignes des jours des impératrices romaines les plus insatiables. Je pris des notes, et je me promis bien de les réaliser en temps et lieu. L'histoire de Prévan était arrivée il y a longtemps à M. de Rochech***, officier supérieur des Mousquetaires ; il en fut déshonoré ; on en rirait à présent. J'avais bien par devers moi quelques petites historiettes de ma jeunesse, qui étaient assez piquantes ; je fondis ensemble toutes ces parties hétérogènes : j'inventai le reste, le caractère de Mme de Tourvel surtout, qui n'est pas commun. Je soignai mon style autant que j'en suis capable, et, après quelques mois d'un dernier travail, je jetai mon livre dans le public ; *je n'ai presque pas su depuis sa fortune, mais on me dit qu'il vit encore...* »

Sur le succès du livre à son apparition, et la « prodigieuse sensation » qu'il produisit dans le public, c'est encore Tilly qu'il faut consulter. La mode s'en était emparée : « Les femmes se cachaient pour le lire plus qu'elles ne se cachaient d'accomplir ce qu'il enseigne. » L'auteur se vit du coup placé « entre le blâme et la louange, le mépris et l'estime, entre les écrivains distingués et ceux qui ont fait un usage funeste du talent d'écrire, entre les grands peintres de quelques vices et les corrupteurs de toute vertu » au point qu'on citait une dame, qui d'ailleurs aurait pu poser au naturel pour la Merteuil, dire

à son suisse, en nommant Laclos : « Vous connaissez bien ce grand monsieur maigre et jaune, en habit noir, qui vient quelquefois? Je n'y suis plus pour lui : si j'étais seule avec lui, j'aurais peur... » Et Grimm aussi a noté le sentiment d'admiration épouvantée que son livre au succès si prompt, si universel, valut aussitôt à l'auteur accueilli partout comme s'il eût été Valmont lui-même : « On le craint, on l'admire, on le fête ; l'homme du jour et son historien, le peintre et son modèle sont traités à peu près de même. » Il n'est pas certain cependant que toutes les femmes aient fait paraître un tel effroi devant Valmont : Marie-Antoinette avait un exemplaire de ce livre (somme toute à la gloire du pouvoir des femmes, sinon complètement à leur honneur), et pour ne pas choquer son entourage, par un scrupule délicat, elle l'avait fait relier de maroquin, sans que le titre en fût imprimé sur le dos. Cependant le plus juste point de l'opinion féminine à l'égard des *Liaisons dangereuses* me paraît bien avoir été donné par Mme Riccoboni, dans ses quatre lettres à Laclos lui-même, où la critique, la réprobation, l'admiration et finalement la sympathie se trouvent confondues avec une si heureuse finesse.

C'est en sa qualité de femme et pour le renom de son sexe que Mme Riccoboni, blessée par le caractère de Mme de Merteuil dans son cœur de Française et de patriote zélée pour l'honneur de sa nation, protestait auprès de l'auteur contre l'idée si révoltante des mœurs... et du goût de ses compatriotes que donneraient aux étrangers ses talents et sa facilité, non moins que les grâces de son style. Elle tenait au surplus que le caractère de Mme de Merteuil ne pouvait exister. Laclos répondit ; et il s'ensuivit de part et d'autre quelques pages fort vives, mais courtoises et fort intéressantes, car elles posent nettement la question du naturel et de la vérité dans l'art. Laclos « n'a point cherché à orner le vice des agréments qu'il a prêtés à Mme de Merteuil ; je n'ai point prétendu faire un libelle... Qui osera nier la vérité de tous les jours?... J'ajouterai que Mme de M... n'est pas plus une Française qu'une femme de tout autre pays. Partout où il naîtra une femme avec des sens actifs et un cœur incapable d'amour, quelque esprit et une âme vile, qui sera méchante, et dont la méchanceté aura de la profondeur sans énergie, là existera Mme de M... Si j'ai donné à celle-ci l'habit français, c'est que, persuadé qu'on ne peint avec vérité qu'en peignant d'après nature, j'ai préféré la draperie que je pouvais avoir sous mes yeux, mais l'œil exercé dépouille aisément le modèle, et reconnaît le nu... » « J'ai donc peint, ou du moins j'ai voulu peindre les noirceurs que des femmes dépravées s'étaient permises, en couvrant leurs vices de l'hypocrisie des mœurs... »

Mme Riccoboni répondait par l'argument idéaliste que tout n'est pas à regarder dans la nature, et que la première règle pour l'artiste est la nécessité du choix. « Toutes les campagnes n'offrent point l'aspect d'un joli paysage, et c'est au peintre à choisir les vues qu'il dessine... » A quoi notre auteur repartait drôlement en réclamant pour l'écrivain le droit de peindre le Vésuve sans s'exposer au reproche de calomnier la nature. L'aimable et spirituelle Riccoboni ne poursuivit point une dispute « dont nos derniers neveux ne verraient pas la fin si elle continuait ». « L'esprit, l'éloquence et l'obstination » de son contradicteur l'emportaient, sans toutefois changer le sentiment de sa lectrice délicate. Mais sans se soumettre à ses vues, elle l'avait pourtant assuré que, fût-il chargé de la malédiction de la moitié du monde, il ne le serait jamais de la sienne. « Car je vous pardonne de tout mon cœur, et je vous excuserai même, autant que je le pourrai, sans me faire arracher les yeux... » Ainsi malgré la plus sévère prévention, les présidentes de Tourvel trouvent des excuses à Valmont, et don Juan est toujours nommé, au milieu de ses anathèmes, dans toutes les prières de dona Elvire.

Émile Henriot.

à son suisse, en nommliste que tout n'est
monsieur maigre et ja règle pour l'artiste
n'y suis plus pour lui nes n'offrent point
Grimm aussi a noté lhoisir les vues qu'il
livre au succès si prment en réclamant
accueilli partout comm sans s'exposer au
on l'admire, on le fêteirituelle Riccoboni
et son modèle sont trers neveux ne ver-
cependant que toutel oquence et l'obsti-
devant Valmont : Ma toutefois changer
(somme toute à la ge soumettre à ses
ment à leur honneur) de la malédiction
scrupule délicat, elle la sienne. « Car je
en fût imprimé sur lerai même, autant
féminine à l'égard d... » Ainsi malgré
donné par Mme Rivel trouvent des
même, où la critiqumé, au milieu de
sympathie se trouvelvire.

C'est en sa quali HENRIOT.
Mme Riccoboni, ble
cœur de Française
protestait auprès d
et du goût de ses
talents et sa facili
tenait au surplus
exister. Laclos rép
pages fort vives, m
nettement la ques
« n'a point cherc
Mme de Merteuil ;
nier la vérité de t
pas plus une Fra
où il naîtra une
d'amour, quelque
la méchanceté au
M... Si j'ai donné
ne peint avec vé
draperie que je
dépouille aiséme
peint, ou du mo
dépravées s'étai
des mœurs... »

accents d'ineffable tendresse, dira-t-on que Gounod a profané ce texte? Si je prends en exemple ces deux grands musiciens, c'est parce que l'on a souvent opposé le style religieux de l'un au style religieux de l'autre, et pour essayer d'établir que lorsqu'il s'agit d'œuvres vraiment musicales et belles, le départ entre celles qui sont religieuses et celles qui « sentent le fagot » est à peu près impossible. »

A ne considérer que des œuvres qui furent destinées à l'église et parmi ces œuvres celles dont le style et le sentiment peuvent être décemment dits « religieux », on risquerait de faire maigre moisson, au moins dans la musique française. La foi catholique, depuis la Renaissance, n'a pas toujours très heureusement ému nos musiciens. Elle n'a jamais bien su, quand elle avait recours au langage sonore, résister à la symphonie ou à l'opéra : elle n'a pas craint de s'égarer, selon la rude parole de Vincent d'Indy « dans les honteux bas-fonds « où se meuvent les productions dites maîtres de chapelle ».

Toutefois, depuis le *Motu Proprio* de Pie X sur la musique sacrée, du 22 novembre 1903, on constate une évolution très nette de la musique religieuse vers un idéal de goût et une forme d'art véritable. Depuis le début du siècle, après l'effort magnifique de Charles Bordes, l'amour de la musique sacrée s'est grandement accru, et les serviteurs de la musique religieuse — organistes, maîtrises et chorales — sont les véritables artisans de cette renaissance.

Il y a des chorales, disait l'abbé Besse, partout où il y a un magicien : Moissenet à Dijon, Bourdon à Rouen, Aurat à Issoudun, Victon à Strasbourg, Samson à Avranches, Wattine et sa *Tribune de Saint-Christophe* à Tourcoing, l'abbé Bayart et sa *Schola* de Lille. Il y eut Perruchot à Paris, les Couturier à Langres, à Moulins l'abbé Chérion qui mourut maître de chapelle à la Madeleine, aux Sables-d'Olonne la maîtrise populaire de Mgr R. de Botneau.

Malgré de terribles difficultés qu'a exposées René Dumesnil dans son tableau du *Monde des musiciens* (1924), les résultats sont encourageants. On ne rendra jamais assez hommage à l'abnégation de tant de maîtres de chapelle qui, pour un salaire dérisoire, défendent la cause de la bonne musique et forment, sans se lasser, de jeunes chanteurs : Félix Raugel à Saint-Eustache, L. Saint-Requier à Saint-Charles de Monceau, A. Vivet à Saint-Augustin ou l'abbé Renault à Notre-Dame (où a été créée une école adjointe à la maîtrise). Qui ne connaît de réputation, s'il n'a eu l'heur de l'entendre, la célèbre maîtrise du chanoine Moissenet à la cathédrale Saint-Bénigne à Dijon? Qui oubliera jamais ce que vaut, mystiquement et musicalement, le *Crucifixus* de Lotti tel que René Moissenet le fait traduire?

On ne peut songer à énumérer toutes les chorales dévouées à la

musique religieuse. La *Chorale des Franciscaines de Saint-Germain-en-Laye* a retenu très vite l'attention des musiciens grâce aux efforts éclairés de son regretté fondateur le chanoine Besse, qui fut élève du chanoine Moissenet et de l'organiste Planchet. Fondée en 1906, la chorale a vu sa réputation dépasser rapidement le cadre de Saint-Germain et attirer l'attention de toute la critique parisienne, en particulier par ses exécutions partielles du *Roi David*. La *Manécanterie des Petits Chanteurs à la croix de bois* est un peu plus récente : sa première séance eut lieu à la Pentecôte en 1907. En 1924 elle a fusionné avec la Petite Maîtrise de Belleville. La *Société G.-F. Haendel* a été fondée en 1908 par Félix Raugel avec E. Borrel pour rendre accessibles aux masses non seulement les oratorios de Haendel, mais encore les pièces vocales et instrumentales, principalement d'inspiration religieuse, composées en France, en Italie, en Allemagne et en Angleterre au dix-septième et au dix-huitième siècles. Plus jeune encore, la *Société des amis des cathédrales* remonte à 1912. Présidée par Henri Letocart que seconde Mme Jeanne Arger, elle s'est donné pour mission de révéler les œuvres, trop peu connues, de la vieille école franco-belge. La *Chorale religieuse* de l'abbé Rupert, dont l'objet est l'exécution de la musique exclusivement religieuse, se propose de restaurer le chant choral. La *Cantoria*, œuvre d'art et de charité où l'on élève et forme au chant religieux des orphelins de guerre, est dirigée par le maître de chapelle de Sainte-Clotilde, Jules Meunier. La *Ghilde Saint-Luc*, créée au début de 1919, a tenu également à inscrire la musique au programme de son activité : c'est ainsi qu'elle a donné une *Sainte Cécile*, tragédie chrétienne d'Alfred Poizat avec musique de scène de MM. de la Tombelle et Brancour. Plus récemment encore, en mars 1924, a été constitué le groupe des *Chanteurs de la Sainte-Chapelle*, chorale mixte fondée par le directeur de la *Revue Sainte-Cécile*, l'abbé Delépine.

Mais toutes ces chorales n'auraient pas connu le succès qu'elles remportent aujourd'hui sans l'exemple admirable de Bordes et des Chanteurs de Saint-Gervais. En 1890, quittant l'orgue de Nogent, Bordes devenait maître de chapelle de l'église Saint-Gervais, où le chanoine de Bussy lui laissa toute liberté. « Quel beau vaisseau pour faire de la musique ! » s'écria Bordes. Toute son œuvre religieuse, œuvre de créateur et œuvre de prosélyte, vient de là. Après une exécution de la *Messe* de Franck (où le vieux musicien tint l'orgue) et de la *Messe posthume* de Schumann, il engagea, encouragé par l'abbé Perruchot, une campagne palestrienne : la première bataille, livrée le Jeudi saint 1891 avec le *Stabat* de Palestrina et le *Miserere* d'Allegri, fut une victoire. Ces victoires se renouvelèrent l'année suivante.

C'est pour continuer sa campagne que Bordes créa les *Chanteurs de Saint-Gervais*.

Ils ne furent au début que vingt-quatre, et jamais ce nombre ne fut sensiblement dépassé. Ils ne se confondaient pas avec la maîtrise de Saint-Gervais, mais ils formaient une association indépendante dont le siège social était cependant installé dans une dépendance de l'église. Ils se faisaient entendre dans d'autres sanctuaires parisiens et pendant des années, fidèles à leur devise *Estote fortes in bello et pugnate cum antiquo serpente*, ils répandirent dans toutes les grandes villes de province l'enseignement de Charles Bordes. Quand le grand fondateur mourut en 1909, L. Saint-Requier lui succéda. Interrompues pendant la guerre, les auditions furent reprises en 1917 le jour du Vendredi saint. Le même jour, l'année suivante, ce fut l'obus allemand...

Aujourd'hui c'est Paul Le Flem qui depuis décembre 1924 préside aux destinées de la Société dont il était sous-directeur depuis 1920. Avec ce musicien jeune, ardent, plein d'intelligence et de vie, une ère nouvelle commence pour les Chanteurs. Il n'oublie point que la tentative de Bordes avait pour but de faire revivre la musique polyphonique de la Renaissance ; et les programmes que Paul Le Flem a établis cette année pour la Semaine sainte eussent ravi d'aise son grand prédécesseur : *Inter vestibulum* de Perti, *O bone Jesu* de Palestrina, *Répons* de Vittoria et d'Ingegneri, *Adoramus te* de Jacopo Corsi, *Ave Maria* de Josquin Deprès, *O Salutaris* de Pierre de La Rue, *Regina cœli* d'Aichinger. Mais il n'oublie pas non plus que nos plus grands compositeurs modernes ont donné à la musique religieuse un lustre nouveau et qu'il est, dans la musique profane, des œuvres élevées et fortes, dignes de prendre place à côté des chefs-d'œuvre familiers aux Chanteurs.

Qu'il est loin le temps où l'abbé M... (son nom est bien connu des curieux de la petite histoire) amena en 1902 son conseil de fabrique à supprimer — momentanément — les Chanteurs de Saint-Gervais pour permettre à une femme du monde de jouer, à Saint-Gervais même, sur son violon et dans le chœur, la *Méditation de Thaïs*. Les journaux de l'époque furent pleins de ce scandale. Aujourd'hui un tel geste serait impossible. Le goût musical a progressé. Louons les Chanteurs de Saint-Gervais d'avoir été les premiers artisans de cette renaissance, et félicitons-nous de voir que leurs destinées n'ont jamais cessé, depuis la mort de Bordes, d'être confiées à un musicien digne de l'œuvre et du fondateur.

André Cœuroy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. ÉMILE BOREL

M. Emile Borel, voulant être député de l'Aveyron, se souvint un jour que son père avait été pasteur à Saint-Affrique. Cela bien établi, il fut candidat sur la liste que M. Raynaldy opposait au général de Castelnau.

La campagne fut menée habilement. Emile Borel se présenta comme l'homme de la paix. Castelnau, c'était la guerre. Car la fonction d'un général, n'est-ce pas? c'est de faire la guerre. Mais, tout de même, Castelnau, c'était une gloire nationale, un représentant qui jetait quelque lustre sur son département d'origine. Le choix d'Emile Borel, à cet égard, était destiné à faire équilibre. Un membre de l'Institut, mathématicien, paraît-il, ce n'était pas mal non plus. Les paysans aveyronnais, émerveillés par les titres de M. Emile Borel, le nommaient. Ils n'étaient point d'humeur satirique comme cet autre, interpellant un candidat, membre de l'Institut, lui aussi, et dont M. Joseph Barthélemy a conté l'histoire : « Comment! vous êtes membre de l'Institut, et vous avez le toupet de l'avouer!... »

M. Emile Borel entrait au Parlement sur le tard. Il avait cinquante-trois ans. Mais une amitié l'y attendait. Il était normalien comme M. Painlevé, mathématicien comme M. Painlevé, et il avait professé à Lille, comme M. Painlevé et en même temps que lui. Gendre d'Appell, de la grande famille universitaire et de la grande famille protestante, M. Emile Borel était promis à un avancement rapide. Il n'attendit pas longtemps. L'ami Painlevé en fit un ministre de la Marine. Évidemment,

ce ne sera pas Machault, mais quelqu'un entre Pelletan et Édouard Lockroy. Faisons-nous une raison. Un cartelliste qui a de l'esprit, et féroce (mais est-il bien cartelliste?), l'excuse : « Cela lui fait plaisir et cela n'engage à rien... » Il entend sans doute que, la France n'ayant plus de marine, le choix du ministre de la rue Royale est chose assez indifférente. Un autre cynique déclare : « Ce ne sera pas plus mal que Dumesnil. » Moins comique, à la vérité, et c'est toujours cela de perdu. M. Emile Borel, en effet, appartient au genre triste. S'il a vent de ces plaisanteries, nul doute qu'il en soit consterné. M. Emile Borel n'a pas de goût pour l'ironie. Il est essentiellement fils de pasteur.

A vrai dire, il ne s'était pas signalé à la Chambre par des dons exceptionnels. Il avait présidé la commission d'Alsace-Lorraine d'une façon plutôt fâcheuse, et cette affaire d'Alsace-Lorraine, parmi les œuvres du Cartel, fut de celles sur qui le pauvre M. Painlevé dut jeter en hâte un voile pudique, — provisoirement et la mort dans l'âme, insinue le rancuneux Herriot. M. Emile Borel avait aussi prononcé à la tribune quelques discours inintelligibles et solennels, l'un sur la Banque de France, tout à fait abscons, — et nous comprenons trop maintenant pourquoi le Cartel ne voulait pas qu'on y vît clair — l'autre sur le vote des femmes. Emile Borel ne parvint même pas à dérider l'auditoire. Il résultait de sa harangue, en effet, qu'il était contre le vote des femmes à force d'en être partisan, et que, féministe intégral, il ne voulait point que les femmes votassent, afin qu'elles eussent mieux voix au chapitre. Il y a du Joseph Prudhomme chez M. Borel, mais c'est un Joseph Prudhomme huguenot, qui ne perd jamais de vue qu'il lui reste à venger la mort de Coligny.

Bien que Coligny ait été amiral, cette pieuse pensée ne saurait être à aucun degré passée pour le signe d'une aptitude à diriger les affaires maritimes. Dans son noviciat nautique, Emile Borel n'a pas encore eu à faire ses preuves. Il s'est borné à accompagner à Aurillac — terre ferme — M. Herriot altéré de vengeance qui allait dire son fait à François-Marsal, et se défendre mordicus, pour conserver le prestige de l'idole du Cartel, d'être un faux monnayeur et un faussaire. Emile Borel, ce jour-là, tenait par le bras, affectueusement, pour le consoler, son prédécesseur Dumesnil qui ne peut se faire à ses loisirs, et lui murmurait à l'oreille : « Le Cartel continue. » Mais M. Dumesnil, qui avait juré, comme un autre militaire celèbre, de ne sortir du ministère que les pieds devant, riait jaune dans sa barbe. Il surveillait son successeur, lui trouvait l'allure trop austère, et pas assez familière avec le troupier. Cependant Emile Borel régala l'auditoire d'une nouvelle homélie, dans la manière d'un prêche au temple de Saint-Affrique : « Nous avions juré, dit-il, de ne participer à aucune manifestation en période électorale,

et c'était d'une correction élémentaire. Mais nous avons pensé vraiment qu'une exception s'imposait en faveur du président de la Chambre. » En somme, c'est comme pour le suffrage des femmes. Il viole son serment pour le mieux tenir. Et puis, il n'ajoutait pas que le Cantal est tout près de l'Aveyron, et même limitrophe, si je ne m'abuse.

Ainsi apparaît la vraie fonction de M. Emile Borel dans la République : je veux dire dans le Cartel, qui incarne la République. Il est hypocrite et solennel, universitaire et protestant. Il n'a pas le cynisme rondouillard de Steeg, lequel n'est que de l'enseignement secondaire. C'est un pontife de l'enseignement supérieur. Et il tient le rôle qui fut longtemps dévolu à Ferdinand Buisson. Ferdinand Buisson, en somme, pourrait venir à manquer : la République, ce jour-là, aura Émile Borel sous la main. En attendant, il s'essaye dans les doublures. Et nul doute qu'il ne réussisse à faire mieux. Il figure, en effet, un des aspects du régime : l'aspect protestant, prétendument laïque et, en réalité, religionnaire, naturellement papelard, et couvrant de phrases solennelles et de clichés augustes les haineuses persécutions et les vilenies empoisonnées. M. Emile Borel a souffert pour la religion, la sienne, la réformée, au temps de l'affaire Dreyfus. Mais il s'est complu dans cette guerre religieuse, il la regrette, il la ranime. Il lui doit tout, puisque c'est elle qui, dans la République, a permis de séparer le bon grain de l'ivraie et de désigner les purs républicains, qui sont les petits-fils des pasteurs du Désert et les arrière-petits-fils des Albigeois.

M. Emile Borel, avec une sombre ténacité, reste fidèle à sa tradition. Comme il a, de par son incompétence et de par son indifférence aux intérêts qui lui sont confiés, de nombreux loisirs rue Royale, il peut préparer des aphorismes moraux, pharisaïques et doucereux à l'usage du Cartel. Desservant d'un temple sur lequel il pleut, il poursuit son triste prêchi-prêcha parmi des oripeaux déteints. S'aperçoit-il seulement que personne ne l'écoute? Déjà l'attention est ailleurs. M. Emile Borel, nous l'avons déjà dit, mais on n'en saurait rien dire de plus, n'est que la monnaie de Ferdinand Buisson. Et, dans la troupe de M. Herriot, de la fausse monnaie, bien entendu...

★★★

Dans une « Weinstube ».

Une « Weinstube » discrète s'offrait à recueillir le passant dégoûté du trottoir trop exigu. Mon compagnon ouvrit la porte d'une main sûre ; le lieu était paisible et désert ; la ruelle étroite propice au recueillement.

Nous prîmes place près de la fenêtre ; il y eut un silence que je

consacrai à de douloureux rapprochements. Cinq minutes plus tôt j'avais vu venir à moi, la main tendue, cet homme coloré et balafré, grand, gros et cordial.

« Richter!... » Je l'avais connu à Sarrebrück en 1919 ; Rhénan de race, honorable commerçant, lieutenant d'artillerie durant la guerre, il était devenu le plus actif des associés de notre propagande. Nous étions vainqueurs alors et la France était représentée par l'élite de sa race toute vêtue de bleu ; tout ce qui aimait l'ordre et la force nous tendait les bras.

Une servante très « nette », comme on dit là-bas, interrompit ma songerie.

— Eh bien, monsieur le capitaine, dit Richter, vous vous souvenez du vin du Rhin?

— Sans doute.

— Il y en a aujourd'hui de meilleur qu'en 1919, ajouta-t-il, avec un gros rire plein de sous-entendus.

Et il commanda une bouteille de Nierstein 1921.

Il reprit :

— Je vous ai appelé, monsieur le capitaine, excusez-moi. Je vous revois toujours en uniforme et vous n'avez guère changé.

— Merci.

— Vous n'êtes plus officier? Êtes-vous venu ici pour le service?

Je lui expliquai qu'étant de passage à Strasbourg, j'étais venu voir des amis à Mayence et j'eus la précaution de lui assurer que je ne m'occupais plus de choses militaires ; je me permis d'être à mon tour indiscret.

— J'ai quitté Sarrebrück, me dit-il, et suis venu m'installer à Wiesbade ; je m'en félicite, car la vie était devenue bien difficile et les pauvres Sarrois, qui avaient été ruinés par la chute du mark, le sont aujourd'hui par la chute du franc. Ça va toujours plus mal pour vous et j'espère que vous renoncerez bientôt à la réalisation de projets qui, très aléatoires en 1919, sont désormais insensés. Il ne peut pas y avoir d'apaisement entre le Reich et la France tant que la Sarre sera contestée.

— Comment, m'écriais-je, c'est vous qui me tenez ce langage? Vous qui, il y a six mois encore...

— Ce n'est pas moi qui ai changé, ce sont les circonstances, reprit-il, en avalant un deuxième verre de vin frais. Je suis toujours démocrate, et j'ai toujours le même dégoût du Hohenzollern et de la Prusse ; mais justement, comme démocrate, j'aime la paix et je voudrais que mon pays ne serve plus éternellement de champ de bataille et de monnaie d'échange. En 1919, je supposais que la Prusse était abattue pour longtemps et que la France étendrait jusqu'au delà du Rhin sa volonté pacifique. Je m'étais trompé ; la France n'était pas ce que j'avais cru reconnaître en vous et vos camarades ; votre enthousiasme et votre énergie étaient des mani-

festations de votre jeunesse, mais vous êtes un vieux peuple et vous vous fatiguez vite. Les hommes mûrs qui, chez vous, occupent les grandes postes, ont l'entêtement, l'âpreté, l'égoïsme et la myopie des vieillards. Rien à faire avec de telles gens.

J'essayai en vain de protester ; il se lança dans un éloge éperdu de la hardiesse et de la vigueur des hommes d'État allemands de tous les partis, ce qui ne laissa pas de me surprendre, car l'Allemand n'est jamais tolérant. Comme il s'échauffait, je me gardai de l'interrompre et me proposai, le vin aidant, de lui faire aborder des sujets plus précis.

Il m'apprit que, lancé par nous dans « la politique », il avait fait peau neuve à Wiesbade et que son amour du Rheinland avait fait de lui l'un des plus actifs défenseurs du Reich démocratique et impérial. Le ministre Gessler est son homme et il avait fait une active propagande pour l'élection de Marx à la présidence de la République.

— Il n'y a pas de paix sans ordre et d'ordre sans force ; nous comptons sur la grande Allemagne, à jamais indivisible, pour faire régner sur nos provinces une vraie paix allemande et même, Dieu aidant, nous saurons imposer cette paix à l'Europe.

— Vous avouez donc que votre paix ne peut être qu'une paix solidement armée?

— Sans doute ; il y aura toujours de par le monde des ennemis de la paix, qu'il convient de tenir à l'écart.

— C'est pour la France que vous dites cela?

— *Ach*... mais non, dit mon interlocuteur, quelque peu gêné.

Je lui versai une nouvelle rasade.

— A vrai dire, je n'en sais rien, reprit-il, et j'ai pu me rendre compte que les Français sont incompréhensibles. Aussi devons-nous nous méfier. Entre nous, avons-nous tort?

— Ce n'est pas en France que l'on prononce à tout bout de champ des discours incendiaires poussant ouvertement à la guerre ; comme votre Fritz Kloppe, président du « Wehrwolf », qui déclare n'avoir d'autre but, à bref délai, que le combat au delà du Rhin pour la libération et déclare que toute réconciliation des peuples est impossible en raison de la résistance française. Remarquez que, dans son élan oratoire, cet homme a lâché une vérité : il a parlé de résistance française et non d'agression.

— Ne me parlez pas du « Wehrwolf », c'est une bande d'impérialistes qui travaillent pour le Hohenzollern.

— Pour parler ainsi, appartiendriez-vous au « Reichsbanner »?

— Vous n'en doutez pas! Et nous saurons montrer à tous les racistes, nationalistes, à tous les hobereaux et à leurs esclaves qu'il n'est pas nécessaire de se ranger sous leur drapeau pour être un bon Allemand.

— ...Et un bon soldat ! insinuai-je.

— Un bon soldat républicain, précisa-t-il.

— Là, dis-je le plus innocemment possible, je ne suis peut-être pas de votre avis.

— Comment cela?

— Comme toutes les démocraties, vous vous exposerez à créer un déséquilibre entre vos désirs et vos moyens, en particulier à ne pas réaliser l'armée de votre politique.

Pour une grande Allemagne telle que vous la rêvez, il faut une grande armée, une armée nationale. Cette armée, vous ne l'avez pas, du moins officiellement, et vous serez pris dans ce dilemme : ou bien conserver l'état actuel des choses et les nombreuses sociétés militaires qui, républicaines ou non, ont déclanché une force d'ambition nationale bien menaçante pour la paix du monde parce que vous ne pouvez pas régler leur activité comme vous feriez d'une armée régulière et qu'elles peuvent vous entraîner malgré vous, ou bien demander aux signataires du traité de Versailles l'autorisation de refaire votre armée nationale, ce qui, même agrémenté de déclarations pacifiques, ne laissera pas de paraître paradoxal et n'ira pas sans quelque résistance, sans compter que cela créerait pour votre budget une charge capable de diminuer votre puissance financière qui est considérable et constitue aujourd'hui votre arme principale.

— Ah, ah, s'esclaffa mon bonhomme, ces Français ! Votre amour de la logique vous empêche de voir les faits et vous venez de dire des choses à la fois vraies en principe et fausses dans la réalité.

Quel besoin avons-nous de changer, au point de vue militaire, la situation actuelle?

Nous n'irons pas, par amour de la logique, renoncer à nos avantages. Oui, nos avantages, car nous avons eu de la chance dans notre malheur et c'est ce qui fait que nous croyons en notre avenir. De même que la folie sociale-démocrate nous a permis de nous débarrasser de nos dettes, de même les clauses militaires de vaincus qu'on nous a imposées nous ont permis de faire neuf et d'organiser une armée vraiment moderne.

— Je ne comprends pas. On connaît les effectifs que vous prévoyez par l'organisation d'une « Division type armée moderne » ; nos revues militaires en ont publié les tableaux de composition. Mais vous n'empêcherez pas qu'à l'heure actuelle vos principales usines de guerre sont hors de votre territoire et que la réunion du matériel nécessaire à une entrée en campagne demande du temps et fait du volume.

— Vous attachez peut-être trop d'importance à un vieux document. Moi, je ne suis pas militaire et je ne sais que ce qu'on peut dire à des officiers de réserve, mais j'ai lu l'étude du général Von Taysen : « Material oder Moral ! »

Vous ne connaissez pas votre ministre de la Guerre? Vous pourriez, de la part d'un ami allemand, lui conseiller de méditer le sens de cet ouvrage. Mais il n'a pas le temps. Tant pis pour vous.

— Nous nous méfions, en France, de l'exaltation excessive des forces morales ; cela nous rappelle trop nos erreurs d'avant guerre et nous nous en tenons à de solides réalités matérielles.

— Oui, enfant brûlé craint le feu, ou plutôt, comment dit-on chez vous? ...chat échaudé craint l'eau froide ; *wie komisch!* Mais vous êtes toujours extrêmes, vous autres Français. En 1914, vous exaltiez le moral sans tenir compte des effets matériels, en vous faisant de la guerre une idée surannée. Mais nous, en 1925, nous construisons un matériel qui sera un outil digne de notre moral et partira d'une organisation absolument nouvelle.

Certes, je ne souhaite pas de voir une nouvelle guerre, surtout avec vous, n'est-ce pas? Ce serait une folie. Mais peut-on savoir si un jour du côté de l'est... Eh bien, ce serait une belle chose que la nouvelle armée allemande et le monde en serait étonné.

— Tout le monde sait que l'Allemagne a le génie de l'organisation matérielle.

— Ach... matérielle, matérielle, nous sommes capables aussi d'innover dans le domaine intellectuel.

D'un signe je fis apporter une autre bouteille ; il m'en coûterait quatre marks, soit dix-huit francs, mais j'espérais en avoir pour mon argent.

Mon interlocuteur était devenu pensif. Il reprit, après un silence seulement troublé par le bruit du bouchon et le « Bitte schœn » de la « fraülein » : — Vous nous jugez mal et pourtant vous avez vécu assez longtemps en Allemagne. Il est vrai que vous êtes arrivé en pleine crise ; nous étions tout secoués par la trahison et la révolution, et je crois que vous vous êtes plus occupé de faire connaissance avec les femmes qu'avec les hommes ! Ah ! ces Français ! Eh bien, la guerre nous a élevés, je vous assure. Le contact d'un adversaire intelligent nous a ouvert les yeux sur certaines erreurs ; l'extraordinaire ténacité du peuple français nous a fait comprendre que la force n'est pas un phénomène physique ; nous avons progressé dans le sens inverse du vôtre. Vous avez souffert par suite d'impréparation matérielle et vous ne pensez qu'à la suprématie matérielle. Nous avons compris que nous n'avons perdu la guerre que par suite de quelques imperfections morales.

Et tenez, puisque nous parlions de choses militaires, je crois comprendre que les Français recherchent la suprématie matérielle par le nombre et par le poids. Certes, nous savons mieux que personne la valeur de ces avantages, mais il est un facteur *matériel* plus abstrait sur lequel nous avons porté notre attention : c'est la durée, c'est le Temps, qui mesure la vie.

Vous vous êtes faits à l'idée de la guerre longue et c'est une monstruosité : c'est admettre qu'une opération chirurgicale durera aussi longtemps que la maladie qu'elle veut neutraliser.

Vous pensez que nous faisons les fanfarons parce que nous ne pour-

rions pas à la fois réunir tout le matériel nécessaire et conserver le bénéfice de la surprise. Mais c'est parce que vous comptez qu'il vous faut à vous-mêmes six mois de préparation pour être tout à fait en état.

— Croyez-vous?

— Je pense qu'il n'existe plus guère, aujourd'hui, de secret dans votre armée ; c'est encore un bénéfice que nous tirons de nos positions respectives.

Mais pourquoi croyez-vous cela? Parce que, d'après certaines batailles de 1918, vous avez calculé qu'il faut, pour une affaire sérieuse, tant de canons de campagne par kilomètre de front, tant de canons lourds, tant de tonnes de munitions, tant de mitrailleuses, tant de chars ; vous pensez toujours à l'alignement et aux fronts continus. Mais c'est une hérésie historique. Vous n'avez plus de stratèges, vous n'avez que des ingénieurs et des administrateurs, lesquels, comme c'est leur devoir, ne songent qu'au fonctionnement de leurs formidables impedimenta, à la mise au point de perfectionnements contradictoires ; tant pis si l'ensemble n'avance pas.

Je pense que, chez nous, nous avons compris simplement que l'importance des questions de transport imposera aux belligérants l'obligation d'avancer le long des voies ferrées — ce qui revient en général à progresser par les vallées, comme du temps des plus lointaines migrations — mais d'avancer à toute vitesse pour s'emparer des points de rassemblement ou tout au moins les détruire, car celui qui possède le chemin de fer amène rapidement à pied d'œuvre le matériel nécessaire pour une opération déterminée en allégeant d'autant les convois. La manœuvre par le rail comme votre Napoléon manœuvrait par la route.

— Vous n'imaginez tout de même pas qu'on ne se battra que sur le ballast?

— *Ach...* vous voulez me faire parler..., mais je ne puis vous dire plus que je n'en sais. Vous savez bien que de tous temps les troupes ont avancé en colonne sur les routes et qu'elles ne se déployaient dans les champs que pour combattre, en lâchant d'abord la cavalerie.

Eh bien, nous ne nous répandrons dans les champs et sur les chemins secondaires que pour livrer bataille et notre cavalerie sera faite de chevaux-vapeur... *Komisch!*

Écoutez, j'ai entendu une fois un officier de notre Reichswehr qui disait là-dessus des choses passionnantes.

Il disait qu'en voulant outiller vos unités à la moderne vous avez écrasé toute possibilité de manœuvrer, parce que vous avez revêtu d'une armure un soldat archaïque au lieu de faire un outil mécanique. A l'heure actuelle une division de chez vous a une longueur colossale ; elle met un jour pour s'engager, il lui en faut deux pour être prête à attaquer et son général doit renoncer à la connaître à fond, et plus encore à la commander au feu. On dit couramment dans votre

École de guerre qu'une division engagée le matin ne peut ê trereprise en main que la nuit suivante.

Kolossal !... C'est parce que vous avez alourdi le type des divisions d'avant-guerre dans lesquelles le général n'avait à commander que des unités bien en main, qu'on pensait pouvoir manœuvrer directement sous le feu, qui portaient elles-mêmes leurs ravitaillements, et vous vous contentez de conclure qu'il faut désormais renoncer à la rapidité.

Nous, nous avons pris le problème en sens inverse et nous nous sommes dit : Quelle doit être la composition, en différentes armes avec leurs munitions, de la plus forte unité de combat qu'un seul homme puisse diriger et qui soit prête à s'engager à fond en moins de trois ou quatre heures? Moi, je ne sais pas au juste, je ne m'occupe pas de questions militaires et j'ignore quelle est la solution du problème.

Ayant dit, il but longuement ; je m'efforçai de cacher mes impressions faites à la fois d'inquiétude et d'étonnement. Je risquai :

« Vous avez en effet exposé un point de vue hardi et peut-être original. Mais vous parlez comme s'il n'existait pas un élément nouveau, et même deux : l'avion et le produit chimique. L'un portant l'autre, on peut fort bien détruire les points de rassemblement dont vous parliez tout à l'heure sans courir le long des voies ferrées, et tarir dans leurs sources les fabrications de l'ennemi. Après quoi vos combattants terriens n'ont plus qu'à pousser du doigt leurs adversaires désarmés. »

Le visage de mon interlocuteur prit une expression de béate ironie qu'une grande cicatrice transformait d'un côté en un rictus carnassier.

J'ajoutai : « Et malgré tout, nous aurions, au moins dans les premiers jours, la suprématie de l'air. »

Le masque aviné devint moitié pitoyable, moitié menaçant.

— On voit bien, proféra-t-il, que vous ne vous occupez plus de choses militaires. Moi non plus d'ailleurs, mais ici on peut s'instruire sans être spécialiste.

Alors, vous qui avez fait la guerre, vous admettez qu'on peut détruire l'ennemi ou simplement détruire ou paralyser en un clin d'œil une cible, une gare, ou une usine? et par l'aviation encore? *Ach...* ce n'est pas une conception intelligente de la guerre ; il n'y a que les sauvages qui peuvent croire qu'on anéantit l'adversaire en l'égorgeant. Le chef de guerre intelligent cherche à battre l'ennemi en l'attaquant à son point faible, en embrouillant les manœuvres de l'adversaire dans les rangs duquel il porte le désordre, auquel il fait perdre ses armes et ses bagages.

— Autrefois on disait en effet non pas : battre, mais : défaire l'ennemi ; et le résultat s'appelle toujours une défaite.

— *Hoch...!* s'écria-t-il, tout à fait vrai ; vous comprenez, n'est-ce

pas? Eh bien, pour arriver à ce résultat, tuer du monde est un moyen ; ce n'est pas le seul ni le plus décisif ; mais c'est le plus barbare, et c'est, par conséquent, le plus indigne de notre intelligence allemande. Mais il ne vous échappe pas que plus l'adversaire attache d'importance à son matériel et plus il y a intérêt à jeter le désordre dans ses rangs par la rapidité de la manœuvre.

Et c'est vous qui oubliez que, dans l'état actuel des progrès de l'aviation, le bombardement aérien massif ne peut guère être porté normalement à plus de deux ou trois cents kilomètres au delà des terrains d'atterrissage. Pour frapper plus loin, il faut que l'infanterie conquière de nouveaux terrains.

En somme, en partant de la connaissance des machines modernes et des problèmes de fabrication, vous vous êtes dit : Nous frapperons plus lourdement, et nous avons pensé : Nous manœuvrerons plus rapidement. »

La deuxième bouteille agonisait. Je portai la santé de l'oberleutnant Richter et bus à la paix.

— Vous avez raison, dit mon partenaire. Buvons à la paix. Mais voyez comme vous autres Français vous avez toujours l'esprit militariste au fond : nous n'avons parlé que de tactique et de guerre. Pourtant vos plus grands hommes d'État déclarent que votre future armée ne saurait être une armée offensive. Alors, si vous êtes sincères, allez jusqu'au bout et supprimez-la, car je ne comprends pas ce qu'on peut faire d'une armée inoffensive.

Je sursautai :

— N'est-ce pas ainsi qu'on dit? C'est ainsi pourtant que je traduis en allemand.

Je ne pus en entendre davantage, prétextai un rendez-vous et m'en fus, bouleversé, tandis que mon « ami allemand » commandait un verre de « weisswein ».

* * *

Si beaucoup des ambitieux projets des Allemands appartiennent pour quelque temps encore au domaine de l'avenir, un grand pas a été fait dans la voie qu'ils ont choisie : la mobilisation des forces morales. Toute la jeunesse allemande brûle d'une incroyable ardeur guerrière ; ses chefs pourront lui demander toute la hardiesse et toute l'initiative dont la race est capable.

Il existe en Rhénanie de pacifiques professeurs, bien rares, qui, pères de famille, se cachent pour pleurer sur l'avenir de leurs enfants parce qu'ils assistent, impuissants, au monstrueux développement d'une force meurtrière. Durant ce temps, cent mille instituteurs internationalistes dégradent l'âme des enfants de France.

Ce qui rend inquiétante la conception allemande de la guerre, c'est qu'elle est jeune, saine et forte, c'est qu'elle permet de nouveau l'illusion de la guerre « fraîche et joyeuse », c'est qu'elle implique une

idée vivante du commandement et qu'elle participe de principes qui ont toujours guidé les grands capitaines ; c'est, enfin, qu'elle subordonne la matière à l'intelligence.

Après avoir songé, en 1914, à anéantir la race française sous le poids d'une innombrable armée et d'un outillage écrasant, les militaires allemands comptent désormais — à l'instar de leurs hommes politiques — nous vaincre autant par l'adresse que par la force ; ils recherchent la dextérité, tandis que les Français sont hypnotisés par la notion de masse.

Notre dégoût de la guerre nous fait une image morbide de la bataille. Nos politiciens et ceux de leurs courtisans militaires qui collaborent à la désorganisation de notre armée ont la conviction qu'on va à la guerre pour se faire tuer, ce qui les incline à penser qu'il n'est nul besoin de s'y préparer longuement.

En effet : dresser une armée à défaire l'adversaire avec le minimum de pertes exige une longue et minutieuse préparation ; mais une armée faite de soldats improvisés ne saurait être habile et ne peut employer son courage qu'à opposer à l'ennemi une éphémère barrière de cadavres.

Certaines compétences et beaucoup de profanes peuvent être impressionnés par la majesté des statistiques, l'assurance des impossibilités matérielles et la virtuosité des barèmes que nos réformateurs opposent à la menace allemande. Mais il paraît incontestable que ces abstractions négligent l'impérieux facteur « temps » auquel les Allemands donnent tant d'importance.

Il est peut-être séduisant d'étudier sur le papier le fonctionnement chronométré d'un « centre mobilisateur », mais on voudrait être sûr que, le deuxième jour de la mobilisation, chaque honnête capitaine de réserve, arraché en hâte à ses occupations, ne s'entendrait pas dire : « Voici deux cents hommes, évertuez-vous à en faire une compagnie, mais faites vite, car, contrairement à toutes les règles du jeu, les Allemands avancent à raison de cent kilomètres par jour et les gares de X, Y, Z, qui devaient assurer tout notre déploiement, sont déjà aux mains de l'ennemi. »

MAGONTIACUS.

« *L'Archange* » *de Maurice Rostand.*

Rien n'est plus aisé que de démonter les secrets du métier chez M. Maurice Rostand. Ils sont d'une simplicité rudimentaire. M. Rostand ne s'embarrasse d'aucune difficulté : il choisit un sujet propre aux développements lyriques ; il part, et il écrit n'importe quoi. Il ne prend souci ni de composer une intrigue, ni de respecter la vraisem-

blance ni, à plus forte raison, de camper un caractère. Il ne prend même pas souci de savoir si ce qu'il écrit a un sens. Il prodigue les images à pleines mains, sans se demander ni s'il est raisonnable, ou décent, ou vraisemblable de les prêter à tel personnage, ni si elles sont cohérentes, ni si elles ne sont pas risibles ou insensées ou exactement absurdes. Correction, propriété du langage, rien ne l'émeut. Pourvu que ça reluise, c'est tout ce qu'il lui faut.

Il a pris pour sujet cette fois un thème noble et exaltant, la carrière météorique de Guynemer. Il s'est soucié de ce héros comme un poisson d'une pomme. C'est d'autant plus sensible qu'incapable d'inventer une péripétie dramatique, il a suivi pas à pas les épisodes que lui offrait la vie de son héros. Mais la réalité héroïque chez Guynemer, ce qui fait que cette figure fulgure d'une lumière unique parmi toutes celles de la guerre, M. Rostand n'y a même pas pensé. Il a jugé Guynemer à son aune. Les deux seuls sentiments nobles qui soient visibles chez lui sont l'amour sincère de la poésie et l'amour excessif de la gloire. Il a bravement supposé que Guynemer était fait de la même façon, et il n'en a pas cherché plus long.

Il tenait une âme d'une qualité, d'une richesse exceptionnelles. Le prodigieux dans la carrière de Guynemer est que ce héros n'avait aucun des dons physiques qui font le grand aviateur. Il était grêle et n'était ni acrobate, ni bon tireur. Mais une vertu chez lui était d'une trempe unique, la volonté. Guynemer, c'était une âme brûlante qui volait, presque contre nature, et c'est par là qu'il est plus qu'un héros comme la guerre en suscita par milliers, qu'il est par excellence la figure de légende.

Sa vie, sa vocation, sa mort, rien n'est mieux composé pour offrir matière à la légende épique. C'est un roman, une trame tout préparés, le caractère se sculpte tout seul en reliefs qui appellent la lumière. Mais M. Rostand, on ne peut que le répéter parce que c'est toujours pareil et que c'est l'essentiel, ne songe pas plus à la vérité qu'au caractère ou à l'intrigue. Il ne songe qu'au lyrisme. Ses inventions, quand il invente, sont de l'ordre lyrique. Au départ, parfois, elles promettent d'être belles. Mais elles se perdent immédiatement dans la confusion, l'obscurité, la contradiction, parce que M. Rostand n'a pas pris garde à ce qu'il écrivait et s'est laissé emporter.

Par exemple, on ne peut même pas discerner ce qu'il a voulu dire en intitulant sa pièce *l'Archange*. On voit au prologue l'archange saint Michel qui tient sur l'aviation des propos bouillants, mais confus. Ensuite, on voit le jeune Guynemer qui envie le sort de Jeanne d'Arc parce que celle-ci avait auprès d'elle un archange pour l'inspirer, tandis que lui, c'est le refrain d'un morceau en stances lyriques intercalé dans le premier acte, il n'a pas d'archange. A l'acte suivant, parvenu au faîte de la gloire, il révèle son secret à un confident : « Si j'ai été ce que je suis, dit-il, c'est que j'ai toujours senti la présence d'un archange à mes côtés. » Il s'élève dans le ciel

pour la chasse où il trouvera la mort, et M. Rostand, qui ne croit guère aux archanges, donne à entendre que le véritable archange est l'aviateur lui-même. Au dernier acte, l'aviateur et son archange sont de nouveau séparés. Ainsi le sens symbolique demeure confus et indiscernable.

L'intrigue est menée avec la même négligence. Il n'y aurait rien à dire du prologue, qui n'est qu'un dialogue lyrique entre Dieu le père et saint Michel, si M. Rostand ne prêtait au prince des milices célestes des opinions très singulières. Il maudit la guerre, ce qui part d'une bonne intention. Mais le ton de reproche qu'il prend en face du Père Éternel est d'un comique savoureux, et l'on ne peut s'empêcher de sourire quand on entend cet archange libéral et pacifiste déclarer qu'après tout, entre Satan et lui, il n'y avait qu'une légère divergence d'opinion.

Au premier acte nous redescendons sur la terre. Un jeune homme que dévore l'ardeur de combattre se lamente avec lyrisme parce que les bureaux de recrutement n'acceptent pas qu'il parte comme volontaire. Il passe cependant son temps à faire enrager sa famille en répétant : « Je partirai tout de même. » La famille s'inquiète par avance et le supplie de n'en rien faire. Il y consent, mais à une condition : c'est que le ciel ne lui fera pas un signe. Il est vraisemblable que Guynemer avait plus de simplicité et de modestie.

Le ciel fait le signe demandé : un aviateur tombe dans la prairie voisine, le jeune homme comprend aussitôt que cette chute a un sens symbolique, et qu'il est prédestiné à devenir aviateur. Il annonce bruyamment son départ, et tout le monde s'inquiète de nouveau. Cependant, il n'y a rien de changé. La volonté du jeune garçon est toujours la même, la famille n'aura lieu de s'inquiéter que lorsque le recrutement aura changé d'avis. Sans doute, les spectateurs savent qu'il en sera ainsi. Mais la famille ne le sait pas encore, le héros pas davantage. Il n'y a donc aucune raison pour que les uns se désespèrent tandis que l'autre s'exalte. Tout cela est fait n'importe comment.

C'est un des clichés de la critique moderne que la fantaisie et l'invention poétique ont des droits. Assurément. Mais il faut que les licences qu'elles prennent soient aussitôt justifiées par des beautés. De l'admirable histoire de vocation qui servait de modèle à M. Rostand pour ce premier acte, il n'a retenu que l'ardeur d'une jeune âme et il l'a trahie en la rabaissant à n'être qu'un thème à exaltation romantique.

Le second acte montre le héros au faîte de la gloire, le matin de son sacrifice. M. Rostand a fait un double effort : il a suivi d'aussi près qu'il a pu les données fournies par M. Henry Bordeaux dans sa *Vie de Guynemer* et, tant pour se conformer à la vérité que pour éviter le reproche de romantisme, il a cru peindre un héros modeste. Son aviateur est familier avec ses camarades et ses subordonnés, et

même avec ses supérieurs. Il déclare à tout instant qu'il n'a rien fait de plus que les autres combattants, et M. Rostand nous assure qu'il a conservé une gaieté enfantine. Mais l'auteur trahit sans cesse ses intentions et ce héros si modeste est incapable de s'exprimer autrement qu'avec une emphase grandiloquente. Au moment de partir pour son dernier vol, il est assiégé par de sombres pressentiments, il se plaint de ne plus se sentir inspiré par son archange. Un général de passage dans le secteur vient lui rendre visite. Nous ne savons si M. Rostand fréquente beaucoup de généraux, mais celui qu'il présente est tout à fait singulier, on écrirait tout à fait comique s'il ne se plaignait d'avoir perdu ses trois fils à la guerre. Mais ce militaire est nonobstant pacifiste, comme saint Michel. L'aviateur aussi est pacifiste, et il déclare qu'il vénère les combattants, *tous les combattants*. Le théâtre est un endroit très commode, où l'on peut faire raconter tout ce qu'on veut aux personnages.

Ce général à la manière de M. Maurice Rostand recommande à l'aviateur d'être prudent et de ménager sa vie. Mais il suffit au jeune héros de s'entendre louer par un admirateur, il déclare qu'il n'a encore rien fait puisqu'il n'a pas donné sa vie, et il ordonne de préparer son appareil en répétant qu'il faut monter, monter, comme si l'acte de monter dans le ciel en avion se confondait avec un progrès moral indéterminé.

Toute cette partie est indéchiffrable. On ne saisit pas si l'aviateur est brusquement abandonné par ses pressentiments ou s'il part malgré eux. Quant au rôle que joue l'archange en cette affaire, il n'en est pas question. Au point de vue dramatique, tout cela équivaut au néant.

Le dernier acte se passe dans un caveau du Panthéon. M. Rostand intercale ici un épisode sentimental dont il a senti le besoin. Il escompte que le public sera content de voir arriver la petite fleur bleue, mais il la plante exactement au hasard, sans se soucier des lois élémentaires de la vraisemblance ; il fait paraître une jeune fille qui aimait le héros et qui en était aimée, mais elle ne savait pas qui il était. Un homme de qui le portrait était sur tous les murs ! Elle lui écrivait chaque jour, mais elle ignorait jusqu'à son nom. Alors où, à qui adressait-elle cette lettre quotidienne? Ce détail n'est pas grand'chose, mais il montre que M. Rostand écrit n'importe quoi sans réfléchir une seconde.

Après les visites sentimentales de cette jeune fille et de la vieille nourrice, les morts du Panthéon s'éveillent dans leur tombe et discutent pour savoir s'ils doivent accueillir ce nouveau héros en compagnie de Zola et des préfets de l'Empire. M. Rostand a sans doute jugé cette invention fort belle, il l'a bâclée avec autant de négligence que le reste. Le héros n'est donc pas encore arrivé? Alors la jeune fille et la nourrice priaient tout à l'heure sur une tombe vide? Chacune de ces petites invraisemblances ne serait rien, leur accumulation

finit par composer une malfaçon scandaleuse. Il est impossible d'imaginer travail plus mal fait, sans soin, sans attention, sans sérieux. Littéralement, M. Rostand sabote son métier d'auteur dramatique.

Pour finir, l'aviateur arrive accompagné de l'archange et la pièce se termine par une apothéose avec soldats portant les armes, drapeaux, tambours, clairons et tout l'appareil militaire.

On était déjà choqué depuis le début de voir M. Rostand attelé à barbouiller une sublime figure. Tout le long de la pièce, on avait été choqué par les sentiments exaltés qu'il met dans la bouche de ses personnages alors qu'on sait que ces sentiments lui sont complètement étrangers. Quel homme le moins du monde sensible aux convenances ne hausserait les épaules avec une nuance de dégoût en entendant M. Rostand déclarer : *On est toujours assez bien portant pour mourir?* A la fin, quand cet antimilitariste déclaré se sert du prestige des cérémonies guerrières pour empaumer les spectateurs, quel terme sera trop sévère pour qualifier ce manque de tact et cet abus de confiance?

Involontairement, on se demande : pourquoi M. Rostand a-t-il choisi ce sujet-là? La première pensée qui vient est désobligeante. On se dit que ce jeune poète vaniteux a choisi un noble sujet pour se tailler un succès facile, toucher le public et désarmer la critique. A la réflexion, on cherche s'il est possible de lui prêter une bonne intention. Peut-être a-t-il été de bonne foi et a-t-il voulu, dans la mesure de ses moyens, rendre un hommage au moins verbal à l'héroïsme. Tout ce qu'on sait de lui incline à pencher pour une troisième hypothèse. On est bien obligé d'écrire qu'on discerne en lui peu de sentiments nobles. On n'a que trop d'occasions d'en discerner de tout différents. Par exemple, il est de toute évidence que le héros de la pièce est Guynemer, il n'y a même pas besoin de le démontrer ; or, la famille du héros ayant fait savoir qu'elle s'opposait aux représentations, M. Rostand déclara qu'il n'était pas question de Guynemer et que *l'Archange* glorifiait les héros de l'aviation en général. De fait, le personnage s'appelle simplement l'Aviateur. Mais, le soir de la répétition générale, M. Rostand vint sur la scène proclamer en public que sa pièce était écrite à la gloire de Georges Guynemer. On le voit, il n'est pas plus sensible aux lois de la morale qu'à celles de la vraisemblance. Il n'est peut-être pas très honnête non plus de prêter à ses personnages des sentiments dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont inconvenants. Encore, la renommée a-t-elle fait savoir que M. Rostand avait sensiblement modifié sa pièce avant de la donner au public. On réussit tout de même à lui faire entendre que l'intérêt, à défaut du goût, l'exigeait.

Ces traits, ajoutés à bien d'autres, ne composent pas à ce jeune homme une très belle figure. Les seuls bons sentiments qu'on distingue en lui sont l'amour du lyrisme et l'amour de la gloire : il a

choisi le sujet de *l'Archange* parce que ce sujet flattait en lui ces sentiments. Sur le premier point, il s'est trompé gravement. Il est incapable de peindre un caractère ; plus que tout autre, il est incapable de peindre le caractère d'un héros. *Le vers se sent toujours des bassesses du cœur :* rien n'est plus vrai. Pour peindre les grands sentiments, il faut sinon les éprouver soi-même, du moins être capable de les éprouver. On ne conçoit pas Corneille sans dignité ni Racine sans tempérament.

C'est pourquoi M. Rostand a diminué et faussé gravement la figure de son héros. Le ramenant à sa mesure, il l'a montré uniquement sensible à l'appel de la gloire. Certes, Guynemer y fut sensible, comme tout jeune cœur bien né. Mais ce sentiment n'était pas le seul mobile de son héroïsme. Il n'y entrait même que comme un faible élément. Guynemer était mené par des vertus plus hautes, plus pures et plus fortes.

M. Rostand a encore caricaturé son modèle sur un point important en faisant de lui un bavard exalté : Guynemer était plein de bonne humeur juvénile, mais il était taciturne, comme tous ceux pour qui l'acte compte seul. Pour M. Rostand, c'est la parole qui compte. Ce n'est pas du tout la même chose.

Il a donc ravalé la sublime figure à n'être qu'un héros romantique qui prodigue les métaphores. En dernière analyse, si le talent de M. Rostand n'est pas lyrique, il n'existe pas.

Soit. Nous venons de voir avec soin ce que vaut en lui l'auteur dramatique : exactement rien. Il reste à juger le lyrique. Ce sera fait. Il va donner prochainement une seconde pièce au Théâtre-Français. A ce moment, nous verrons à fond ce que valent chez lui le poète et l'écrivain.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Hindenburg président du Reich. — *Le maréchal de Hindenburg, candidat des droites, est élu président du Reich par* 14 600 000 *suffrages contre le docteur Marx, catholique, candidat des gauches, qui en recueille* 13 700 000, *et M. Thaelmann, communiste,* 2 000 000. (26 *avril.*)

Malgré ses 7 000 000 *de voix obtenues au premier tour, la candidature du social-démocrate Braun n'avait pas été maintenue.*

Cette élection, qui montre l'Allemagne revenant à l'ordre et à l'autorité, ne cause pas en France et en Angleterre l'émotion à laquelle on pouvait s'attendre

Le ministère Painlevé-Briand-Caillaux. — *M. Painlevé réus-*

sit à constituer son ministère le 16 *avril. M. Briand prend le portefeuille des Affaires étrangères, M. Caillaux celui des Finances.*

La déclaration ministerielle, lue aux deux Chambres le 21, *est assez vague. Elle marque cependant un certain nombre de concessions au mouvement d'opinion qui a renversé le cabinet Herriot, à propos de l'Alsace-Lorraine, de l'ambassade au Vatican et des projets financiers.*

Froidement accueillie au Sénat, elle recueille, à la Chambre, 186 *voix de majorité.*

Le même jour, M. Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit, est réintégré et félicité par le nouveau ministre de l'Instruction publique, M. de Monzie.

France. — *M. Viollette est nommé gouverneur général de l'Algérie.* (17 *avril.*)

— *M. Leblanc, bloc national, est élu sénateur de la Mayenne, et M. Chopin, radical-socialiste, sénateur de Saône-et-Loire.* (19 *avril.*)

— *M. Herriot est élu président de la Chambre au second tour, sans que, chaque fois, le quorum ait été atteint.* (22 *avril.*)

— *A l'issue d'une réunion publique, des membres des « Jeunesses Patriotes » sont attirés dans un guet-apens organisé par les communistes, rue Damrémont, à Montmartre. Les « Jeunesses patriotes » ont trois morts et un grand nombre de blessés, dont l'un succombe quelques jours après.* (23 *avril.*)

— *M. Klotz est élu sénateur de la Somme, M. Curral sénateur de la Haute-Savoie.* (26 *avril.*)

Bulgarie. — *Les attentats communistes se succèdent : tentative contre le roi Boris au défilé d'Isker* (14 *avril*) ; *explosion d'une machine infernale à la cathédrale de Sofia qui donne la mort à cent quarante personnes.* (16 *avril.*)

L'état de siège est proclamé dans le royaume. La Bulgarie demande et obtient l'augmentation de sa milice. (22 *avril.*)

Belgique. — *Les groupes de droite ayant repoussé la collaboration avec les socialistes, M. Vandervelde renonce à constituer le cabinet.* (23 *avril.*) *Le roi s'adresse à M. Van de Vyvere, qui refuse, puis à M. de Broqueville, qui accepte.* (30 *avril.*)

Turquie. — *Le gouvernement d'Angora annonce la fin de l'insurrection des Kurdes.* (16 *avril.*)

Vingt-trois chefs kurdes rebelles sont exécutés. (19 *avril.*)

Pologne et Tchéco-Slovaquie. — *Voyage de M. Bénès à Varsovie, ayant pour but la signature d'un traité de commerce et d'une stipulation d'arbitrage. C'est l'indice d'un rapprochement des deux pays, également menacés par l'Allemagne.* (21 *avril.*)

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 32275.